

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ COMMUNISTE
MARIO TRONTI ET LA CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ÉTIENNE SIMARD

MAI 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Faculté de science politique et de droit
Département de science politique

Le présent mémoire intitulé
LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ COMMUNISTE
MARIO TRONTI ET LA CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

Présenté par
Étienne Simard

A été évalué par le jury composé de

Jean-Guy Prévost
Direction de recherche

Yves Couture
Évaluateur

Marc Chevrier
Évaluateur

REMERCIEMENTS

Je remercie Jean-Guy Prévost d’avoir accepté d’encadrer la rédaction de ce mémoire, même une fois à la retraite. Il s’est démontré patient et disponible tout au long de la démarche.

Je tiens également à remercier les camarades de la revue *Ouvrage*, Camille Marcoux, Sandrine Belley, Annabelle Berthiaume, Valérie Simard ; ceux et celles de *La grande démission*, notamment Gabrielle Laverdière, Dominique Bordeleau, François Fillion-Girard, Nancy Yank, Félix Dumas-Lavoie ; mes collègues de travail, Kawter Fellah, Assia Aissi, Christine Laplante, Nabil Sadir, Jamila Taleb, Ihssane Mouhannady, Robert Deschatelets, Alejandra Gonzalez Ceja, Thomas Etchecopar ; l’ensemble des militantes du *Comité autonome du travail du sexe* ; Nesrine Tedjeni-Bailiche ainsi que Leopoldina Fortunati, Silvia Federici et George Caffentzis pour leur soutien indéfectible. Sans vous écrire n’aurait pas de sens.

Enfin, je me dois de remercier Iris Boudreau pour son amitié et son soutien depuis toujours, Pascal Vézina et Vanessa L’Écuyer pour leurs conseils de rédaction, de même que les ami·e·s du séminaire de lecture du *Capital* animé par Kaveh Boveiri, avec qui j’ai pu approfondir ma compréhension de la critique de l’économie politique.

DÉDICACE

À mes collègues de travail

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
DÉDICACE	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
0.1 Sur l’auteur étudié	2
0.2 Objectif de la recherche	4
CHAPITRE 1 LA GÉNÉALOGIE DE LA CRITIQUE.....	8
1.0 Introduction	8
1.1 Le point de départ.....	9
1.2 L’opéraïsme	17
1.2.1 Les Quaderni rossi.....	19
1.2.2 Classe operaia	21
1.3 L’autonomie du politique.....	28
1.4 La fin du vingtième siècle	38
1.5 Conclusion	41
CHAPITRE 2 LA MÉTHODE DE LA CRITIQUE.....	42
2.0 Introduction	42
2.1 La critique de l’économie politique.....	42
2.2 La critique de la démocratie politique	46
2.3 La « vraie démocratie »	48
2.4 La démocratie politique réalisée.....	50
2.5 Conclusion	55
CHAPITRE 3 LA CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE	57
3.0 Introduction	57
3.1 Démocratie et liberté : la contradiction à l’origine.....	57
3.1.1 Tocqueville et la démocratie en Amérique.....	57
3.1.2 Kelsen et la liberté de la personne État	62
3.1.3 Carl Schmitt et le paradoxe de la démocratie	66
3.1.4 Des concepts pour la critique	69

3.2	De la démocratie en Occident.....	70
3.2.1	Identité, homogénéité, massification	70
3.2.2	<i>L'homo democraticus</i>	72
3.2.3	Le peuple et le populisme.....	74
3.2.4	La tyrannie de l'opinion	77
3.3	La liberté contre la démocratie.....	81
3.3.1	La liberté communiste	82
3.3.2	La liberté et le destin	84
3.4	Conclusion	87
3.4.1	Quelques objections à la critique de la démocratie politique	88
3.4.2	La liberté comme discipline	90
	CONCLUSION	93
4.1	Dimension généalogique.....	93
4.2	Dimension méthodologique.....	94
4.3	Dimension théorique	95
	BIBLIOGRAPHIE.....	98

RÉSUMÉ

La plupart des analyses contemporaines s'accordent pour dire que la démocratie est en crise, que ce soit en raison des dérives autoritaires et populistes de nombreux régimes au Nord comme au Sud, de la perte de souveraineté des États sur la sphère économique ou encore des principes du libéralisme qui l'emporteraient sur les principes démocratiques. Mario Tronti n'est pas de cet avis. Selon le père de l'opéraïsme italien, ce serait plutôt la démocratie et son empire qui seraient à l'origine de la situation actuelle, depuis qu'elle a vaincu le mouvement ouvrier du XXe siècle. C'est ce qu'il nomme sa critique de la démocratie politique. Pour recomposer une tendance révolutionnaire à la hauteur, l'auteur suggère d'opposer la liberté à la démocratie, en s'organisant en mouvement *a*-démocratique ou *non*-démocratique.

Inspirée de la critique de l'économie politique de Marx, cette critique de la démocratie politique demeure cryptique hors du contexte italien. Pour en saisir la richesse et la profondeur, il est nécessaire de l'aborder dans ses dimensions généalogique, méthodologique et théorique.

Le premier chapitre aborde la généalogie de la critique de la démocratie politique, plus particulièrement le contexte socioéconomique et politique de deux époques dans la pensée de l'auteur, l'opéraïsme et l'autonomie du politique, essentiellement les années 1960 et 1970 en Italie. Le second chapitre trace les contours méthodologiques de la critique de la démocratie politique, en soulignant l'influence de la critique marxienne de l'économie politique et en délimitant le sujet de recherche. Le troisième chapitre expose la critique de la démocratie plus en détail, en identifiant des éléments de critique de la démocratie chez des auteurs comme Tocqueville, Kelsen, Schmitt, Schumpeter et en forgeant des concepts nouveaux. Le chapitre se termine sur la proposition de liberté de Tronti pour dépasser la situation actuelle. Dans l'ensemble des dimensions, on souligne l'influence importante de Galvano Della Volpe sur Mario Tronti.

Mots clés : Démocratie, Liberté, Marxisme, Communisme, Parti communiste italien, Vingtième siècle, Pensée politique, Italie, Mouvement ouvrier, Révolution, Opéraïsme.

INTRODUCTION

Ta liberté n'est qu'un fantôme qui parcourt le monde avec un manteau de brouillard.

Tu veux la saisir, elle t'échappe, il ne te reste qu'une trace d'humidité sur les doigts.

Luis Buñuel

Il est communément admis que la démocratie est en crise. Sa victoire n'était pas aussitôt proclamée au moment de la chute du Mur de Berlin que la mondialisation néolibérale faisait déjà craindre la perte de souveraineté des États-nations et les dérives que celle-ci engendre, à savoir que le libéralisme l'emporterait sur la démocratie elle-même (Gauchet, 2008), ou que le juridique et l'économique l'emporteraient sur le politique (Bourque, Duchastel, Pineault, 1999). Plus récemment, la montée des populismes de droite et d'extrême-droite est venue apporter de l'eau au moulin de cette critique, faisant appréhender l'établissement d'un « libertarisme autoritaire » (Benquet et Bourgeron, 2021) avec des figures comme celles de Jair Bolsonaro, Donald Trump ou Javier Milei. L'attaque du Capitole en 2021 est emblématique de ce phénomène : la démocratie est en danger. Pourtant, les médias ont voulu célébrer l'arrivée de l'année 2024 sur une note d'espoir. Entre les bombardements de l'Ukraine et de Gaza, plus de la moitié de la population mondiale allait être conviée aux urnes : une année électorale record¹. Mais on déchantait un an plus tard, alors que celui-là même qui était accusé de complot pour invalider les résultats des élections américaines de 2020 a été élu président des États-Unis : « Dans la démocratie trumpienne, le président veut devenir roi »². Une table-ronde réunissant un ex-directeur général des élections du Canada, la directrice générale de l'Institut du Nouveau Monde et une chercheuse en science politique de l'Université de Montréal en octobre 2024, on parle d'un « recul démocratique auquel on assiste aux quatre coins du monde depuis plusieurs années »³. Il y a tension : hégémonie ou crise de la démocratie ? La question se pose toujours quelque trois décennies après la fin du bloc soviétique.

¹ « Quels pays votent en 2024 et quand votent-ils? », *Courrier international*, 10 février 2023 : <https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-quels-pays-votent-en-2024-et-quand-votent-ils>

² Bélair-Cirino, Marco (2024), « À Washington, un murmure d'autoritarisme », *Le Devoir*, 26 octobre : <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/822465/washington-murmure-autoritarisme>

³ Sirois, Alexandre (2024), « Démocratie : attention, danger ! », *La Presse*, 14 octobre : <https://www.lapresse.ca/dialogue/2024-10-14/table-ronde/democratie-attention-danger.php>

Dans les milieux marxistes ou post-marxistes, les débats entourant la démocratie ont fourni depuis les années 1990 leur lot de critiques de la démocratie représentative (Zizek, 2009), de l'État démocratique (Abensour, 2012), de l'État néolibéral (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999) qui la met en péril. On leur a opposé la démocratie directe, la démocratie « insurgeante » ou la souveraineté populaire (Rancière, 2005). On renoue en quelque sorte avec l'idée d'une véritable démocratie qui naîtrait de l'opposition à la démocratie bourgeoise et du dépérissement de son État, que Marx explorait dans les *Manuscrits de 1843* (Marx, 1975). À quelques exceptions près, les variantes de cette position de rupture demeurent largement majoritaires à la gauche de la gauche du spectre politique qui se renouvelle peu dans sa position de rupture démocratique.

Si le débat semble faire du surplace depuis un bon moment chez les auteurs francophones et anglophones généralement lus au Québec, on trouve chez Mario Tronti, monument de la gauche italienne, une contribution originale qui sort du cadre connu et qu'il nomme la « critique de la démocratie politique ». Contrairement à la position courante des gauches radicales et révolutionnaires, il propose de rompre avec la perspective d'une démocratie meilleure ou véritable, à partir d'une critique de la démocratie « réellement existante » dans ses fondements qui, selon lui, mènent nécessairement aux problématiques vécues aujourd'hui. Il invite à adopter des visées non pas *antidémocratiques*, mais *α-démocratiques*, en concentrant les efforts pour développer autre chose, à fonder un projet nouveau sur la base de la liberté, une liberté proprement communiste.

0.1 Sur l'auteur étudié

Bien que son nom soit peu connu en Amérique du Nord, l'auteur étudié exerce une influence non négligeable sur bon nombre de milieux de gauche aujourd'hui. On le retrouve dans le langage politique des tendances qui se veulent héritières de la mouvance autonome italienne des années 1970 (Comité invisible, 2017 ; Tarì, 2011 ; Wajnsztein et Gzavier, 2012), ou encore dans celui de la nouvelle vague féministe qui organise ses luttes sur le terrain de la reproduction sociale (Koechlin, 2019 ; Gago, 2021 ; Montanaro, 2023). Usine sociale, composition de classe, refus du travail, « dans et contre » : on reconnaît les catégories et paradigmes trontiens dans les écrits toujours en vogue d'une Silvia Federici ou d'un Antonio Negri. Une nouvelle génération s'est approprié ses théories pour aborder des problématiques actuelles, qu'on pense à la production de plus-value dans l'usage des technologies des communications comme les réseaux sociaux (Thorburn, 2016 ; Jarrett, 2017) ou aux mouvements de migration provoqués par la nouvelle division internationale du travail (Mitropoulos, 2006). De nouvelles revues en ligne,

accessibles à un lectorat anglophone et francophone, y font directement référence, qu'on pense à *Viewpoint Magazine* et *The Commoner* aux États-Unis, à *Notes from Below* et *Ephemera* en Grande-Bretagne, à la *Plateforme d'enquête militante* et *Acta* en France, à *Anker Mag* en Belgique ou à *Ouvrage* au Canada. Le tout se passe sur fond de « montée hégémonique » de la philosophie politique italienne dans « l'académie anglo-américaine », à Londres comme en Californie (Pasquinelli, 2011), qu'on l'appelle l'« Italian Theory » ou la « différence italienne » (Gentili et Stimili, 2015 ; Paltrinieri, 2015). Ce qui attire la gauche, c'est notamment l'influence qu'ont eue ces idées sur le déclenchement et la persistance du *mai rampant*, qui s'est étendu sur une dizaine d'années en Italie (1968-1977)⁴.

Depuis la crise économique de 2007-2008, qui marque un « retour de Marx » (Brahamcha-Marin, 2014), on compte plus d'une vingtaine d'articles et commentaires en français et en anglais sur les écrits de Tronti, ce qui n'est pas négligeable en pensée politique. L'intérêt porté à l'auteur se concentre essentiellement sur sa période opéraïste, courant communiste hétérodoxe et autonome des années 1960 en Italie et dont il est considéré comme l'un des fondateurs. L'essentiel des écrits de cette période se trouve compilé dans son livre *Ouvriers et capital [Operai e capitale]* publié en 1966, œuvre qu'il considère lui-même cruciale. Ce n'est d'ailleurs pas anodin de souligner que l'ouvrage a été traduit en anglais pour la première fois dans son intégralité en 2019 (Tronti, 2019b) et qu'il a été réédité en français en 2016 (Tronti, 2016c), une première en près de quarante ans. Des conférences et correspondances des années 1950 et 1960 ont également été traduites et publiées en anglais en 2020 (Tronti, 2020c).

Mais Mario Tronti n'a jamais cessé d'écrire depuis les années 1960. Jusqu'à sa mort en août 2023 à l'âge de 92 ans, il est demeuré actif sur le plan de la théorie comme sur celui de la pratique. Que ce soit durant ses quelque trente années d'enseignement en philosophie et en théologie politique, en occupant des fonctions politiques au Parti communiste italien (PCI) ou en tant qu'élu, il a continué à être un acteur politique qui pense plutôt qu'un penseur politique (Tronti, 2006 : 17). Depuis l'effondrement de l'URSS, une préoccupation l'assaille : celle de comprendre le vingtième siècle, d'en faire le bilan, d'expliquer l'échec du mouvement ouvrier. Au centre de ses réflexions, un thème récurrent : la critique de la

⁴ Le mai rampant en Italie a débuté en milieux étudiants en 1968, comme un peu partout, mais l'extension du mouvement dans les usines et l'agitation que cela a provoquée, a permis au mouvement de se poursuivre jusqu'en 1977, et s'est conclu dans une répression extrêmement violente, particulièrement à la suite de l'enlèvement et de l'assassinat de l'ancien Président du Conseil et secrétaire du Parti démocrate chrétien, Aldo Moro. Voir notamment Guigou et Wajnsztein (2018) ou Balestrini et Moroni (2017).

démocratie politique, la démocratie « absolue » comme « l'autogouvernement des derniers hommes » (Tronti, 2000 : 239). Pour Tronti, ce n'est pas le capitalisme, mais bien la démocratie qui a vaincu le communisme et le mouvement ouvrier. Elle serait responsable de la dépolitisation et même de la fin (temporaire) du politique. C'est pourquoi « la critique de la démocratie est le véritable dépassement du vingtième siècle » (Tronti, 2019 : 67).

0.2 Objectif de la recherche

La présente étude a un objectif simple : expliquer la critique de la démocratie de Mario Tronti. Pour ce faire, nous allons nous y prendre de trois manières. La première consiste à faire la généalogie de la critique de la démocratie dans son œuvre. Pour ce faire, nous allons parcourir la trajectoire de l'auteur depuis ses premiers écrits jusqu'à la formulation de la critique, en nous concentrant sur deux périodes : celle de l'opéraïsme et celle de l'autonomie du politique. Nous puiserons dans les textes les éléments éclairants pour comprendre la construction de la critique de la démocratie en situant leur développement dans le contexte socioéconomique et dans celui du langage des idées et débats au sein de la gauche italienne de l'époque.

Cette démarche suppose que les idées politiques « existent [...] non pas comme des choses immatérielles livrées à la contemplation des penseurs, mais relativement aux usages qui en sont faits, toujours historiquement situés, en fonction des enjeux et des stratégies des acteurs qui s'en saisissent dans des luttes politiques déterminées » (Gabora et Skomicki, 2017 : 17). Nous nous inspirerons donc très librement de l'approche structurale en études des idées politiques (Prévost, 1992), pertinente pour apporter un éclairage à la critique trontienne de la démocratie. L'approche structurale est généralement associée à l'historiographie marxiste des idées politiques, comme celle de C. B. Macpherson (1964) ou d'Ellen Meiskins Wood (2014 ; 2013). Elle consiste à dépeindre le contexte socio-économique dans lequel des idées politiques en opposition se sont forgées. Ses versions les plus orthodoxes considèrent que l'économie et la société engendrent des conflits politiques desquels naissent les idéologies politiques. Sans reprendre le paradigme hautement déterministe autrefois central à cette approche, il n'en demeure pas moins que la mise en contexte socio-économique est incontournable pour étudier un auteur (et son courant) dont les théories sont ancrées dans les enquêtes ouvrières et les interventions stratégiques directement sur le plancher des usines. Tronti avance d'ailleurs lui-même que « le premier corps à corps de la théorie n'a pas lieu avec l'autre théorie, mais avec l'histoire » (Tronti, 2009 : 22), c'est-à-dire que les critiques adressées aux positions du mouvement ouvrier « officiel » de l'époque prenaient d'abord leur

source dans l'observation empirique de ce qui se passait dans les milieux ouvriers des industries de masse et les dynamiques de leurs luttes.

Le contexte et les positions du mouvement ouvrier officiel donnent beaucoup d'indices pour comprendre ce à quoi répond l'auteur. Nous laisserons place à l'interprétation pour déceler certains non-dits qui caractérisent ses écrits. C'est particulièrement important dans le cas du Tronti opéraïste, dans la mesure où, comme il le précise lui-même, « quiconque lit bien *Ouvriers et capital* trouvera plus de Nietzsche que de Gramsci, et à cette époque, en 1966, c'était une véritable hérésie » (Tronti cité par Revelli : 188). Il faut donc aussi chercher à comprendre le propos implicite des textes en les situant dans le contexte linguistique du milieu et de l'époque dans lequel ils ont été écrits. Dans le cas qui nous intéresse, celui du gramscisme du PCI et des syndicats italiens de l'époque, des positions majoritaires dans le mouvement ouvrier « officiel » et des périodiques dans lesquels Tronti publiait ses articles. On peut supposer que les idées « hérétiques » de l'auteur prennent la forme de nouveaux concepts proches des langages du gramscisme et du matérialisme historique ou encore sont présentes dans la syntaxe et le style⁵. Tronti lui-même considère la théorie comme une arme (Tronti, 2016c).

Dans le cadre d'une analyse des textes, cette approche permettra d'articuler les « dimensions latentes » (Coman et al., 2016 : 135) du discours, qu'elles soient historique, sociale ou linguistique, comprises comme « comme une structure symbolique produite par une société dans un contexte historique donné » (Ibid : 139). Une telle méthode doit s'appuyer sur une lecture approfondie du matériel textuel (ou corpus), ce qui permet de tirer des citations du texte pour illustrer l'analyse. Le choix de l'approche permet de définir des champs contextuels qui exercent une influence sur la production de la critique de la démocratie politique. Le premier est le contexte socio-économique italien des années 1960 et 1970, qui comprend les événements et données fournies par des recherches historiographiques. Le second est le cadre idéologique des débats stratégiques et théoriques de la gauche italienne au sein du Parti communiste et des syndicats dans les années 1960 et 1970.

La seconde manière d'éclairer la critique de la démocratie élaborée par Mario Tronti consiste à en exposer la méthode. À partir d'un corpus composé des textes plus récents portant sur la critique de la démocratie

⁵ Tronti parle du « grand style » nietzschéen, voir Tronti, Mario (2009 : 18).

politique, on extrait les éléments méthodologiques essentiels pour comprendre comment est élaborée cette critique. Ces écrits sont :

- Tronti, Mario (2000), *La politique au crépuscule*, Paris : Éclat, 260 p. ;
- Tronti, Mario (2001), « Per la critica della democrazia » in Ida Dominijanni (dir.), *Motivi della libertà*, Milano : FrancoAngeli, p. 13-25 ;
- Tronti, Mario (2005), « Per la critica della democrazia politica », in Marco Bascetta et al., *Guerra e democrazia* : Manifestolibri, p. 15-24 ;
- Tronti, Mario (2007), « Per la critica della democrazia politica », *Relazione al seminario della Rete per l'Autoformazione di Roma*, Scienze Politiche, 12 dicembre ;
- Tronti, Mario (2013), « Peuple », *Lignes*, 2 (41), p. 143-153 ;
- Tronti, Mario (2019), *De l'esprit libre : fragments de vie et de pensée*, Paris : Tempête, p. 187-195 ;

Puisque son approche est fortement inspirée de la critique de l'économie politique de Marx, nous devons également comprendre cette dernière en exposant les différentes interprétations de celle-ci. Pour savoir quelle interprétation se rapproche le plus de celle de Tronti, nous devons recourir à des indices biographiques laissés par l'auteur. Une fois cela fait, nous pourrions délimiter l'objet de son étude et ses dimensions temporelles.

Enfin, la troisième manière consiste en l'exposition de la critique elle-même, en en présentant un à un les concepts et en situant ces derniers dans les débats contemporains sur la démocratie. Nous y aborderons l'opposition entre démocratie et liberté que Mario Tronti soulève en croisant les critiques de la démocratie moderne formulées par Alexis de Tocqueville, Hans Kelsen et Carl Schmitt. En actualisant les concepts d'*identité*, de *tyrannie de la majorité*, de *différence*, l'auteur italien forge les concepts de *massification*, de *tyrannie d'opinion* et d'*homo democraticus*, inspiré à la fois de l'*homo economicus* de Vilfredo Pareto et du *marché politique* de Joseph Schumpeter. Il complète sa critique en établissant sa compréhension de ce qu'est le peuple à partir de la problématique du populisme, tel qu'abordé par Ernesto Laclau.

Cet éclairage nous permettra d'ouvrir sur sa proposition finale concernant la liberté. Nous aborderons d'abord sa lecture de la liberté communiste selon Galvano Della Volpe, puis nous conclurons sur l'opposition établie entre la liberté et le destin comme actualisation de l'opposition entre la politique et l'histoire.

Dans la première scène du film *Le fantôme de la liberté* de Buñuel, l'action se déroule à Tolède en 1808 alors que les troupes napoléoniennes occupent la ville. Des résistants espagnols crient « Vive les chaînes ! » juste avant d'être exécutés, par haine des idées libérales de Napoléon. « Vive les chaînes ! » scandent aussi les étudiants en révolte à la fin du film alors qu'on donne l'ordre aux policiers de tirer. Liberté politique ou liberté de l'artiste, le cinéaste suggère qu'elles sont soumises à des contraintes réelles et qu'elles sont illusoires si elles ne sont pas parties prenantes d'un combat.

L'esprit du film, dont le titre rend un « hommage discret » au spectre du communisme qui hante l'Europe tel que mentionné au début de *Manifeste* (Buñuel, 1982 : 307), fait penser à la conception trontienne de la liberté : une liberté qui doit tenir compte des contraintes du destin et faire de ce dernier un terrain de lutte ; une liberté de l'action politique capable de dévier le cours normal de l'histoire ; une liberté réelle pour l'ensemble de la communauté humaine qui s'oppose à une liberté accidentelle pour certains ; une liberté négligée par les mouvements ouvriers et partis communistes du XXe siècle. Bref, Tronti prône une liberté incarnée, loin d'être un fantôme qui défile entre nos doigts.

CHAPITRE 1

LA GÉNÉALOGIE DE LA CRITIQUE

1.0 Introduction

La critique de la démocratie politique est l'aboutissement, voire la conclusion, de l'itinéraire intellectuel et politique de Mario Tronti, un véritable palimpseste sur lequel on repère les traces de l'ensemble de ses travaux antérieurs. Et puisque son écriture est fragmentaire — « on ne peut aujourd'hui plus penser et écrire autrement que par fragments, le monde d'hier ayant éclaté en mille morceaux que personne n'est actuellement en mesure de rassembler » (Tronti, 2019 : 312) — il faut en plus recoller les morceaux, en remontant le chemin parcouru depuis ses premières interventions jusqu'à ses derniers écrits. Tronti n'en fait d'ailleurs pas un mystère : « La critique déterminée de la démocratie que j'avance ici a un père, l'opéraïsme, et une mère, l'autonomie du politique » (Tronti, 2007).

Opéraïsme et autonomie du politique. Deux saisons dans la vie de l'auteur, à la fois en continuité et en rupture. La première dans les années 1960, décennie de dissidence et d'emballement au sein d'un mouvement qui a posé les bases du *biennio rosso* (1968-1969)⁶ et du « mai rampant » qui s'est étendu sur près de dix ans. La seconde dans la décennie 1970, années de retour au parti et de recul pour dépasser les limites des mouvements contestataires. C'est à un voyage dans le temps que l'auteur nous convie.

Le présent chapitre se divise en trois parties. La première aborde les premières interventions de l'auteur, principalement sa critique du gramscisme « officiel » et sa défense d'une lecture de Marx comme science. Nous devons, pour ce faire, exposer les positions et stratégies dominantes du PCI dans le contexte d'après-guerre puis le tournant du parti, et surtout les ruptures occasionnées après l'année fatidique qu'est 1956. Nous présentons également le contexte social et économique de l'époque d'après-guerre.

⁶ L'expression *biennio rosso*, littéralement « les deux années rouges », mentionnée à quelques reprises dans ce texte concerne deux années d'intenses protestations étudiantes et ouvrières en Italie en 1968 et 1969. À ne pas confondre avec l'usage original qui réfère aux années 1919-1920 de grèves, d'occupations et d'agitation révolutionnaire en Italie. Pour une analyse comparative des deux *bienni rossi*, voir Ginsborg, Paul (2006), « I due bienni rossi 1919-1920 e 1968-1969 : comparazione storica e significato politico » et Giovannini, Paolo (2006), « I bienni rossi del Novecento : una lettura sociologica ».

La seconde partie porte sur l'opéraïsme des années 1960, plus particulièrement sur la contribution trontienne à ce courant et ses revues : la composition de classe, le point de vue ouvrier, l'usine sociale, la primauté et l'autonomie ouvrières, la partie contre le tout, le « dans et contre ». Nous ne pourrions, bien sûr, pas parler d'opéraïsme sans parler du « miracle italien », de l'ouvrier-masse et des luttes ouvrières de l'époque, de la Piazza Statuto à l'automne chaud, ni de la coalition de centre-gauche au gouvernement. La troisième aborde l'autonomie du politique, la rupture entre un « opéraïsme d'obédience communiste » et un « opéraïsme autonome » (Moulier Boutang, 1986 : 37), sur fond de proposition de compromis historique par le PCI durant les années 1970, d'autonomie italienne et des années de plomb.

1.1 Le point de départ

Le PCI réémerge de la clandestinité et de l'exil durant la Seconde Guerre mondiale. Après vingt ans de répression fasciste, le parti s'organise à sa base dans la Résistance et à sa tête au sein du mouvement communiste international, dont la subordination à Moscou se maintient malgré la dissolution de la Troisième Internationale en 1943. Il change également de nom : jusque-là désigné comme Parti communiste d'Italie (Pc d'I), il devient PCI (Parti communiste italien). Plutôt qu'une section italienne d'un Parti communiste international, il signale qu'il est un parti proprement italien. Le Comité de libération nationale constitue une alliance contre le fascisme regroupant les communistes, les socialistes, les démocrates-chrétiens et les libéraux. En 1945, comme les dirigeants de tous les partis communistes occidentaux, Palmiro Togliatti, secrétaire général du PCI de retour d'exil et ex-dirigeant du *Komintern*, annonce sa stratégie étapiste de transition vers le socialisme, qu'il nomme la « démocratie progressive ». Cette dernière appelle au maintien de la coalition antifasciste (Ginsborg, 1990 : 43) pour mettre en place la République, « qui organisera un gouvernement du peuple pour le peuple, dans lequel toutes les forces vives du pays auront leur place, pourront s'affirmer et avancer vers la satisfaction de toutes leurs aspirations » (Togliatti, 1945 cité par Pingaud, 1976 : 113). En vue de la création de cette Italie nouvelle, le PCI développe une stratégie adaptée au contexte italien catholique, celle de la « présence ». Elle consiste à intégrer la classe ouvrière qu'il représente à la vie de la nation, notamment par la participation à la construction de la démocratie italienne (Tarrow, 1974 : 2-3). Unité nationale contre les fascistes et la haute bourgeoisie au sein de laquelle les communistes sont partie prenante et font alliance avec les « couches moyennes des campagnes et des villes, en prenant leur défense, en faisant nôtres leurs revendications, et en réparant radicalement les torts faits à des régions entières comme le Midi, la Sicile, la Sardaigne » (Togliatti, 1977 : 57-58). C'est une stratégie de la prudence afin d'assurer la légalité du PCI et de ne pas répéter les erreurs du passé, quand la tendance maximaliste de Bordiga avait pris la direction

du parti pour tenter de précipiter l'insurrection et reproduire l'expérience de la révolution d'Octobre. Elle est inspirée de la notion gramsciste de « guerre de position » à laquelle doit se subordonner la « guerre de mouvement », c'est-à-dire qu'il faut privilégier la lutte pour l'hégémonie de la classe ouvrière au sein des organisations et institutions de la société civile, par exemple l'Union des femmes italiennes, le Front de la jeunesse, l'Union italienne du sport populaire, les maisons du peuple (Attal, 2014 : 146-147), de même que la construction d'alliances par le haut entre les partis de masse, incluant avec le Parti démocrate-chrétien, majoritaire au gouvernement, plutôt que d'entreprendre une lutte frontale contre la classe bourgeoise (Gramsci, 2012 ; Piotte, 2010 : 153-154 ; Tarrow, 1974 : 16). Elle découle aussi des thèses de Gramsci sur le *Risorgimento*, c'est-à-dire sur le processus d'indépendance nationale et d'unité politique de l'Italie (Montano, 1971 : 31). Avant d'entreprendre une conquête socialiste de l'État, il faut compléter la révolution nationale bourgeoise, demeurée inachevée. Selon cette lecture de la société italienne, il n'y a jamais eu de mouvement ni de culture nationale-populaire et donc de réelle création d'une nation, parce que la gauche démocratique et bourgeoise n'a jamais pu obtenir le soutien des masses paysannes. Le processus est plutôt venu d'en haut, dirigé par les classes possédantes et la bureaucratie. Le PCI doit donc faire alliance avec les autres partis de masses pour construire cette culture nationale-populaire. Du point de vue de cette stratégie, la constitution de la République en 1946 est un gain majeur pour le PCI. Elle instaure un régime parlementaire doté d'un bicaméralisme « parfait », c'est-à-dire que la Chambre des députés et le Sénat doivent tous deux approuver toutes les lois. De plus, on adopte le suffrage universel et un système électoral presque intégral. En pratique, ce système électoral confèrera au PCI la position d'opposition principale pendant les quarante années qui suivront, faisant de ce dernier le plus puissant parti communiste occidental (Lazar, 2009 : 30). L'intervention américaine dans la politique intérieure du pays en contexte de Guerre froide dans les années qui suivent ne donne cependant pas les coudées franches aux communistes qui doivent constamment se montrer rassurants (Ginsborg, 1990 : 103).

La période d'après-guerre est dure pour la classe ouvrière italienne. L'économie repose principalement sur une agriculture à faible productivité et est pauvre en ressources comme le charbon, le fer, le pétrole, ce qui explique un niveau d'industrialisation très bas en comparaison des autres pays de l'Europe occidentale (Lieberman, 1977 : 99). La population croît de quelque 400 000 personnes par année entre 1945 et 1955, alors que le chômage est très élevé. Saturée, l'industrie agricole peine à intégrer de la nouvelle main-d'œuvre. Dans le secteur secondaire, les employeurs répondent aux revendications salariales des luttes ouvrières organisées dans les usines durant la Résistance en remplaçant le plus de

main-d'œuvre possible par des équipements hautement productifs (Hilderbrand, 1965 : 188). Le rapport de force se renverse à la faveur des employeurs. La position du PCI sur le développement économique va dans le même sens que sa politique de la « présence » et de la « démocratie progressive » : il partage avec les autres partis, comme le Parti démocrate-chrétien, le Parti libéral et le parti socialiste, l'idée selon laquelle une augmentation de la productivité industrielle est nécessaire pour l'avenir de l'Italie. Un document officiel du parti en faveur de la « normalisation » de la situation dans les usines, notamment celles qui ont été occupées et auto-gérées à la fin de la guerre, avance par exemple que « le contrôle démocratique de l'industrie par les travailleurs signifie seulement le contrôle contre la spéculation, il ne doit pas entraver la liberté d'initiative des dirigeants techniques » (PCI cité dans Wright, 2007 : 18). Tout comme la croyance en la neutralité des institutions étatiques (Ginsborg, 1990 : 91), la position dominante du parti considère que la production est neutre dans sa forme comme dans son organisation (Wright, 2007 : 18), position conforme à celle du Komintern. C'est la conception « objectiviste » qui considère le « développement progressif des forces productives » comme moteur de la marche de l'humanité vers le socialisme (Turchetto, 2001 : 296) :

Les tenants de ces approches s'appuient sur la lecture de textes de Marx [...] dans lesquels le rôle moteur dans le développement historique revient aux « forces productives », possédant leurs lois internes d'évolution. Les rapports de production, « formes de développement » des forces productives, représentent uniquement une coquille, une enveloppe qui doit tôt ou tard éclater. L'opposition entre les forces productives et les rapports de production s'analyse simplement en termes de « non correspondance technique ». Par conséquent, le développement de la technologie et des formes de rationalisation du travail et de planification, au niveau des entreprises capitalistes obéit, à des lois qui lui sont propres, commandées par une rationalité objective, « neutre » par rapport au mode de production capitaliste (Potier, 1986 : 410).

Enfin, toujours conformément aux positions stratégiques de la Troisième Internationale, on croit en la révolution socialiste comme quelque chose qu'on apporte de l'extérieur, ce qui prive la classe ouvrière italienne de la possibilité d'élaborer une stratégie révolutionnaire basée sur ses propres ressources. Sous la direction communiste, l'action politique est ainsi divisée en trois sphères distinctes : les batailles quotidiennes des ouvriers contre le froid, la faim et la misère ; la lutte pour la démocratie progressiste menée par le parti au parlement ; et la révolution, qui dépend d'un mot d'ordre de Staline lui-même (Ginsborg, 1990 : 88).

Mais le PCI annonce un virage en 1956. L'année commence avec le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) en février, durant lequel Khrouchtchev présente un rapport au congrès visant à

dénoncer Staline pour avoir organisé les Grandes Purges, détruit la démocratie interne du parti et créé un « culte de la personnalité ». À l'automne, la Révolution hongroise conduit à des dissensions majeures dans le mouvement communiste international. À la suite de la répression du soulèvement par les chars russes, des dizaines de milliers de militants quittent les partis communistes d'Europe occidentale. Les dirigeants du PCI se prononcent sans équivoque en faveur de l'invasion russe (Ginsborg, 1990 : 204). Entre ces deux événements, c'est une « longue suite de sursauts dans la conscience d'une jeune génération d'intellectuels » qui mène à une « rupture épistémologique » (Tronti, 2009 : 28-29). Ces événements amorcent à la fois un processus de déstalinisation (ou du moins, une volonté de l'amorcer) et une prise de distance du PCI vis-à-vis du PCUS, avec la « voie italienne vers le socialisme ». Au VIII^e congrès du PCI d'octobre 1956, le parti reconnaît de nouveaux droits aux militants, par exemple celui de critiquer les dirigeants, de lutter contre le bureaucratisme, d'exercer librement l'activité philosophique, scientifique, artistique et culturelle (Lazar, 1992 : 232). Cependant les thèses qui définissent cette voie italienne demeurent en droite ligne avec la « démocratie progressive » et sa conception neutre des institutions étatiques :

Le parti communiste a affirmé, depuis toujours, qu'il ne considère pas la Constitution républicaine comme un moyen d'utiliser les instruments de la démocratie bourgeoise en vue d'une insurrection armée pour conquérir l'État et le transformer en un État socialiste. Il la considère comme un pacte unitaire, auquel la grande majorité du peuple italien est attachée, et qui constitue un point de départ du développement organique de la vie nationale pour toute une période historique. Dans le cadre de ce pacte peuvent être accomplies, avec une pleine légalité constitutionnelle, les réformes de structure nécessaires pour miner le pouvoir des groupes monopolistiques, défendre les intérêts de tous les travailleurs (PCI, 1956 cité dans Pingaud, 1976 : 115).

Le militantisme de la classe ouvrière, arme exclusive et puissante de la gauche, demeure pratiquement abandonné lors des combats politiques de l'époque (Ginsborg, 1990 : 83-84), ce qui fait des années 1950 un « désert politique » (Roggero, 2023a : 7). Résultat de cette instrumentalisation de la Confederazione Generale Italiana del Lavoro [Confédération générale italienne du travail, la CGIL, affiliée au PCI], la déconnexion du parti des luttes ouvrières, mais aussi la répression que connaissent les militants syndicaux, se manifestent lorsque la Fédération italienne des ouvriers de la métallurgie (FIOM-CGIL), est battue aux élections de 1955 de la commission interne de la FIAT qui représente les syndicats ouvriers de l'usine (Lazar, 1992 : 113). La CGIL perd ainsi le monopole de la représentation ouvrière dans la plus importante industrie du pays (Couffignal, 1978 : 61).

C'est dans ce contexte que Mario Tronti fait ses premières interventions. Au sein de la cellule communiste de l'université *La Sapienza* à Rome, dont il est le secrétaire, il participe à l'écriture de textes qui réclament la tenue de discussions larges sur les questions majeures qui occupent le PCI en 1956, notamment par l'accès à la documentation et la possibilité de diffuser des idées sur les propositions de voie nationale vers le socialisme. Ces textes soutiennent la révolte hongroise et désapprouvent l'intervention soviétique et la position du PCI sur les événements ; ils critiquent aussi la stratégie du parti qui consiste à chercher le consensus au sein de l'État. Ces idées sont pour la plupart courantes au sein de sa génération (Palano, 2020 : 176-181). C'est aussi l'année où Tronti dépose sa thèse de *laurea* sur les écrits du jeune Marx. Fortement inspiré par Galvano Della Volpe, il cherche à développer une méthode d'enquête sociologique en considérant non pas l'apport de Marx comme système philosophique, mais comme « science de la société » ou science sociale (Palano, 2020 : 184). En 1957, il cosigne une lettre dans laquelle est exprimée une désillusion vis-à-vis du PCI et du socialisme tel que réalisé, un acte de dissidence envers le parti.

L'année suivante, il présente un premier essai intitulé *Alcune questioni intorno al marxismo di Gramsci* [Quelques questions entourant le marxisme de Gramsci] (Tronti, 2016a), dans un exposé prononcé lors de la conférence des études gramsciennes tenue à Rome en janvier 1958. Tronti cherche à identifier les limites de la pensée gramscienne dans le but de sortir du cul-de-sac dans lequel se trouve le gramscisme officiel :

La pensée marxiste a payé amèrement, de l'atrophie de tout son développement théorique, la mauvaise idée de faire du marxisme lui-même la nouvelle Encyclopédie de la science philosophique en abrégé. Il faut reconnaître à Gramsci le grand mérite d'avoir nié, *concrètement*, cette conception. Et pour saisir les résultats les plus féconds qui jaillissent des recherches de Gramsci, il faut, sur ce point, dépasser la *pensée* de Gramsci (Tronti, 2016a).

Il critique l'« historicisme absolu » de la « philosophie de la praxis » et son interprétation de Marx comme « philosophie intégrale ». Il avance la thèse selon laquelle il y a, sur ce plan, une continuité entre les positions de jeunesse publiée par le communiste sarde dans *l'Ordine nuovo* et ses positions ultérieures qu'on peut lire dans les *Cahiers de prison*, contrairement à la plupart des analyses qui y voient une rupture : « la position historique qu'il assigne à la pensée de Marx, l'angle idéaliste sous lequel il la considère, resteront identiques dans toutes les notes des *Cahiers de prison* ». En accord avec l'idée de Gramsci selon laquelle la philosophie d'une époque exprime le « bon sens » propre à celle-ci, Tronti avance qu'il faut par conséquent se méfier à la fois de l'histoire et de la philosophie et leur opposer la science. Pour simplifier la critique, quand on peut opposer un bon sens à un autre bon sens, on reste au niveau de l'idéologie. Il

faut donc recourir à une méthode scientifique pour accéder à une vérité qui dépasse le sens commun et la spéculation.

Tronti poursuit sa critique du gramscisme dans un second essai publié en 1959 sous le titre *Tra materialismo dialettico e filosofia della prassi : Gramsci e Labriola* [Entre matérialisme dialectique et philosophie de la praxis : Gramsci et Labriola] (Tronti, 2016b). La thèse défendue est la suivante :

Gramsci comprend le marxisme théorique comme une « philosophie de la praxis ». Eh bien on voit que tout le débat au sein du marxisme, en Italie, se conclut précisément sur cette définition. Le terme ne doit donc pas être conçu comme un autre *nom* donné au marxisme, mais comme une autre *interprétation* que l'on donne du marxisme. Derrière la définition différente se cache un contenu de pensée différent (Tronti, 2016b).

L'objectif de l'article est de retracer le développement de cette interprétation. Pour ce faire, il remonte à Antonio Labriola, principal diffuseur du marxisme en Italie à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, en passant par Benedetto Croce et Giovanni Gentile, deux philosophes idéalistes hégéliens qui ont commenté Marx. Pour bien comprendre l'enjeu philosophique ici, il faut faire un détour par l'histoire de la réception italienne du marxisme. André Tosel (2005 : 611) nous indique que « la proposition de définir comme philosophie de la praxis la position propre à l'élaboration théorique de Marx, sans se borner seulement à l'appellation de matérialisme historique, est le fait de la pensée italienne, marxiste et non marxiste, de la fin du XIXe siècle ». Fortement inspiré des *Thèses sur Feuerbach* publiées par Engels en 1888, le concept de philosophie de la praxis a été forgé par Labriola dans ses essais marxistes qui ont par la suite été commentés par Croce, Gentile puis Sorel. Selon Tronti, le marxisme hérité par Gramsci est typiquement italien, déformé par les interprétations idéalistes de ses prédécesseurs desquels il critique la pensée : « Le marxisme comme "philosophie de la praxis" est ce qui reste du marxisme après qu'il a été liquidé par l'interprétation idéaliste [...] une théorie de l'action, une philosophie de la volonté, un guide du comportement social, une *technique du processus* révolutionnaire, l'identité du *savoir* et du *faire*, de *la pensée* et de *la praxis* ; un vichianisme⁷ corrigé par le pragmatisme moderne » (Tronti, 2016b). Gramsci en est bien conscient et cherche à retrouver un « noyau originel » du marxisme comme philosophie de la praxis à un point intermédiaire entre son incorporation dans des courants idéaliste, matérialiste traditionnel et positiviste. Il cherche à formuler par la philosophie de la praxis une philosophie marxiste

⁷ En référence à Giambattista Vico, philosophe italien de la politique et de l'histoire.

autonome, mais échoue en raison de son héritage contextuel, selon Tronti. Ce dernier conclut sur « la nécessité d'un marxisme aussi éloigné de la *philosophie de la praxis* que du *matérialisme dialectique* ; qui ne se réduit pas à une méthodologie purement *technique* de la connaissance et de l'action humaine, et qui ne prétend pas enfermer en elle une *métaphysique* totale et définitive ; un marxisme qui se pose, avec simplicité, comme une *science* » (Tronti, 2016b).

Enfin, Tronti fait la même année une troisième intervention dans le cadre d'un séminaire intitulé *Marxismo e sociologia* [Marxisme et sociologie] (Tronti, 2020a). En débat sur ce thème avec d'autres camarades, il avance qu'au lieu de prendre la sociologie dominante pour l'exploiter à des fins marxistes, il faut chercher chez Marx « une sociologie unique, vraie et précise, c'est-à-dire comme une science unique de la société », tout comme « le marxisme se présente comme un type d'historicisme réel et unique ». Il critique ainsi la séparation entre le matérialisme historique et la dialectique matérialiste, mais va plus loin en critiquant la séparation entre recherche et théorie. La compréhension exacte de la structure du capitalisme italien est impossible sans une compréhension fondamentale de la formation économique et sociale capitaliste en général, mais cette dernière est également le résultat d'une recherche concrète à l'intérieur du capital : « ce n'est pas quelque chose de vivant avant la recherche, mais c'est quelque chose qui naît en fonction de la recherche elle-même [...]. On ne peut absolument pas accepter qu'il existe un chercheur qui offre du matériel au théoricien, et puis il y a un théoricien qui le réélabore et produit de la théorie » (Tronti, 2020a : 49-50). Tronti défend ainsi la thèse selon laquelle cette unité de « moments hétérogènes » est déjà réalisée dans le marxisme et s'incarne dans la figure du « scientifique marxiste ». Cette figure doit maintenir un équilibre scientifique au quotidien entre la théorie marxiste d'un côté et la pratique de l'autre, c'est-à-dire avec la lutte du mouvement ouvrier.

Pour bien comprendre ce continuel retour au marxisme comme science, il faut se référer au travail de Galvano Della Volpe, principale influence de Mario Tronti et son entourage de l'époque.

Nous avons eu la chance de tomber sur le marxisme de Della Volpe, qui était un marxisme anti-historique, matérialiste, qui théorisait une rupture entre Marx et Hegel, et non une continuité [...], c'était un marxisme très ouvert, qui nous donnait déjà une indication de recherche au-delà de ce que nous avons acquis à cette époque [...]. C'est Lucio Colletti qui nous a fait découvrir la pensée de Della Volpe, sa lecture originale du marxisme et surtout de l'œuvre de Marx, de la relation entre Marx et Hegel. Cette « contamination » a été fondamentale pour nous, au point de redéfinir notre horizon culturel, dans la mesure où nous sommes devenus très polémiques vis-à-vis de la tradition du marxisme italien : l'historicisme, la dérivation idéaliste du marxisme, le courant de pensée qui unit De Sanctis, Labriola, Croce,

Gramsci. Cette pensée originale de la critique marxiste, qui couvait en nous depuis un certain temps, a fusionné en 1956 avec un élément de rupture politique très fort, lorsque, précisément, je me suis retrouvé à diriger la section universitaire du PCI, qui réunissait entre autres étudiants et professeurs (Tronti, 2005 cité dans Palano, 2020 : 184).

À l'issue de la guerre, il y a chez les intellectuels italiens un fort sentiment de méfiance envers la science, son matérialisme fondamental et son pragmatisme. Les sciences sociales sont peu considérées et ne trouvent pas leur place parmi les « sciences de l'esprit » que sont, par exemple, l'histoire, la philosophie et la littérature (Montano, 1971 : 32). Pour s'attaquer au phénomène et fournir aux marxistes de meilleures armes que la dialectique matérialiste et les développements de Friedrich Engels sur la dialectique marxiste (Potier, 1986 : 276), Della Volpe entreprend des recherches pour reconstruire la dialectique et la méthodologie scientifique de Marx. Il en publie les résultats en 1950 dans le livre *Logica come Scienza Positiva [La logique comme science positive]* (Della Volpe, 1977), dans lequel il oppose la « dialectique scientifique » de l'économie que tente de construire Marx à la « dialectique spéculative et métaphysique » de l'économie bourgeoise. Il définit la logique scientifique marxienne comme un « cercle concret-abstrait-concret » qui correspond à « trois aspects logico-gnoséologiques » propres à tout savoir scientifique : « a) le donné problématique, ou instance historico-matérielle ; b) l'hypothèse, ou instance historico-rationnelle [...] ; c) l'expérimentation qui vient conforter le cercle de la fonctionnalité réciproque du donné et de l'hypothèse, ou de la matière et de la raison (conversion de l'hypothèse en loi) (Della Volpe, 1977 : 180). Cette méthode scientifique de Marx est principalement déduite de *l'Introduction à la Contribution à la critique de l'économie politique* de 1957 et constitue une « économie sociologique matérialiste ».

Si Galvano Della Volpe publie un essai critique *Sur trois épigones de Hegel en Italie* (Della Volpe, 1977 : 195-207) que sont Benedetto Croce, Giovanni Gentile et Ugo Spirito (professeur de Tronti), il ne situe cependant jamais sa propre pensée par rapport à celle d'Antonio Gramsci et sa philosophie de la praxis (Potier, 1986 : 275), du moins pas de manière explicite et frontale. Ce dernier a pourtant développé une critique du matérialisme historique de Boukharine et refusait lui aussi la séparation entre le matérialisme historique et la dialectique matérialiste. Della Volpe reste d'ailleurs à l'écart de la politique et du parti dont le gramscisme est la pensée officielle (Wright, 2007 : 34). C'est à cette lacune que Tronti tente de compenser par ses premières interventions, ce qui le conduit à faire sienne cette lecture de Marx comme science de la société, qu'il tente par la suite d'incarner dans la figure du théoricien-chercheur-militant. Son objectif : « interrompre une continuité » en allant « au-delà de la pensée Gramsci » (Serra, 2021 : 332). Le voilà mûr pour passer à une autre étape.

1.2 L'opéraïsme

Alors que le jeune Tronti fait ses premières interventions, l'Italie connaît une soudaine poussée de croissance économique, qu'on appelle souvent le « miracle italien ». Ce dernier se traduit par l'un des taux de croissance les plus élevés du monde, une progression ininterrompue pendant près de deux décennies et une vitalité inégalée au cours des périodes précédentes de l'histoire industrielle du pays (Hildebrand, 1965 : 4). Ainsi la croissance du produit intérieur brut (PIB) atteint une moyenne annuelle de 6,1 % durant les années 1950 et de 5,8 % dans la décennie qui suit (Monperrus-Veroni, 2009 : 246). Le PIB a ainsi augmenté de 90,1 % entre 1950 et 1961, tandis que l'investissement brut a bondi de 163,7 % et les exportations de 291,6 % (Hildebrand, 1965 : 7). L'économie, reposant encore récemment sur l'agriculture dans l'après-guerre, connaît une industrialisation galopante : le taux de croissance de la production industrielle est de 8,4 % en moyenne par année dans la décennie 1950 et de 8 % dans les années 1960 (Monperrus-Veroni, 2009 : 246). Le phénomène s'accélère entre 1958 et 1963 (Ginsborg, 1990 : 214) : la croissance annuelle moyenne du PIB atteint 6,3 % ; les investissements en machines et en installations industrielles augmentent en moyenne de 14 % par année, contre 6 % par an au cours des sept années précédentes ; la production industrielle a plus que doublé, l'industrie mécanique et la pétrochimie en tête ; les exportations deviennent le moteur de l'expansion, avec une augmentation moyenne de 14,5 % par an.

Les causes de cette restructuration économique sont multiples. Il y a d'abord la fin du protectionnisme et la mise en place du « marché commun européen » à partir de 1957. Ce dernier fait passer le pourcentage des produits italiens exportés vers les pays de la communauté économique européenne passe de 23 % en 1955 à 29,8 % en 1960 et à 40,2 % en 1965 (Ginsborg, 1990 : 214). On peut également nommer la présence d'un large pan des secteurs industriel et bancaire sous contrôle direct du gouvernement, ce qui confère à ce dernier de puissants leviers pour établir des politiques industrielles et de crédit qui facilitent l'investissement (Le Cacheux, 2009 : 261).

Mais ce développement est inégalement réparti. Il se concentre dans le « triangle industriel » formé par Turin, Milan et Gênes, ce qui exacerbe la disparité entre le Nord industriel et le Sud agricole. Dans le *Mezzogiorno*, et même dans le Centre mais à moindre degré, le taux de chômage est extrême et pousse une large partie des travailleurs à émigrer, que ce soit en Amérique, en Europe occidentale ou dans le nord du pays (Ginsborg, 1990 : 212-214). L'urbanisation de la population ouvrière est ainsi accélérée : pour la première fois en 1958, les travailleurs agricoles sont moins nombreux que ceux qui travaillent dans

l'industrie, les migrations se faisant principalement vers les grands centres urbains du Centre et du Nord de même que vers les zones industrielles (Crainz et Roche, 2008 : 103-105).

Ces transformations de la société italienne ne sont bien sûr pas étrangères à la crise qui secoue le PCI dans la deuxième moitié des années 1950 (Iandolo, 2014). Et les communistes ne sont pas les seuls à être ébranlés. L'autre parti de gauche, le Parti socialiste italien (PSI), l'est tout autant. Quelques mots sur ce dernier. Contrairement aux autres partis socialistes européens, le PSI a conservé une forte composante marxiste au moment de la création du PCI en 1921 (Morel, 1996 : 265). Loin d'être uniforme, le parti voit s'affronter en continu des éléments révolutionnaires et réformistes. Pendant les vingt années de répression sous le fascisme, les militants du PSI en exil se rapprochent du PCI dans un pacte d'unité antifasciste. De 1948 à 1956, les deux partis forment un Front populaire, alliance qui, finalement, semble affaiblir le PSI, qui se fait exclure de l'Internationale socialiste et perd un tiers de ses membres dans une scission dans une scission de son aile réformiste, qui se constitue en parti social-démocrate. L'année 1956 marque donc un tournant « autonomiste » pour le PSI, qui veut prendre ses distances d'avec le PCI. En 1959, le parti confirme la rupture de l'alliance de classe avec le PCI et sa direction entreprend une réévaluation de son rapport aux institutions et de son analyse du capitalisme :

Le nouveau credo socialiste est que la « programmation démocratique » devrait permettre d'éliminer la loi de maximisation des profits et d'orienter la force dynamique et créatrice du capitalisme vers la résolution des contradictions de la société. Ce « néo-capitalisme » pourrait ainsi constituer le moyen d'effacer les disparités entre le nord et le sud de l'Italie, ainsi que de garantir la croissance économique et le plein-emploi (Morel, 1996 : 267).

Les dirigeants socialistes aspirent à faire alliance avec le Parti démocrate-chrétien pour participer au pouvoir et plusieurs éléments de ce dernier commencent à s'y montrer favorables (Attal, 2014 : 219). C'est ici qu'entre en scène Raniero Panzieri, militant de longue date dans le mouvement ouvrier, ancien membre du comité central du Parti socialiste, éditeur et traducteur d'ouvrages de Marx et d'Engels, rédacteur pour une courte période de la revue *Mondo operaio*, un organe du PSI. Reconnu pour un article intitulé *Sette tesi sul controllo operaio* [Sept thèses sur le contrôle ouvrier] qu'il a coécrit en 1958 avec Lucio Libertini, Panzieri défend l'idée selon laquelle le contrôle ouvrier de la production est nécessaire pour libérer l'ouvrier de l'asservissement de son corps et de son âme dans l'usine moderne, instrument de contrôle de la bourgeoisie (Libertini et Panzieri, 1971 : 25). Il croit que la voie démocratique vers le socialisme ne passe pas par l'avenue parlementaire, mais par celle de l'auto-organisation d'institutions ouvrières dans les usines. Il se fait critique de la forme parti et, sans être dellavolpiste comme Tronti, il considère qu'il est

temps d'entreprendre une recherche sociologique dans les usines pour actualiser la compréhension de la structure du capitalisme contemporain (Wright, 2007 : 32). Son approche scientifique s'inspire de la sociologie wébérienne et de la méthode de l'enquête ouvrière marxienne pour analyser la dynamique politique et technique du milieu de travail (Marx, 2004). Il souhaite alors que les partis de gauche et la CGIL utilisent leurs ressources pour aller dans ce sens, mais ses espoirs sont vite déçus. Mais 1959 marque la reprise des luttes ouvrières, après une décennie d'inertie où le patronat tient le gros bout du bâton. L'agitation commence dans les usines et le nombre d'heures de débrayage et de travailleurs en grève augmente progressivement jusqu'à culminer en 1963 (Couffignal, 1978 : 106-107).

1.2.1 Les Quaderni rossi

Alors que la tendance autonomiste (vis-à-vis du PCI) l'emporte au sein du parti socialiste, Panzieri prend ses distances avec ce dernier pour se donner les moyens d'effectuer le travail lui-même. En 1959, il quitte Rome et s'installe à Turin où il met sur pied un groupe de réflexion sur le travail ouvrier qui se concentre sur le cas de la FIAT (Potier, 1986 : 404). Entreprise automobile installée à Turin depuis le début du siècle, le groupe FIAT est parmi ceux qui ont connu le plus grand essor durant le « miracle économique » et qui incarnent le mieux la taylorisation de la production industrielle (Monperrus-Veroni, 2009 : 246). Au même moment, un groupe semblable est créé à Rome par des jeunes dissidents du PCI qui se sont rencontrés dans une conférence sur Della Volpe, groupe dans lequel on retrouve Mario Tronti (Roggero, 2023a : 28). Il faut dire qu'à l'époque apparaît un archipel de groupes, de cercles, de revues, de petits partis qui composent la *Nuova sinistra* [Nouvelle gauche]. Depuis 1956, ces initiatives œuvrent toutes à dépasser les impasses des stratégies des partis communistes traditionnels en élaborant des analyses nouvelles des sociétés capitalistes occidentales et des stratégies politiques susceptibles de dépasser les rapports sociaux propres à ces sociétés (Cavazzini, 2010 : 4). La rencontre et la mise en commun de ces deux cercles mènent à la publication d'une nouvelle revue : les *Quaderni rossi* [les Cahiers rouges]. Le projet est également rejoint par des groupes de Milan et Venise. C'est un projet unitaire où convergent des chercheurs militants issus du PCI, du PSI, de la jeunesse catholique, de l'Union des socialistes indépendants ou d'activités d'organisation plus éclectiques. L'objectif est de rénover le marxisme par une approche marxienne, d'utiliser Marx contre le marxisme. Intéressée par l'initiative, la section turinoise de la CGIL offre aux jeunes intellectuels une porte d'entrée dans les usines, ce qui leur permet d'entreprendre leur démarche de *conricerca* [corecherche]. C'est le début de l'expérience opéraïste.

Le premier numéro des *Quaderni rossi* paraît en 1961. Alors que le discours ambiant au sein de la gauche tourne autour de l'antifascisme (une forte mobilisation a lieu en marge d'un congrès du *Movimento sociale italiano* [Mouvement social italien, parti néo-fasciste] tenu en 1960), les articles détonnent en concentrant leur attention sur les conflits en cours dans les industries, notamment sur « la relation entre le comportement de classe et l'organisation du travail dans la production moderne » (Wright, 2007 : 42). Les analyses des nouveaux processus de travail et de la centralité de l'« ouvrier-masse » de même que celles de l'arrivée des ouvriers qui ont migré du sud et qui sont étrangers aux traditions syndicales apportent des éclairages originaux sur la lutte des classes en cours dans les milieux de travail. On y apprend, entre autres choses, que les conflits les plus brutaux ont lieu actuellement dans les usines les plus avancées technologiquement. Raniero Panzieri développe une critique du machinisme et de l'objectivisme selon laquelle le développement technologique ne peut être indépendant des rapports sociaux capitalistes. La publication fait du bruit et intéresse des militants de gauche de différents horizons. Deux articles sont particulièrement marquants pour la suite de l'opéraïsme.

Si Mario Tronti contribue à poser les bases de la revue, c'est seulement à partir du deuxième numéro, paru en 1962, qu'il publie un premier essai faisant office d'éditorial : *La fabbrica e la società* [L'usine et la société] (Tronti, 2016c : 53-80). Le texte développe deux thèses qui demeurent centrales dans la trajectoire de l'auteur et, plus largement, dans la mouvance opéraïste. En s'appuyant sur le passage de la troisième section du livre I du *Capital*, à propos de l'opposition entre travail et force de travail, le premier indiquant une fonction interne du capital alors que la seconde est l'élément créateur de valeur, Tronti élabore un schéma de pensée centré sur l'ambivalence du sujet antagoniste qu'est la classe ouvrière. Cette dernière n'est jamais dans une position totalement extérieure par rapport à l'objet de sa contestation et doit donc lutter également contre elle-même en tant que participante à sa propre exploitation. Cette ambivalence du sujet ne découle pas simplement de deux points de vue différents sur le même objet, celui du capital et celui de la classe ouvrière, car « le travail et la force de travail qui s'opposent l'un à l'autre [...] se trouvent tous deux unis à l'intérieur du capital » (Tronti, 2016c : 74). Pour Tronti, le système capitaliste se présente comme une totalité définie par une double contraposition qui a la caractéristique d'être structurée comme une négation. Cette négation permet à chacune des parties opposées de se donner comme une totalité : « Le schéma trontien est [...] toujours celui du *un* troublé par le *deux*, dans lequel la contraposition fondamentale entre les parties structure l'unité dans nombre de négations réciproques » (Cavalleri, Filippini et Mascot, 2017 :14-15). Cette opposition est située dans un capitalisme total qui « subordonne tout rapport politique au rapport social, tout rapport social au rapport de

production et tout rapport de production au rapport d'usine » (Tronti, 2016c : 73), en résulte une société usine ou une usine sociale :

Au niveau le plus élevé du développement capitaliste le rapport social devient un moment du rapport de production, et la société tout entière devient une articulation de la production, à savoir que toute la société vit en fonction de l'usine, et l'usine étend sa domination exclusive sur toute la société. C'est sur cette base que la machine de l'État politique tend de plus en plus à s'identifier à l'image du capitaliste collectif, elle devient de plus en plus une propriété du mode capitaliste de production et donc une fonction du capitaliste » (Tronti, 2016c : 70).

Ainsi, lorsque « le particulier se généralise et s'universalise, il apparaît comme représenté par le général et par l'universel » (Tronti, 2016c : 67). La partie, qu'est la classe ouvrière, doit donc s'attaquer à l'autre partie, qui s'est faite totalité. Tronti en vient à dire que, contrairement aux stratégies que défend le Parti communiste, la lutte doit commencer dans l'usine plutôt que dans l'État bourgeois qui y est subordonné (Tronti, 2016c : 79), combattre l'universel démocratique bourgeois.

L'auteur et militant poursuit son analyse du capitalisme contemporain dans le troisième numéro des *Quaderni rossi* (1963), où il publie *Il piano del capital* [Le plan du capital] (Tronti, 2016c : 81-116) qui porte sur le centre-gauche, actuellement au pouvoir dans un gouvernement de coalition entre les démocrates-chrétiens et les socialistes. L'article avance qu'à un niveau de développement avancé, le « capital social », le capital devenu société, doit intégrer sa propre négation, c'est-à-dire la classe ouvrière, dans le système, à travers des politiques de planification potentiellement contraires aux intérêts des capitalistes individuels pour arriver à fonctionner : « Dans une société capitaliste qui se développe sur l'organisation sociale du capital, les idéologies néo-capitalistes correspondent à une organisation capitaliste du mouvement ouvrier » (Tronti, 2016c : 106). Le parti et le syndicat doivent donc faire un choix politique : être la « classe ouvrière organisée par le capital » ou la « contradiction interne » de ce dernier, être la courroie de transmission des intérêts capitalistes au sein de la classe ouvrière ou organiser la lutte de la partie variable du capital, la classe ouvrière, contre sa totalité. C'est sur cette base que Mario Tronti entend appeler le PCI à abandonner sa politique national-populaire au profit d'une radicalisation du parti (Cavalleri, Filippini et Mascot, 2017 : 14-15).

1.2.2 Classe operaia

Un événement important se produit entre la publication des deux numéros. En 1962, le contrat de travail national des métallurgistes arrive à échéance. Les syndicats réclament une réduction de la semaine de

travail de quarante-quatre à quarante heures et une semaine de cinq jours au lieu de six, une diminution des écarts de rémunération entre les emplois et une plus grande liberté pour les activités syndicales au sein des usines (Ginsborg, 1990 : 251). Dans la première moitié de l'année, des manifestations et grèves locales éclatent dans les usines de Michelin à Turin, de Lancia à Bolzano et de la FIAT à Milan. En juin, une journée de débrayage national des métallurgistes compte plus d'1 200 000 grévistes (Wright, 2007 : 222). Puis au début juillet, alors que deux syndicats de Turin signent durant la nuit avec la FIAT et appellent leurs membres à ne plus participer à la poursuite de la grève, une manifestation s'organise le lendemain devant le siège de l'un d'eux sur la Piazza Statuto, avant d'être pris d'assaut par les manifestants. Il y a à ce moment quelque 250 000 ouvriers en grève. S'ensuivent près de trois jours d'affrontements entre la police et les jeunes ouvriers, fortement composés de jeunes migrants du sud de l'Italie, avec une faible tradition syndicale mais une combativité redoutable (Balestrini et Moroni, 2017 : 134-137). Les syndicalistes de toutes tendances condamnent ces événements et ceux qui étaient proches des *Quaderni rossi* rompent les liens avec la revue parce que le collectif prône l'auto-organisation des luttes ouvrières (Guidali, 2021 : 461). Panzieri lui-même partage l'interprétation répandue au sein de la gauche selon laquelle l'occupation des locaux syndicaux et les affrontements avec la police sont le fait de provocateurs anarchistes du lumpenprolétariat alors que d'autres ne s'en dissocient pas et y voient même la manifestation d'une nouvelle composition de la classe ouvrière : de jeunes ouvriers « qui ne se soumettaient plus à la discipline de l'usine et du parti » (Wright, 2007 : 62). Cette transformation est expliquée par « la mobilité de classe, l'immigration massive, le déracinement culturel et les conditions de la vie urbaine » qui ont raison de la composition de classe traditionnelle. Les luttes pour exprimer « l'insatisfaction au travail et dans la vie commençaient à déborder les règles institutionnelles établies » (Balestrini et Moroni, 2017 : 140) et « le comportement antagoniste des ouvriers à l'égard du syndicat représente d'ores et déjà le paradigme d'un refus de toute médiation institutionnelle » (Cavazzini, 2014 : 43). Il faut dire que certains éléments centraux impliqués dans la corecherche de la revue avouent avoir contribué à organiser les événements alors qu'ils distribuaient des tracts aux portes de l'usine durant les jours de grève à la FIAT (Roggero, 2023a : 43). Les événements créent des désaccords au sein du groupe, notamment sur la question de l'intervention dans les usines. La scission a lieu en 1963. Dans une lettre envoyée à Panzieri, Tronti avance que « Le terrain sur lequel les *Quaderni Rossi* exercent leur influence politique ne peut pas être le terrain politique formel présenté par les organisations traditionnelles, il doit s'agir d'un nouveau type de terrain politique » (Tronti, 2020c : 78). Selon le communiste romain, il faut parler directement aux travailleurs. Si la première partie de groupe, autour de Panzieri, continue à publier ses recherches dans les *Quaderni rossi*, l'autre partie lance en 1964 le journal *Classe operaia : mensile politico degli operai in lotta* [Classe ouvrière :

mensuel politique des ouvriers en lutte], dirigé par Tronti, dans lequel la question de l'organisation politique de la classe ouvrière est centrale (Balestrini et Moroni, 2017 : 142). Dès le départ, les thèmes des trois premiers numéros sont fixés : le premier sur « les luttes ouvrières à l'intérieur du développement capitaliste », le second sur la « situation internationale » et le troisième sur « la centralité ouvrière et la question des alliances » (Filipini, 2011).

Le Parti démocrate-chrétien (DC) forme en 1962 un premier gouvernement de centre-gauche en 1962 qui met de l'avant des réformes importantes comme la nationalisation de l'électricité, la mise en place d'un système de collège unique et obligatoire et le contrôle de l'activité boursière pour combattre l'évasion fiscale et aller chercher des revenus pour mettre en place des réformes sociales (Ginsborg, 1990 : 268-270). En réaction aux grèves de la métallurgie et aux événements de la Piazza Statuto, ce gouvernement appelle les ouvriers à la modération indiquant que l'amélioration du niveau de vie passe aussi par la mise en place de services publics, de logements abordables, de prestations sociales et pas seulement par les augmentations de salaire (Attal, 2004 : 226). Il importe de souligner la situation particulière de la DC : en plus d'être le parti majoritaire qui forme le gouvernement après chaque élection, elle contrôle la seconde plus importante centrale syndicale de même que les sociétés d'État qui occupent une place de plus en plus importante dans l'économie. Cela vient avec son lot de contradictions au sein du parti et un jeu d'alliances toutes aussi contradictoires (Couffignal, 1978 : 111).

En 1963, un second gouvernement de coalition de centre-gauche dirigé par le démocrate-chrétien Aldo Moro est formé auquel participent, pour la première fois, des socialistes. Cela permet au PSI de s'autonomiser davantage vis-à-vis du PCI et à la DC d'isoler ce dernier (Salvati, 1980 : 31). Ce gouvernement présente un programme imposant comme la création d'un palier de gouvernement régional, une réforme du système scolaire, une réforme du logement, une réforme agraire, un plan pour contrer la disparité Nord-Sud, des réformes fiscales, la mise en place de l'assurance sociale, la planification urbaine, une loi anti-monopole (Ginsborg, 1990 : 274). Cependant, cet élan réformiste concorde avec un ralentissement économique qui marque la fin du « miracle ». Les fortes augmentations de salaire des années précédentes sont accompagnées d'une importante inflation et d'une réduction des investissements productifs (Lieberman, 1977 : 251-252).

Le gouvernement entreprend une politique de rigueur budgétaire et de hausse fiscale (Attal, 2014 : 228) et la Banque d'Italie adopte des mesures déflationnistes, essentiellement une hausse des taux d'intérêts

et une restriction de la masse monétaire, qui visent à contenir les revendications salariales par une récession contrôlée et à faire remonter les taux de profit des entreprises (Martinelli, 1980 : 77). Le milieu des années 1960 voit ainsi le retour d'un chômage industriel important (Salvati, 1980 : 31) alors que les luttes syndicales s'affaiblissent et que le patronat traditionnel regagne en pouvoir (Couffignal, 1978 : 108). La *Confindustria* [Confédération de l'industrie], organisation patronale, est contre les réformes sociales et fait pression sur le gouvernement pour qu'il mette en œuvre une politique de compression salariale alors que, de manière indépendante, la direction de la FIAT se rallie au centre-gauche (Martinelli, 1980 : 77), notamment via le journal *La Stampa* que le groupe possède (Attal, 2004 : 220). À l'image de l'analyse de Tronti dans « Le plan du capital », il s'agit d'une période de transformation du capitaliste collectif qui s'efforce d'intégrer en son sein des forces du mouvement ouvrier comme le PSI et les centrales syndicales.

C'est dans ce contexte que naît *Classe operaia*, dont les membres du collectif voient d'un bon œil l'arrivée du centre-gauche au pouvoir, d'une part parce qu'il trace une démarcation politique claire entre les ouvriers d'usines et les réformistes au parlement, d'autre part parce qu'ils s'attendent à ce que cette transition vers un capitalisme socialisé rencontre d'importants obstacles (Wright, 2007 : 69). En guise d'éditorial au premier numéro, Mario Tronti publie l'un de ses articles les plus célèbres intitulé *Lenin in Inghilterra* [Lénine en Angleterre] (Tronti, 2016c : 119-127) dans lequel il expose sa thèse de la primauté du travail sur le capital, de la lutte ouvrière sur le développement capitaliste. C'est ce qu'il nomme sa « révolution copernicienne » (Tronti, 2020b : 83-90) :

Nous avons considéré, nous aussi, le développement capitaliste tout d'abord, et après seulement les luttes ouvrières. C'est une erreur. Il faut renverser le problème [...] et repartir du commencement : et le commencement c'est la lutte de la classe ouvrière. Au stade du capital social avancé, le développement capitaliste est subordonné aux luttes ouvrières, vient après elles ; il doit leur faire correspondre jusqu'au mécanisme politique qu'est la production elle-même (Tronti, 2016c : 119).

Essentiellement, le point défendu est qu'il n'y a pas de classe capitaliste sans classe ouvrière, puisque la classe ouvrière explique la première, et non l'inverse. Conséquemment, il n'y a pas de révolution bourgeoise, cette dernière n'étant que la sanction d'un processus en cours, à savoir la confirmation politique du pouvoir économique passé de l'aristocratie foncière à la nouvelle classe en ascension, la bourgeoisie (Anastasi et Mandarinini, 2020).

Dans le contexte du milieu des années 1960, cette nouvelle approche lui permet de discerner la capacité d'initiative de la classe ouvrière. Cette liberté d'action autonome est ce qu'il considère comme la politique (Anastasi et Mandarini, 2020). Il explique que la situation de transition s'accompagne d'une forme elle aussi transitoire de la classe ouvrière qui se trouve au-delà des anciennes institutions du mouvement ouvrier que sont les partis et syndicats, mais qui précède la nouvelle forme. Il faut donc identifier au sein de l'usine les formes actuelles de luttes ouvrières dans ses manifestations comme la « non-collaboration pour programme, la passivité organisée, l'attente comme arme, le refus politique » (Tronti, 2016c : 121). En accord avec ses premières interventions, il ajoute que le rapport entre la théorie et la pratique doit être opéré des deux côtés, puisque

la dissociation de la théorie d'avec la politique n'est que la conséquence de la contradiction qui existe entre la stratégie et la tactique. L'une comme l'autre ont pour base matérielle le processus qui s'amorce encore lentement et qui divisera tout d'abord, puis opposera la classe et les organisations historiques de celle-ci, bref « la classe ouvrière » et « le mouvement ouvrier » (Tronti, 2016c : 124).

La stratégie doit, selon Tronti, « consister dans la capacité politique d'imposer habilement le réformisme au capital tout en l'utilisant brutalement en vue de la révolution ouvrière », alors que la tactique « doit nécessairement être moins claire et, disons-le, plus subtilement ambiguë [...] car les deux réformismes, celui du capital et celui du mouvement ouvrier, s'ils devraient bien sûr se rencontrer, ne devraient le faire que suite à l'initiative ouvrière ; quand donc l'initiative, comme c'est le cas aujourd'hui, vient toute du côté capitaliste, l'intérêt ouvrier est de garder ces deux réformismes distincts » (Tronti, 2016a : 123). Tronti réfère probablement aux différentes conceptions italiennes du « riformismo » [réformisme] qui, en principe, s'opposent. Dans les années 1960, les DC aspirent à mettre en place une série de « réformes correctives », des politiques de rattrapage pour reprendre le retard institutionnel et économique de l'Italie sur les autres pays occidentaux. Du côté des partis ouvriers comme le PSI et le PCI, on appelle plutôt à des « réformes structurelles » qui remettent en question l'hégémonie capitaliste, un « processus qui détruit continuellement l'équilibre du système et crée une série de contre-pouvoirs » (Ginsborg, 1990 : 266). Tronti cherche à ramener la stratégie politique non pas sur le terrain des institutions, mais sur celui du milieu de travail : faire des luttes économiques en usine des luttes politiques organisées par le bas. C'est le « nouveau type de terrain politique » qu'il développe dans un article de 1964 intitulé *Vecchia tattica per una nuova strategia* [Une vieille tactique au service d'une nouvelle stratégie] (Tronti, 2016c : 128-136). L'analyse de Tronti est la suivante : les luttes ouvrières, la « mobilité excessive » des travailleurs et l'absence de « saut technologique » engendrent une situation de crise parce que « l'augmentation des

salaires a largement dépassé l'augmentation de la productivité », c'est à dire que le prix de la force de travail gruge les profits (Tronti, 2016c : 129). Le capital y répond par l'inflation généralisée pour compenser en attendant que s'ajustent les « divers compartiments de la structure capitaliste ». Ainsi la lutte politique consiste « à découvrir, à construire, à imposer subjectivement et par la force » le « goulot d'étranglement, le blocage, la crise du développement sont des choses ». La politique comme blocage du cours normal des choses devient un élément central et constant de la pensée de Mario Tronti (Palano, 2020).

Dans *1905 in Italia* [1905 en Italie] (Tronti, 2016c : 137-145), éditorial du numéro 8-9 du journal, Tronti formule une critique sévère de ce qu'il appelle le « mouvement ouvrier officiel » et appelle à l'ouverture d'un débat sur des formes d'organisation nouvelles qui dissipent l'ambiguïté du rapport entre la classe et ses organisations traditionnelles, en entrant en conflit avec le capital (Tronti, 2016c : 143). Dans le texte *Classe e partito* [Classe et parti] (Tronti, 2016c : 146-162), où il est question du PCI dans l'usine et de l'usine au PCI, Tronti cherche à raccommorder la déchirure entre la classe et le parti, à partir d'un « terrain de lutte commun à la classe sociale et au parti politique, le seul sur lequel puisse exister un parti de classe du point de vue ouvrier ». À ce moment, Tronti espère que la vieille garde du parti disparaîtra avec Togliatti, mort en 1964, et avec elle la « révolution démocratique » (Tronti, 2009 : 31).

En 1966 paraît *Operai et capitale* [Ouvriers et capital], ouvrage théorique qui devient vite le plus important de la tendance opéraïste. Le livre est composé des textes suivants :

1) une introduction de la fin 1966 intitulée « Ligne de conduite » ; 2) trois chapitres analytiques dans une section intitulée les « premières hypothèses », parus dans les revues *Il mondo nuovo* et *Quaderni rossi*, en 1962-63 ; 3) quatre chapitres politiques dans une section intitulée « une expérience politique de type nouveau », qui regroupe les éditoriaux du journal *Classe operaia* de 1964 ; 4) une section intitulée les « premières thèses » écrites en 1965 dans un texte titré « Marx, force de travail, classe ouvrière » (Gallo Lassere, 2020 : 270).

On découvre dans *Marx, forza-lavoro, classe operaia* [Marx, force de travail, classe ouvrière] une relecture des pages des *Grundrisse* de Marx, à partir de laquelle est construit un cadre théorique visant à justifier le « renversement stratégique du rapport entre travail et capital » (Tronti, 2016c : 168). Selon Tronti, la conception marxienne de la force de travail fait d'elle plus qu'une marchandise particulière. Elle possède déjà en elle-même les formes de la classe ouvrière : une « productrice de plus-value » qui est à l'origine de la société capitaliste : « La marchandise vivante qu'est l'ouvrier socialement organisé, se révèle comme étant non seulement le lieu d'origine théorique, mais aussi le préalable historico-pratique de ce que nous

appellerons l'articulation fondamentale de la société capitaliste » (Tronti, 2016c : 173). La théorie de la valeur-travail devient pour Tronti une théorie politique plutôt qu'une loi économique, ou une loi économique qui ne fonctionne que sur la base de l'hypothèse politique du point de vue ouvrier :

« Nous voulons parvenir à démontrer que « toute la valeur dans le travail » et « tout le pouvoir aux soviets » sont une seule et même chose : deux mots d'ordre qui recouvrent un moment de lutte tactique, et en même temps qui ne contredisent aucun de ses développements stratégiques possibles ; deux lois du mouvement qui ne sont pas celles de la société capitaliste » (Tronti, 2016c : 175).

On se souvient que cette façon de lire la théorie comme action politique pour laquelle, dans ce cas-ci, la classe est considérée en tant que force politique et non seulement en tant que catégorie économique. Mais l'auteur tente également de démêler la stratégie, qui est propre à la classe, et la tactique, qui est le propre du parti :

« Au sens où la tactique constitue toujours un renversement de la stratégie pour l'appliquer. Au sens où le parti, à un certain stade, doit imposer à la classe ce que la classe est en elle-même. Lénine ne fait qu'un avec les lois de la tactique. C'est-à-dire avec les lois de mouvement de la classe ouvrière, à la place de la loi comme c'était le cas chez Marx. En effet la loi est pure stratégie » (Tronti, 2016c : 339).

Toujours en opposition à l'idée du développement objectif et progressif des forces productives menant au renversement du rapport de production, Tronti souligne que le capital « est désormais parvenu à retrouver la loi naturelle de son propre développement social », que la tâche de dévoilement de « la loi économique des mouvements de la société capitaliste » proposée par Marx dans le livre premier du *Capital* est maintenant périmée et qu'aujourd'hui, « toute phase de déroulement du capitalisme doit être traduite sur-le-champ en possibilité pratique de sa destruction » (Tronti, 2016c : 293). Radicale aussi est l'expression du point de vue ouvrier dans ce texte : « le capitalisme ne doit plus nous intéresser que comme système historique de *re*-production de la classe ouvrière » (Tronti, 2016c : 294). Enfin, sur la centralité et l'autonomie ouvrière, Tronti réitère que « les ouvriers tout comme les marchandises s'avancent toujours au pluriel : l'ouvrier isolé, ça n'existe pas ». Il en profite pour préciser la catégorie de « composition de la classe ouvrière » en opposition à celle de conscience de classe, la lutte étant « le grand éducateur de la classe ouvrière, liant ensemble les diverses strates de la main-d'œuvre, transformant l'ensemble des forces de travail individuelles en une masse sociale, un ouvrier de masse » (Wright, 2007 : 79). Il s'agit d'une réalité subjective alors que pour la conscience de classe, c'est au parti que revient la tâche de révéler une réalité mystifiée par le capitalisme (Roggero, 2023a : 38). Si le capital croît en tant que catégorie

économique, la classe ouvrière, elle, croît en tant que catégorie politique. Cette dernière peut ainsi devenir dominante en refusant sa collaboration au développement capitaliste et en subordonnant le capital au sein de sa propre entreprise (Cavalleri, Filippini et Masciat, 2017 : 18). Dans l'introduction intitulée *La linea di condotta* [La ligne de conduite] (Tronti, 2016c : 17-40), texte le plus récent du livre, on retrouve un résumé qui permet de comprendre où en est rendu Tronti dans ses réflexions, à savoir une critique étoffée du mouvement ouvrier italien officiel de même qu'un développement sur le rapport entre théorie et pratique du point de vue ouvrier et sur la séparation de la tactique et de la stratégie. L'importance accordée au parti dans ces nouveaux textes annonce la suite du parcours de Tronti.

1.3 L'autonomie du politique

En 1967 paraît le dernier numéro de *Classe operaia*. Dans les douze mois qui précèdent s'opère une division de plus en plus marquée entre deux camps à l'intérieur du groupe. Le groupe de Rome composé de Tronti et de ses proches pousse de plus en plus pour une stratégie d'entrisme au sein du PCI alors que les militants du nord, dont l'une des figures centrales est Antonio Negri, penchent plutôt pour l'autonomie organisationnelle et l'expérimentation pratique de la théorie dans le mouvement naissant. Pour eux, il faut continuer d'organiser et de généraliser le combat sur le terrain de la production (Wright, 2007 : 87-88). Dans le dernier éditorial du journal, intitulé « Classepartitoclasse » [Classeparticlasse], Tronti avance que, plutôt que de se lancer cœur et âme dans les luttes actuelles, il faut s'efforcer de prévoir la prochaine étape et se tenir prêt :

La richesse du contenu des luttes, la massification des formes, la forte continuité du mouvement, le caractère ouvert du conflit et les résultats significatifs, provisoires mais concrets : il faut partir de là, non pas, comme on le fait souvent, pour théoriser sur les flux et reflux nécessaires des mouvements de luttes ouvrières, mais pour se préparer et anticiper le prochain bond en avant possible. [...] Nous avons beaucoup à faire. Dans nos têtes, nous portons un projet monumental de recherche et d'étude. Et politiquement, en retrouvant les pieds sur terre, nous devons saisir le nouveau niveau d'action. Ce ne sera pas facile (Tronti, 1967 cité dans Roggero, 2023a : 70).

Les espoirs de retrouvailles entre la classe et le parti sont déçus. D'une part, le PCI ne parvient pas à traduire politiquement un mouvement ouvrier caractérisé par une participation massive et des demandes politiques explicites. D'autre part, le plan réformiste du capital disparaît avec l'échec des gouvernements de centre-gauche. Le programme national de réforme sociale et économique pour aider à redistribuer certains des avantages du « miracle économique » d'après-guerre n'a pas pu atteindre ses objectifs. Ces derniers, articulés dans un plan quinquennal en 1967, ont été approuvés par la plupart des secteurs de la

société italienne, y compris de nombreux militants de la CISL et de la CGIL. L'échec du gouvernement à mettre en œuvre le plan a donné une impulsion aux confédérations ouvrières pour promouvoir un programme d'action de masse visant à accomplir ce que le gouvernement ne pouvait pas faire (Blackmer, 1975 : 553).

Tronti constate la situation de blocage, en réponse de quoi il souligne la nécessité d'un vaste projet d'étude et de recherche. L'opéraïsme politique a ainsi échoué dans sa tentative de remettre les intérêts de la classe ouvrière au centre de l'action du PCI (Filipini, 2011). Les ambitions de Tronti et de son groupe sont pourtant sérieuses : ils considèrent que l'Italie devient l'épicentre de la révolution en Occident étant donné qu'elle se trouve « simultanément en présence d'un développement économique capitaliste suffisamment élevé et d'un très haut niveau de développement politique de la classe ouvrière » (Tronti, 2016c : 159).

En 1967-1968 commence une révolte étudiante caractérisée par un haut niveau d'intensité et d'engagement, qui atteindra son point culminant au printemps, comme c'est le cas un peu partout dans le monde. La croissance de la population étudiante est alors des plus rapides, à plus de 100 %, alors que les classes prolétaire et moyenne accèdent soudainement à l'éducation supérieure (Cavazzini, 2017) : « le système italien d'enseignement supérieur souffrait de surpopulation, d'insuffisance des équipements, et de contenus obsolètes comme n'importe quel autre en Europe » (Wright, 2007 : 90). Le mouvement étudiant est mû par un anti-autoritarisme irrévérencieux qui se moque de toute hiérarchie, autorité et centre de pouvoir en Italie, à commencer par ceux de l'université et des forces de l'ordre (Ginsborg, 1990 : 303-305). Si le mouvement n'a pas de programme, ses principes sont clairs, à commencer par la démocratie directe. Les décisions sont prises par des assemblées de masse et les délégués sont révocables. Le PCI est généralement rejeté par le mouvement. L'influence opéraïste sur ce mouvement est non négligeable, notamment dans la critique de la condition étudiante, mais aussi dans la conception de l'étudiant comme force de travail en formation (Guigou et Wajnsztein, 2018 : 281).

Plus tard en 1968, le mouvement étudiant se détourne des universités et chemine vers les usines. Commencent d'importantes luttes ouvrières, d'abord en périphérie des centres de production, là où les syndicats sont moins organisés et plus faibles. Il faut dire que la composition de classe incarnée par l'ouvrier-masse peu qualifié est toujours d'actualité, la migration des jeunes ouvriers du Sud et du Centre vers le Nord du pays n'ayant jamais cessé, même si plusieurs viennent également des régions plus développées du Sud et d'autres reviennent d'Allemagne, de Belgique et de France (Ginsborg, 1990 : 309-

310). Alors que les étudiants abandonnent les universités et commencent à piqueter devant les usines, le mouvement perd son caractère libertaire et spontané et se concentre sur l'organisation et sur la nécessité de jeter les bases d'un nouveau parti révolutionnaire :

Comme beaucoup de militants étudiants le découvrirent alors, leurs efforts pour soutenir les luttes dans l'industrie, et en particulier pour promouvoir le contrôle de la base sur celles-ci, soulevaient fréquemment l'intérêt des ouvriers, mais simultanément l'hostilité des permanents syndicaux défendant jalousement leur "racket" (Wright, 2007 : 97).

C'est le début de ce qu'on appellera le *biennio rosso* (1968-1969) et du « mai rampant » qui s'étendra jusqu'à 1977. Le mouvement étudiant de 1968 passe ainsi le flambeau au mouvement ouvrier de 1969 qui culmine durant l'*automne chaud*, principalement dans les gigantesques usines FIAT. En avril, une manifestation contre la fermeture d'une usine de Battipaglia conduit à d'intenses affrontements avec les forces policières qui font deux morts parmi les manifestants. Au même moment, des grèves pour la réduction du temps de travail, pour des augmentations de salaire et pour la réduction de la cadence de production éclatent dans les usines FIAT de Turin. En juillet, une grève générale contre les augmentations de loyer a lieu à Mirafiori. Au mois d'août, au retour des vacances des ouvriers, les grèves reprennent de plus belle : c'est ce que l'on appelle l'automne chaud. Durant trois mois, de septembre à novembre, les débrayages, manifestations, occupations et perturbations dans les usines pullulent dans nombre de zones industrielles du pays, la plupart du temps des initiatives décentralisées. La tendance anticapitaliste du mouvement est très marquée et apparaît comme profonde (Ginsborg, 1990 : 313).

L'un des aspects les plus subversifs du mouvement est de soutenir que les augmentations de salaire ne doivent plus être liées à la productivité et qu'ainsi le salaire doit devenir un « facteur autonome », indépendant des profits de l'entreprise ou de la conjoncture économique (Ginsborg, 1990 : 314-315). Pour imposer ces revendications, les ouvriers inventent de nouvelles formes de coordination et de lutte. Comme dans le mouvement étudiant, les assemblées de masse deviennent les principaux véhicules de prise de décision sans l'intermédiaire des dirigeants syndicaux pour diriger la lutte. Des formes originales d'organisation sont mises sur pied, comme les comités unitaires de base (CUB), fortement influencés par les opéraïstes (Balestrini et Morno, 2017 : 271). Les débrayages ne sont plus suspendus durant les négociations entre la direction et les syndicats, souvent contre la volonté des syndicats. Les grèves sauvages deviennent plus fréquentes et prennent des formes qui produisent une perturbation maximale du lieu de travail. La coordination de la grève est décentralisée, entre les mains des principaux concernés (Ginsborg, 1990 : 315). C'est aussi l'époque où les groupes révolutionnaires italiens pullulent, formant

ensemble la plus importante nouvelle gauche d'Europe. L'un des plus importants est *Potere operaio*, formé d'anciens membres du journal *Classe operaia* comme Antonio Negri et Sergio Bologna (Cavazzani, 2017), et il exerce une influence importante sur les CUB et les mobilisations dans les usines, notamment en Émilie-Romagne, en Vénétie et en Toscane (Wright, 2007 : 97). Tout au long de la période 1968 à 1976, les groupes de la nouvelle gauche mobilisent plusieurs milliers de militants et mènent une activité incessante dans le but de créer une conscience anticapitaliste et révolutionnaire généralisée parmi la classe ouvrière italienne (Ginsborg, 1990 : 313). On le désigne comme le mouvement de l'autonomie italienne à partir de 1973, à la dissolution de *Potere operaio* (Tari, 2011). C'est aussi l'époque où se forment des groupes armés qui multiplieront les attentats dans la décennie qui suit.

Cette nouvelle gauche surestime cependant l'ampleur de l'adhésion à ses idées au sein des masses ouvrières et, pour finir, le réformisme ouvrier qui participe à la planification du capital l'emporte. Les syndicats adaptent leur stratégie durant l'automne chaud et réussissent à tourner le mouvement à leur avantage : « les syndicats sortiront renforcés par une forte adhésion de nouveaux adhérents » (Guigou et Wajnsztein, 2018 : 471).

Au cours de ce « mai rampant » – le plus grand mouvement social de l'Europe occidentale –, les syndicats s'affranchissent des partis politiques et sont même tentés de jouer un rôle politique, ce qui tend le rapport entre PCI et CGIL. Toutefois, leur processus de réunification et leur programme de réformes proche de celui du PCI contribuent à accroître le rayonnement de ce dernier (Lazar, 1992 : 133).

Des gains considérables sont faits à la signature de nouvelles conventions et les syndicats gagnent en membership (Cavazzini, 2017 ; Ginsborg, 1990 : 318). La société poursuit la trajectoire tracée par le miracle économique, bien que de nombreuses structures ouvrières autonomes et que les nouvelles cultures de lutte soient demeurées en plusieurs endroits pour la décennie à venir (Ginsborg, 1990 : 342).

Tronti demeure à l'écart durant cette période au moment où *Ouvriers et capital* devient une lecture incontournable au sein de la nouvelle gauche. Malgré son respect et son admiration pour la jeunesse en révolte à l'époque, il considère 1968 comme « anti-politique et anti-communiste » et que

détruire l'autorité ne revenait pas automatiquement à une libération différemment humaine, masculine et féminine, mais pouvait vouloir dire, ce qui s'est avéré par la suite, liberté spécifique pour les esprits animaux capitalistes, qui piaffaient d'impatience dans la cage d'acier de la jonction politique-société que, des années vingt aux années cinquante, entre

révolution, crises et guerres, le système de pouvoir économique s'était donné comme remède inévitable (Tronti, 2009 : 74-75).

Il considère également que

La limite du mouvement de 68 fut d'être un mouvement spontané : d'où son caractère éphémère, sa fonction ordinatrice dans la moyenne-longue période, modernisation sans révolution. L'opéraïsme a été, du moins en Italie, une prémisse fondatrice de 68, mais il a été aussi en même temps l'anticipation de sa critique substantielle. 1969 a beaucoup corrigé, et a bien plus épouventé. 1969 est le vrai annus mirabilis. 1968 est né à Berkeley et fut baptisé à Paris. En Italie, il est arrivé encore jeune et déjà mature, entre ouvriers et PCI, précisément où nous nous trouvions alors. L'opéraïsme a poussé 1968 au-delà de ses prémisses. En 1969, il n'était pas question d'anti-autoritarisme, mais d'anticapitalisme. Ouvriers et capital se trouvaient matériellement les uns face à l'autre. La violente réaction de système à l'ébranlement de l'« automne chaud » a bouleversé le mouvement ou, mais c'est la même chose, l'a fait dévier (Tronti, 2009 : 32).

Selon lui, « l'antagonisme sauvage du refus du travail ne suffit pas ; il faut prospector une force politique organisée qui soit à même de s'élever jusqu'aux plus hautes sphères de l'État, afin d'occuper les institutions, prendre le pouvoir et gouverner la société, en affirmant positivement sa propre perspective et ses propres besoins à elle » (Gallo Lassere, 2018).

Il se met à s'intéresser au mouvement ouvrier américain des années 1930 et au New Deal comme réponse du capital qui renforce les syndicats, réflexions dont il fait part dans le *Post-scriptum autour de quelques problèmes* ajouté à la nouvelle édition d'*Operai e capital* de 1970 (Tronti, 2016c : 353-415). Sur le plan politique, la classe ouvrière peut être comptée deux fois : comme une puissance autonome qui impose des choix politiques grâce à son organisation et comme une partie de ce développement qui tend à l'inclure dans les formes les plus élevées de la médiation politique du capital. L'opposition fondamentale, structurée comme une négation, est encore une fois moteur du développement réciproque des parties. De là découle l'impossibilité de déterminer définitivement la paternité des grands processus historiques, que ce soit le New Deal ou la NEP (Nouvelle politique économique) soviétique, parce qu'elles se présentent toujours comme un développement dont l'issue est déterminée par la force qui conquiert le contrôle politique. Ce qui peut être considéré comme un tournant pour Tronti est l'apparition du thème de l'autonomie du politique, dont « la découverte théorique [...] advient au cœur de l'expérience pratique de l'opéraïsme (Tronti, 2009 : 38). Il considère la possibilité d'un contrôle politique de la classe ouvrière sur le capital sans avoir à imaginer immédiatement une nouvelle société :

les traditions d'organisation des ouvriers américains sont les plus politiques du monde, car ce sont leurs luttes qui sont les plus chargées de la défaite économique presque totale de l'adversaire; ce sont celles qui se rapprochent le plus, non pas de la conquête du pouvoir pour construire dans le vide une autre société, mais de l'explosion salariale visant à faire du capital et du capitaliste des éléments subalternes à l'intérieur de cette même société (Tronti, 2016c : 398).

Les fondements théoriques de l'autonomie du politique sont exposés dans un séminaire tenu en 1972 (Tronti, 2020e) en compagnie de Norberto Bobbio. Le discours s'ouvre sur les années 1960, durant lesquelles le pouvoir incarné par la classe ouvrière dans l'usine ne s'est pas transformé en pouvoir politique dans l'État. Tronti identifie comme cause de cet échec le retard du politique par rapport au social, terme entendu au sens large comme tout ce qui dans la société n'est pas le pouvoir politique. Cet échec de la modernisation de l'État a causé un ralentissement dans le développement global du capital. Ce retard de l'État n'est ainsi pas imputable à un présumé retard économique du capitalisme italien, ni à une astuce stratégique de sa classe politique. Il est plutôt né de la maturité du système, qui prépare de manière autonome des anticorps contre les dommages causés par une croissance trop rapide des conflits. La manœuvre politique qui peut se greffer sur ce retard fait cependant apparaître un cycle politique du capital :

l'existence d'un cycle politique du capital ; en d'autres termes, la découverte que son développement politique a un caractère cyclique avec sa propre spécificité par rapport au cycle économique classique du capital lui-même. À mon avis, il est possible de parler d'un cycle politique, comme nous avons parlé, à juste titre, au sens marxiste, d'un cycle économique du capital (Tronti, 2020e).

Ce cycle politique du capital veille à l'autorégulation, à l'autolimitation et à la préservation du capital lui-même. Si les États-Unis ont répondu à la crise des années 1930 par une relance de l'initiative politique, en Italie un blocage a été créé. Dans l'un et l'autre des cas, il s'agit de mouvements autonomes par rapport au cycle économique du capital. Tronti ajoute ainsi un nouveau niveau d'application de la lutte des classes sur le plan politique. En plus de l'opposition capital-ouvrier, on se trouve avec le rapport mouvement ouvrier organisé - État plus classe politique : « Les ouvriers peuvent combattre le patron, mais pour battre le capital il faut le parti. En revanche, c'est la lutte qui doit primer. Et c'est dans ce sens que doit primer la classe » (Tronti, 2009 : 98). Cela multiplie les rapports possibles au sein des classes. Ainsi, « il s'agit de comprendre que, parmi les différents terrains de lutte qui couvrent l'espace d'une société capitaliste, il y a aussi la lutte entre le capital et son État » (Tronti, 2020e). Cela implique qu'il faut également

l'autonomie politique du parti même par rapport à la classe ouvrière, même par rapport aux intérêts des travailleurs. Pourquoi? Précisément parce que, je le répète, l'importance de la spontanéité ouvrière diminue qualitativement face à ce projet d'un autre type de conquête du pouvoir politique (Tronti, 2020e).

L'autonomie du politique est ce qui permet à la classe capitaliste d'occuper une position de centralité et donc de stabilité :

Ce capital a toujours à sa gauche la classe ouvrière qui le pousse en avant, le force à se développer, le menace s'il ne se développe pas ; d'où cette position de *centralité* que prend toute position politique stable du pouvoir capitaliste. Cette solution de centralité présente la nécessité historique d'une *couche* politique, d'une couche politique professionnelle à laquelle est assignée la gestion du pouvoir. Cette couche politique professionnelle doit être capable de servir de médiatrice entre ces composantes internes du capital, y compris celle qui est l' *interlocuteur antagoniste* , qui est bien la main-d'œuvre ouvrière, la classe ouvrière en général. De cette exigence de centralité et de cette exigence d'une couche politique professionnelle, médiatrice, découle la nécessité tout aussi historique, pour ainsi dire, d'un *art* de la politique, c'est-à-dire de techniques particulières de conquête et de conservation du pouvoir, d'une science de l'activité pratique collective qui soit séparée de l'analyse de l'action individuelle ou de l'action des groupes. Une science de l'activité pratique collective ; une *science*, précisément, de la politique. D'où la nécessité d'une analyse *sociologique* du comportement des individus, des organisations, des institutions politiques. Toutes ces choses – la politique subjective, les techniques politiques, la science politique, la sociologie politique – constituent ensemble l'histoire de la pensée politique moderne (Tronti, 2020e).

Il faut dire que les tentatives de gouvernement de centre-gauche constituent un échec politique majeur pour l'Italie. En 1969, la majorité des autres pays industrialisés du monde occidental ont déjà réussi à adapter leurs institutions politiques aux nouvelles exigences du capitalisme mondial. Les mécanismes de régulation économique, devenus de plus en plus complexes, ainsi que la gestion des échanges commerciaux, des balances de paiements et des flux monétaires, nécessitent des exécutifs puissants, aptes à servir efficacement de relais aux principaux centres de décision économique. Mais l'Italie n'y arrive pas et ses institutions stagnent même si les pressions ouvrières imposant le changement social sont extrêmement fortes (Couffignal, 1978 : 120). Mario Tronti pense que c'est une question de temps avant que le capital reprenne l'initiative au national comme à l'international pour surmonter ce type de blocage :

Pendant trop longtemps, le capital a manqué d'initiative politique au niveau international. Pendant trop longtemps, il a manqué ce que l'on pourrait appeler la « grande initiative », c'est-à-dire ces rapides élans en avant qui surgissent de temps à autre au niveau capitaliste. La dernière de ces initiatives fut l'expérience rooseveltienne. C'est à cet exemple historique que nous pensons lorsque nous parlons de « l'avancée du terrain politique par rapport à la société ». Il ne s'agit pas tant d'un précédent historique que d'un cadre particulier dans lequel,

sur la base d'un réseau de luttes ouvrières continues (qui là aussi se répètent et s'épuisent au niveau de la production), le capital a été contraint de prendre une initiative politique de caractère général. Cette initiative politique pour stabiliser la situation – surtout en cette période de grande crise – a réussi du point de vue capitaliste précisément parce qu'elle ne menaçait pas tout le cadre de la situation, précisément parce que les travailleurs manquaient à ce moment-là d'un instrument d'organisation existant capable d'anticiper l'initiative capitaliste, de la changer de l'intérieur, de la conditionner. Après cela, le processus s'est refermé, dans le sens où l'initiative capitaliste n'est pas restée à ce niveau et où l'initiative ouvrière n'a pas fait un bond en avant. Il y a eu un retour en arrière du terrain politique capitaliste, un bloc de la lutte de classe elle-même qui a refait les chemins d'avant la crise, d'avant la révolution – nous voulons concevoir cela aussi comme une des nombreuses révolutions qui se déroulent au sein des structures capitalistes. Cette grande initiative politique du capital a fait trop longtemps défaut. Je pense que ce problème surgira, devra surgir à un certain moment (Tronti, 2020e).

Ainsi, le capital ne se manifeste pas seulement dans le développement technologique, mais aussi dans les institutions pour assurer ou relancer son développement (Gallo Lassere, 2018). Cette théorisation de l'autonomie du politique vise la récupération d'un niveau d'action pour la classe ouvrière qui permette une domination à long terme, contrairement à celle imposée temporairement par les rapports de forces dans l'usine. Elle permet de damer le pion au capital dans ses efforts de résolution de son propre problème de rationalisation. Les nouveaux rapports de classe seront dictés par ceux qui ont guidé et imposé un dépassement à l'adversaire. L'accent mis sur l'État comme nouveau terrain de lutte pour la classe ouvrière est donc motivé par le souci que le capital puisse reprendre l'initiative politique, recomposant à un niveau supérieur, sous sa propre hégémonie, la relation entre économique et politique, ce qui renfermerait toutes les possibilités révolutionnaires pendant longtemps. C'est donc à une réforme de l'État que Tronti convie le mouvement ouvrier :

Je le dis dans le sens de faire de l'État une machine productive, d'éliminer les incrustations bureaucratiques de l'intérieur de l'État, d'en faire une machine agile que la classe ouvrière puisse utiliser – de même que j'ai toujours pensé au parti de la classe ouvrière comme à une arme légère, comme je l'ai dit une fois, c'est-à-dire une structure manœuvrable pour la lutte politique, quand nous acceptons ce terrain de lutte politique, nous voyons quelque chose d'étrange – que vous dites tous paradoxal – quelque chose qui est favorable à un projet de ce type. Nous trouvons un niveau du mouvement ouvrier – c'est-à-dire une organisation historique du mouvement ouvrier – qui est disponible pour une action de ce type. Si vous y réfléchissez bien, vous trouvez que, en effet, la structure du moment ouvrier actuel est la structure qui correspond à ce type de projet politique. Si nous n'avons pas de parti, ni réformiste ni révolutionnaire, nous aurions plaidé pour la création d'un nouveau parti (Tronti, 2020e).

La proposition de Mario Tronti est ni plus ni moins de faire de l'État la forme moderne de la classe ouvrière organisée en classe dominante :

L'État moderne, à ce stade, se révèle n'être rien de moins que la forme moderne de l'organisation autonome de la classe ouvrière. La classe ouvrière n'établit plus son organisation autonome sous la seule forme du parti, comme c'était le cas dans le schéma marxiste, dans la tradition codifiée par Lénine et les bolcheviks. Mais vraiment, si c'est possible – et si cela ne se révèle pas en fin de compte être aussi une autre utopie, ce qui est probablement le cas – nous devons faire de l'État lui-même la forme moderne d'une classe ouvrière organisée en classe dominante, comme partie d'une histoire du capital qui, naturellement, se poursuit, et qui, pour un moment, n'est pas encore terminée (Tronti, 2020e).

Quand on sait ce qui se produit dans les décennies qui suivent, avec la domination de l'économique sur le politique à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud et des instances techno-juridiques sur les institutions politiques (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999), on comprend que l'intuition de Tronti n'était pas infondée. En 1973, la crise pétrolière et le coup d'État de Pinochet posent les bases de ce qu'on appellera plus tard le néolibéralisme. En Italie,

les ministères économiques ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la façon de lutter contre l'inflation que la flambée des prix du pétrole et des autres matières premières rend particulièrement dramatique. L'industrie automobile (Fiat) subit de plein fouet le choc et c'est l'économie italienne tout entière qui se trouve en danger. La politique déflationniste (taxe sur les produits de luxe, frein aux importations, crédit à l'étranger) est alors accompagnée de mesures d'austérité (Attal, 2004 : 263).

Dans un contexte de recul de la DC et de montée de la droite occasionnés par la crise et l'échec des gouvernements de centre-gauche, d'inflation et de terrorisme, le nouveau secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, est amené à formuler une proposition de *compromis historique*. Pour éviter une cassure entre la classe ouvrière d'un côté et la classe moyenne et le sud du pays de l'autre, il propose une politique de rénovation démocratique fondée sur un compromis entre le PCI et la DC, c'est-à-dire entre « forces qui rassemblent et représentent la très grande majorité du peuple italien » (Lazar, 1992 : 139). Cette stratégie, sorte de réinterprétation de la voie italienne vers le socialisme de Togliatti, porte ses fruits sur le plan électoral, faisant avancer grandement le PCI aux élections de 1975, qui devient le parti majoritaire dans plusieurs grandes villes et dans plusieurs régions et talonne la DC (Attal, 2004 : 265).

C'est durant ces années que Tronti commence à enseigner la philosophie politique à l'Université de Sienne. Cela lui permet d'approfondir ses recherches sur l'autonomie du politique, notamment sur le rôle

propulseur de l'État monarchique dans la naissance du capitalisme, qui marque une prédominance du politique sur l'économique, et celle de la stabilisation capitaliste du XIXe siècle, qui donne au contraire l'illusion d'une subordination constante du politique à l'économique. C'est dans ce cadre qu'il publie un essai (jamais traduit) sur Hobbes et Cromwell, dans lequel il reconstruit la crise politique qui a donné naissance au capitalisme, en soulignant comment, dans les périodes de transition, l'économique n'est jamais autonome par rapport au politique. Au contraire, ce dernier guide le processus et le plie à ses propres besoins lorsque son élément objectif, identifié à « l'État-machine » de Hobbes, rencontre son élément subjectif, identifié à la « *New Model Army* » de Cromwell⁸. Le but de cette recherche est d'établir un parallèle entre la transition vers le capitalisme et la transition hors du capitalisme, en mettant en évidence le rôle de l'État aux deux extrémités de l'histoire capitaliste : à sa naissance, avec l'ère classique des monarchies européennes, et à sa fin, avec l'ouverture d'une ère néoclassique à partir des années 1930 (Cavalleri, Filippini et Mascot, 2017 : 29-30). Tronti publie aussi un ouvrage sur Hegel dans lequel il décrit la normalisation politique du XIXe siècle, qui voit les classes dominantes faire l'expérience de la gestion de l'État, un terrain sur lequel le mouvement ouvrier accuse un retard historique. Pour l'auteur, la philosophie hégélienne se situe au point médian entre les deux extrêmes d'un cycle global du rapport capitaliste-politique. La croissance du politique en tant que pensée atteint ses plus hauts niveaux, mais ensuite le terrain politique, et pas seulement sa pensée, est courbée par les vecteurs socio-économiques. La réflexion hégélienne sur l'État est donc importante puisqu'elle articule le problème du politique autour de la gestion et non de la rupture du pouvoir, deux moments que la pensée ouvrière doit pouvoir tenir ensemble. (Cavalleri, Filippini et Mascot, 2017 : 30).

Tronti fait également plusieurs interventions durant les années 1970. Il veut comprendre les nouveaux sujets sociaux émergents et les nouveaux conflits exprimés par la société italienne dans les années 1970 dans le but de tenter de rapprocher le PCI et les syndicats des tendances anticapitalistes dont le dynamisme culmine en 1977. C'est cependant un échec, l'hostilité étant évidente de part et d'autre. La mouvance autonome est réprimée même dans les villes gouvernées par des communistes (Ginsborg, 1990 : 389). Le PCI, qui veut garder les mains propres et faire vivre le compromis historique, choisit de prioriser

⁸ La *New Model Army* est une force armée qui relève directement du Parlement anglais, organisée par Olivier Cromwell en 1645. Elle participe à la première grande révolution d'Europe alors que le roi Charles 1^{er} avait déclaré la guerre au Parlement d'Angleterre. Cette armée parlementaire diffère des armées traditionnelles de l'époque, chacune financée et organisée autour d'un aristocrate (Gentles, 2022 : 4-17).

la lutte au terrorisme, d'extrême-droite comme d'extrême-gauche, et à l'inflation, en appuyant une politique d'austérité (Lazar, 1992 : 141). Cependant, l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, président du Conseil et principal interlocuteur démocrate-chrétien du PCI, met fin au projet de compromis historique et ouvre la porte à une vaste opération de répression sévère des mouvements de gauche. La fin de ce qui sont appelées péjorativement les « années de plomb » est accompagnée d'une nouvelle attitude à l'égard de la violence chez la nouvelle génération (Ginsborg, 1990 : 401). La plupart des textes et prises de parole de Tronti dans les années 1970 n'ont pas été traduits.

La fin des mouvements antisystème éteint pour Tronti la lueur d'espoir révolutionnaire qui persistait. Ce qu'il considère comme l'embourgeoisement des masses qui, une fois accompli, oppose la production et la consommation, s'installe de plus en plus. La classe politique a su répondre aux bouleversements sociaux grâce à la flexibilité que permet l'autonomie du politique, mais elle a perdu le contrôle pendant quelques années sur le social, très agité contre le système. Le mouvement ouvrier organisé s'est montré théoriquement myope en pensant qu'un développement programmé rationnel et un faible conflit social étaient suffisants pour la recomposition des forces antagonistes, alors qu'en réalité ils travaillaient dans le sens de leur intégration au système (Cavalleri, Filippini et Masciat, 2017 : 36). L'entrée dans les années 1980 n'augure rien de bon.

1.4 La fin du vingtième siècle

Nous passerons rapidement sur la suite des choses, nous étant déjà attardés à l'opéraïsme et à l'autonomie du politique pour comprendre l'origine de la critique de la démocratie politique selon les indications de Tronti. Permettons-nous de seulement tracer les grands traits du parcours de l'auteur et de son contexte jusqu'à la formulation de la critique du politique.

En Italie comme ailleurs, le mouvement ouvrier connaît une grande débâcle dans les années 1980. La gauche syndicale industrielle, qui avait gagné en hégémonie et en combativité au cours des décennies précédentes, se voit battue. Emblématique de cette période : en 1980, chez FIAT, plus grande entreprise privée du pays et site des plus importantes luttes ouvrières des années 1960 et 1970, la CGIL capitule au bout de trente-cinq jours d'une grève massive à la suite d'une manifestation monstre composée de contremaîtres, de cadres, de cols blancs et cols bleus qui réclament le retour au travail (Ginsborg, 1990 : 404). S'ensuit une restructuration agressive de l'industrie automobile impliquant la mise à pied de près de la moitié de sa main-d'œuvre ouvrière (Ginsborg, 2001 : 54). Dans les années qui précèdent, la répression

a raison des groupes armés et de la mouvance autonome qui a été très dynamique jusqu'à son point culminant en 1977 (Guigou et Wajnsztein, 2018 : 444). C'est aussi une période de croissance pour la classe moyenne qui va de pair avec la tertiarisation de l'économie.

Sur le plan politique, le PCI demeure bon deuxième comme il l'est depuis le début de la République, derrière les démocrates-chrétiens qui demeurent au gouvernement (avec les socialistes) pour une quatrième décennie. Mais il ne survit pas à la disparition du bloc de l'Est. La soviétologue Rita di Leo raconte que Mario Tronti, son ami de toujours, lui a reproché de ne pas l'avoir prévenu de ce que l'expérience soviétique se terminerait ainsi. Le militant communiste a été pris de court par la dislocation de l'URSS qui se manifeste déjà au milieu des années 1980. Il n'a pas vu venir le renversement de l'élite politique par son élite économique, qui contrôle la richesse du pays, afin de se débarrasser des structures encombrantes du parti dans le cadre du travail manuel (Leo, 2012 : 110-111). Les réformes entreprises par Gorbatchev déclenchent une série de mouvements d'indépendance nationale et laissent place à une dissidence affichée. Puis le mur de Berlin tombe, à la suite de quoi le secrétaire général du PCI, Achille Occhetto, déclare quelques jours plus tard que le parti va changer de nom pour en faire une chose plus grande et plus belle. Le parti s'en trouve fortement ébranlé. Le cinéaste Nanni Moretti raconte bien les débats qui ont suivi ce discours dans les différentes sections du parti, que les partisans nomment « la cosa » (la chose), dans son film qui porte ce titre.

Ainsi, alors que Tronti occupe désormais une fonction importante au PCI au sein du comité central et au secrétariat de la fédération romaine, il observe de près ce qui se passe à l'international et essaie de comprendre. Au dernier congrès de ce qui a été le plus important parti communiste en Occident, Tronti prend position à la fois contre la « nouveauté » promue par le secrétaire général en vue de la création du nouveau parti démocratique de gauche (PDS) et la « continuité » défendue par la minorité, qui en vient à fonder le Parti de la refondation communiste. En 1992, il devient député avec le PDS, qui change de nom en 1998 pour devenir seulement *Democratici di sinistra* (DS), changement que Tronti qualifie d'anti-politique. Il ne deviendra jamais membre de ce parti ni de sa transformation en Parti démocrate en 2007, même si quelques années plus tard, en 2013, il deviendra sénateur indépendant, élu sous la bannière de la coalition de centre gauche. Rappelons-nous que durant cette période et jusqu'en 2001, Tronti est aussi professeur de philosophie politique à l'Université de Sienne, après quoi il prend la tête du *Centro per la riforma dello Stato*, qui hérite des archives du PCI.

Mais parlons d'abord des années 1990. Alors que les DC et le PSI semblent prêts à gouverner pour la décennie à venir, l'Italie connaît une crise démocratique majeure amorcée par des magistrats qui s'attaquent à la corruption politique et à la gestion clientéliste des services publics (Oberti, 320-321 ; Ginsborg, 2001 : 283). Les deux partis n'en sortent pas vivants, ce qui a un impact majeur sur le système politique que gouvernait la DC depuis le tout début de la République. Il faut dire que depuis une dizaine d'années, la « centralité du politique » est sévèrement critiquée au sein de la population. Nombre d'intellectuels mobilisent un discours « antipolitique » qui dénonce l'inefficacité et la corruption de la classe politique (Vauchez, 2009 : 84). Aux élections de 1992, moment où Tronti est élu pour la première fois, tous les vieux partis reculent de manière importante dans le pourcentage des votes. En 1993, à la suite de deux référendums, l'un qui abroge le vote préférentiel et l'autre qui abroge le vote proportionnel au Sénat, la loi électorale en vigueur depuis les années 1940 est modifiée par l'introduction d'un scrutin majoritaire à 75 %, brisant ainsi le scrutin proportionnel qui favorisait l'instabilité gouvernementale et l'absence d'alternance. C'est la loi connue sous le nom de Mattarella.

Ce grand ménage laisse la place à une vague de technocrates dans le jeu politique, qui arrivent avec le projet de réforme de l'État et d'imposition des standards inspirés par la nouvelle gestion publique (Vauchez, 2009 : 85). Cela va de pair avec l'entrée de l'Italie dans l'union monétaire européenne, avec le traité de Maastricht qui force le pays à se soumettre à des normes strictes en matière de gouvernance économique et de priorité l'efficacité sur l'équité (Ginsborg, 2001 : 309). Enfin, c'est l'arrivée dans l'arène politique de Silvio Berlusconi, magnat des médias télévisés, qui entre au gouvernement pour la première fois en 1994, de même que des partis populistes comme Forza Italia, mais avant lui la Ligue du Nord. Il importe de souligner que durant ces années, les importantes coupures menées par le gouvernement, dont la réforme des pensions de retraite, donnent lieu à une mobilisation massive qui le force à reculer. Il n'est pas inintéressant non plus de mentionner que c'est sous un gouvernement de centre gauche arrivé au pouvoir en 1996 que les mesures en vue de conformer l'Italie au traité de Maastricht sont mises en place.

C'est dans ce contexte que le cheminement intellectuel de Tronti prend un tournant majeur, passant d'un effort d'analyse et de proposition pour favoriser la révolution ici et maintenant à un effort de compréhension des raisons profondes de la défaite. Avec le langage de la théologie politique et de l'anthropologie politique, les yeux rivés sur le passé, il recherche également les contradictions propices à retrouver des possibilités révolutionnaires, en adoptant de plus en plus la posture du « révolutionnaire conservateur » (Tronti, 2021a : 165). Il emprunte le langage de la théologie politique à Carl Schmitt selon

qui les concepts fondamentaux de la théorie moderne de l'État sont des concepts théologiques sécularisés, par exemple le souverain en politique correspond à Dieu dans la théologie, l'état d'exception en droit correspond au miracle dans la religion, et la volonté souveraine du peuple correspond à la providence divine dans la théologie (Schmitt, 1988 ; Tronti, 2015). Il parcourt ainsi différents thèmes comme la différence, l'opposition entre la politique et l'histoire, entre l'utopie et la prophétie, entre le destin et la liberté. Mais commençons par sa compréhension de la fin du mouvement ouvrier.

1.5 Conclusion

Il y a quelques éléments à retenir de cet exercice de généalogie pour comprendre les origines de la critique de la démocratie politique. De la période opéraïste, il faut d'abord souligner une critique de l'intérêt général et de la volonté générale. Tronti croit qu'il faut qu'une partie du tout soit en conflit avec l'ensemble du tout pour aspirer à s'imposer comme tout. La classe qui aspire à être dominante joue ce rôle. La composition de classe est la partie des ouvriers dont la subjectivité est antagoniste à la société capitaliste, par son refus d'être du capital variable, c'est-à-dire son refus du travail sous différentes formes. La classe capitaliste s'impose comme classe dominante en reproduisant l'ensemble d'une société articulée à partir de l'usine. La classe ouvrière comme minorité se trouve à la fois dans la société, comme faisant partie elle, et contre la société. L'idée de représenter le peuple dans son ensemble au nom d'un intérêt général serait, en ce sens, démocratique et antirévolutionnaire.

De l'autonomie du politique, il faut surtout retenir l'idée de la classe ouvrière à organiser en classe dominante et dirigeante. La classe capitaliste est poussée par la classe ouvrière en lutte à structurer le développement et à moderniser la société, mais conserve une position centralisée qui lui permet de maintenir sa stabilité comme classe dominante. Alors que l'État bureaucratique et clientéliste italien empêche la classe ouvrière fortement mobilisée d'imposer des réformes sociales par le bas, le capital n'arrive pas non plus à utiliser l'État pour moderniser ses infrastructures industrielles et sortir de la crise. Puisque le capitaliste collectif est en conflit avec son État, il va nécessairement un jour ou l'autre le moderniser pour atténuer, voire anéantir les blocages. Il semble que Mario Tronti voyait venir un éventuel néolibéralisme qui réduirait les capacités de l'État et le dépolitiserait. La classe ouvrière s'en trouvera désarmée face au capital.

CHAPITRE 2

LA MÉTHODE DE LA CRITIQUE

2.0 Introduction

« Je pense que le moment est vraiment venu de passer à une critique de la démocratie » (Tronti, 2005 : 15) : ainsi Tronti annonce-t-il les bases de ce qui deviendra sa principale préoccupation de recherche pour les décennies qui suivent. Il en précise le terme : « si nous devons inventer toute la définition, nous devrions dire : pour la critique de la démocratie politique » (Tronti, 2007). Pour l’auteur, l’expression est en « assonance » avec la « formule » de la critique de l’économie politique de Karl Marx : « [e]mployer la critique, c’est assumer non seulement la formule, mais aussi la méthode » (*Ibid*). L’auteur a bien sûr sa compréhension propre de cette méthode critique, qu’il importe de clarifier avant d’expliquer comment il la transpose à la démocratie comme objet.

Nous présenterons dans ce chapitre notre compréhension de la critique de la démocratie politique en nous concentrant sur la méthode. Il est difficile de trouver dans les écrits de Tronti l’exposé d’une approche claire, d’autant plus qu’il assume une écriture fragmentaire, de procéder « par fragments, ajouts, ajustements et renvois, jusqu’à ce que l’on voie émerger de l’abysse des références l’unum de la figure de ce qui sauve » (Tronti, 2019 : 30). Selon lui, « on ne peut aujourd’hui plus penser et écrire autrement que par fragments, le monde d’hier ayant éclaté en mille morceaux que personne n’est actuellement en mesure de rassembler » (*Ibid* : 312). Il importe ainsi de préciser les termes avancés par l’auteur pour bien saisir l’esprit de son approche. Pour ce faire, nous allons tracer les contours méthodologiques de la critique marxienne, ce qui permettra d’expliciter les bases trontiennes de la critique de la démocratie politique. Nous terminerons sur l’opposition entre histoire et politique développée par l’auteur, de même que par la délimitation historique de son étude.

2.1 La critique de l’économie politique

La critique de l’économie politique traverse la quasi-totalité de l’œuvre de Marx. Ce dernier en pose d’abord les bases dans ses cahiers qui deviendront les *Manuscripts economico-philosophiques de 1844*, stimulé par l’« Esquisse de la critique de l’économie politique » publiée dans les *Annales franco-allemandes* par son compagnon Engels (Rubel, 1974 : 306). À l’époque, la méthode tient dans un « erklären » qui signifie « à la fois déclarer et expliquer » (Rancière, 2014 : 86). Selon Jacques Rancière, cette première

approche explicative consiste en l'exposition des faits « pour ce qu'ils sont », de « l'expérience humaine telle qu'elle se donne », afin que ces faits deviennent connaissances par leur formulation :

Le rôle de la critique est de dire ou de lire [...] la contradiction, de la déclarer pour ce qu'elle est. Qu'est-ce qui établit sa différence avec l'énoncé ordinaire, qui lui permet d'être critique ? C'est qu'elle perçoit, derrière ces contradictions, une contradiction plus profonde, celle qu'exprime le concept d'aliénation (*Ibid* : 86).

Puis, cette approche a évolué et s'est complexifiée au fil de ses lectures et notes jusqu'à prendre une place prédominante dans son œuvre. Isabelle Garo donne une définition englobante de l'approche de la critique de l'économie politique :

elle ne désigne pas seulement l'examen polémique des théories de l'économie politique, mais une redéfinition des conditions de la compréhension de l'histoire humaine. La critique de l'économie politique est donc le nom propre de l'analyse matérialiste et dialectique de cette histoire, en tant qu'elle inclut une étude des théories existantes et, plus généralement, une étude de la formation des représentations. À ce titre, réfléchissant ses propres conditions d'émergence ainsi que la méthode de son développement et le statut de ses catégories, la critique de l'économie politique se présente aussi comme une critique de la philosophie (Garo, 2000 : 314).

Tronti précise la méthode de Marx qu'il désire faire sienne, celle qui formule « la structure de son œuvre majeure, *Le Capital*, ainsi que de toutes les études qui l'ont précédée, qui sortiront sous le nom de *Grundrisse* » (Tronti, 2007). Mais Marx lui-même est plutôt avare quand vient le moment d'expliquer sa propre méthode. Dans la « Postface à la deuxième édition allemande », il cite longuement un certain I. I. Kaufmann qui décrit avec précision son approche, à qui il concède la justesse de sa compréhension de la dialectique (Marx, 1993 : 15-17). Cependant, selon Isabelle Garo, cette méthode « n'est pas à chercher [...] dans quelque texte méthodologique que ce soit, mais bien dans le mouvement même de la recherche qui conduit des premières aux dernières œuvres, et plus encore dans l'organisation interne de ces dernières œuvres » (Garo, 2000 : 263). Qui plus est, comme le précise Emmanuel Renault, on ne retrouve dans ces écrits non pas une, mais plusieurs critiques de l'économie politique qui découlent de « différentes reformulations d'ensemble de sa problématique » : « L'idée de critique de l'économie politique prendra des sens différents selon qu'elle sera interprétée à la lumière des *Manuscripts de 1844*, des *Grundrisse* ou du *Capital* » (Renault, 2014 : 184). Dans le même sens, plutôt que de parler de rupture entre un jeune Marx et un Marx de la maturité, Kaveh Boveiri avance qu'il y a un rapport complémentaire entre deux

approches, entre la méthode de l'enquête qu'on retrouve dans les *Grundrisse* et la méthode de l'exposition qu'on retrouve dans *Le Capital* (Boveiri, 2024 : 144-145).

On peut penser que Tronti se rapproche de l'interprétation de Galvano Della Volpe, dont il est un lecteur attentif. Selon le philosophe italien, c'est dans l'*Introduction à la critique de l'économie politique de 1857* que Marx élabore sa méthode à partir d'un modèle critique développé dans le « Manuscrit de 1843 », aussi appelé la *Critique du droit politique hégélien*. Della Volpe tire de sa lecture de l'*Introduction de 1857* les contours méthodologiques de la critique de l'économie politique :

la structure logique, c'est-à-dire gnoséologique, de la loi économique marxiste est bien symbolisée par le *cercle méthodologique* concret-abstrait-concret, ou cercle de la fonctionnalité réciproque de la matière et de la raison (induction qui est déduction et vice versa) : cela signifie qu'en économie l'abstraction déterminée se substitue à l'abstraction indéterminée, aprioriste, et vicieuse, utilisée par l'économie bourgeoise. Et cela signifie, *sub specie logicae*, la méthode historico-sociologique de l'économie marxiste, c'est-à-dire la *critique* de l'économie politique (Della Volpe, 1977 : 169-170).

Marx partirait ainsi de faits concrets pour développer ses hypothèses et concepts abstraits avant de revenir vers l'explication du présent concret et la validation des hypothèses. Il n'aurait ainsi pas besoin d'abstraction indéterminée et aprioriste comme ce qu'il appelle les « robinsonnades », mythes d'un homme isolé préexistant la société, ce qu'il reproche à l'économie politique bourgeoise. Della Volpe précise ainsi :

Sans recourir aux métaphores, la structure logique de la loi économique conçue de façon marxiste comprend : a) le concret ou *donné* problématisé (instance historico-matérielle) ; b) l'*hypothèse*, ou institution de *moyennes normatives* (non posées dans l'absolu) à partir des antécédents ou conditions du donné qui en résulte (instance historico-rationnelles) ; c) le critère de la *pratique* qui valide, c'est-à-dire vérifie, l'hypothèse en la transformant en loi (instance dernière de la fonctionnalité réciproque, dans l'ordre historique, du donné et de l'hypothèse, de la matière et de la raison, de l'induction et de la déduction) (Ibid : 170).

Tronti résume cette méthode simplement ainsi : « parcourir toute l'histoire des doctrines, des économistes classiques à la *Vulgärökonomie*, avec la critique des apparences idéologiques mais aussi avec l'assomption du noyau de réalité qui les exprime » (Tronti, 2001 : 14). Il précise encore :

quand Marx a formulé la critique de l'économie politique, comme nous le savons, il prenait en charge toute la tradition théorique de l'économie politique, il est passé par là et a fait le grand travail de lecture des textes des économistes classiques. Il l'a fait dans un double sens :

il a critiqué cette élaboration, mais a en même temps assumé la substance du discours [...]. Il y avait ce double niveau : s'engager dans quelque chose qui dérive d'une longue histoire moderne signifie le critiquer et le faire sien (Tronti, 2007).

S'il propose de reprendre la méthode de Marx, Tronti en souligne également la limite. Il avance que l'approche marxienne procède à une critique « sans parvenir à s'échapper de l'économie politique elle-même » :

Pour donner la dimension des problèmes que nous devons affronter aujourd'hui, je dis que, pour nous, la critique de l'économie politique signifie qu'il ne peut y avoir d'économie politique alternative. Le fait que, de Marx, vienne une recherche continue d'une autre économie politique a été fondamentalement l'un des handicaps que la tradition marxiste et ensuite la tradition du mouvement ouvrier ont assumé (*Ibid*).

Emmanuel Renault précise la logique de cette continuité : « Plutôt qu'une rupture avec l'économie politique, Marx a revendiqué une continuité avec ce que l'économie politique contenait, à ses yeux, de scientifique, à savoir ce qu'il identifie comme la tradition de l'économie politique classique » (Renault, 2000 : 162). Bien sûr, comme le précise Karl Korsh, cette substitution est faite dans l'optique de rupture dans le développement du mode de production capitaliste :

Cette critique nouvelle marque tout autre chose encore qu'une simple transition d'une phase moins développée à une phase plus développée. Il s'agit bel et bien d'une mutation de l'objet de la science économique, d'un changement de la classe qui jusqu'alors avait été l'« objet » de l'économie politique. Et, par surcroît, il s'agit désormais non plus de viser à « développer » le mode de production bourgeois, mais de l'abattre. Telle est la raison essentielle qui amena Marx à qualifier son principal ouvrage économique de « critique de l'économie politique » (Korsh, 2002 : 117).

Della Volpe va dans le même sens en présentant l'aspect substitutif de la critique marxienne dans la mesure où elle consiste à remplacer « la structure vicieuse de cette “dialectique spéculative”, “métaphysique” de l'économie politique bourgeoise [...], cette capacité de mystification inhérente à la doctrine économique bourgeoise en tant que métaphysique de l'économie, théorie, de nature aprioriste, des faits historico-économiques » (Della Volpe, 1977 : 173-174). Marx y opposerait une « méthode “scientifiquement correcte”, c'est-à-dire essentiellement procéder à des abstractions (sans lesquelles il n'y a ni pensée ni connaissance d'aucune sorte) en partant du “concret” (das Konkrete), “du sujet réel”, qu'est en l'occurrence une “société déterminée”, historique » (*Ibid* : 161-162). Cette volonté d'identifier une société déterminée et historique comme sujet réel est centrale dans l'approche de Tronti : « Le monde

d'hier qui était aussi notre monde, mon monde, est fini, mais dans le nouveau monde, les traces de l'ancien restent. Il faut retrouver ces traces et les utiliser » (Tronti, 2016d).

C'est donc à la fois en reprenant la formule et la méthode de la critique marxienne, mais aussi dans une tentative de la dépasser, que Tronti va poser les bases de sa critique de la démocratie politique : « Ce qui a fait défaut c'est une critique marxiste de la politique moderne qui ait été à la hauteur de la critique marxienne de l'économie politique » (Tronti, 2000 : 49). Et c'est à une démarche à la hauteur qu'il nous convie.

2.2 La critique de la démocratie politique

Ainsi, comme le comprend Matteo Mandarini, Tronti suit les conseils de Marx en prenant au sérieux « les penseurs réactionnaires » de manière à « les mettre au travail en *fusionnant* les penseurs bourgeois avec la pensée marxiste », ce qui implique de « les faire travailler dans un cadre marxiste tout en leur permettant d'informer ce cadre, car c'est en grande partie dans la tradition réactionnaire que la centralité du politique — le pivot autour duquel tourne la pensée de Tronti — est pensée le plus en profondeur » (Mandarini, 2008 : 176). Il s'agit donc de s'appropriier les penseurs classiques de la démocratie, d'en faire une lecture attentive puis une critique de manière à opérer un dépassement dialectique hégélien, *aufhebung*, comme Marx l'a fait autant avec les classiques de l'économie politique que sont Smith et Ricardo qu'avec les vulgaires que sont Malthus et Say, de manière à expliquer la problématique du présent.

Tronti avance que « Marx nous a appris à lire le capitalisme dans le *Gesamtprozess* de son développement incessant, fait de crises périodiques » (Tronti, 2021a : 159). Or, les crises chez Marx sont, selon François Chénais, « les moments où ce mouvement de reproduction et de valorisation du capital se heurte à des obstacles dont il est lui-même l'origine et où il connaît une phase de recul de l'accumulation plus ou moins profonde et longue » (Chénais, 2014 : 116). Ainsi en serait-il pour la démocratie, selon l'hypothèse trontienne, pour laquelle les moments de crise appellent la critique : « Ces moments arrivent toujours, ils arrivent lorsque les conditions objectives du thème rencontrent les dispositions subjectives de ceux qui le regardent, de ceux qui l'analysent » (Tronti, 2005 : 15). Il faut procéder à cette critique dans la mesure où, pour lui, la crise de la politique moderne « doit d'abord être introduite dans la conscience de la partie adverse, afin de pouvoir la surmonter efficacement à la fin » (Tronti, 2019 : 198). On retrouve ici l'intuition de l'autonomie du politique, selon laquelle il est possible de prendre l'initiative lorsque le capital fait face à un blocage dû au décalage entre les institutions politiques et le social.

La démocratie comme objet, dans la démarche de l'auteur, comprend « institution plus théorie ; constitution plus doctrine » (Tronti, 2005 : 15). Son hypothèse générale, c'est que « ce concept pratique, ce nœud théorico-pratique qu'est la démocratie, s'effiloche déjà au départ vers la conclusion que nous connaissons à ce stade, au point que la démocratie des modernes, dans ses principes et ses réalisations, nous pouvons maintenant la juger à ses résultats » (*Ibid* : 17). Cela implique de considérer la démocratie comme « une puissante construction, articulée dans des formes juridiques, politiques et étatiques, qui a grandi et changé au sein de sa propre histoire, qu'il faut posséder avec les outils d'une autre raison, afin d'en hériter, en la combattant » (Tronti, 2001 : 14).

L'objectif de la critique doit inclure une déconstruction du thème :

En débarrassant le champ des décombres conceptuels qui se sont accumulés autour de l'idée et de la pratique de la démocratie, afin que notre discours puisse reprendre de manière plus constructive et même plus orientée vers la conception, en identifiant les étapes ultérieures, en particulier en ce qui concerne cette étape cruciale qui consiste à construire le sujet de la démocratie (Tronti, 2005 : 15).

La reprise de la formule de déconstruction est une façon renouvelée de conjuguer Marx avec Nietzsche, comme Tronti le fait depuis des décennies. Elle consiste, selon une conception derridienne, à « pratiquer [par un double geste, une double science, une double écriture] un renversement de l'opposition classique [de deux termes] et un déplacement général du système », opération impliquant « une hiérarchie et l'ordre d'une subordination », de manière à se donner « les moyens d'intervenir dans le champ des oppositions qu'elle critique et qui est aussi un champ de forces non-discursives » (Derrida, 1972 : 392-393). En se référant à cette méthode qui n'en est pas une (Derrida, 2014 : 1099), Tronti se laisse aussi l'espace et la flexibilité nécessaires pour débroussailler le thème : « Pas de prémisses méthodologiques. Elles ne servent qu'à se protéger des possibles excès de la pensée. Là n'est pas notre problème. Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes idéologiques » (Tronti, 2019 : 187).

Plus concrètement, Tronti invite ainsi à parcourir « l'histoire des théories, du constitutionnalisme libéral à la souveraineté populaire, en saisissant leur fonctionnalité pratique pour les appareils du pouvoir, mais aussi en utilisant intellectuellement la complexité médiatrice des structures institutionnelles » (Tronti, 2001 : 14). Il précise cependant qu'une reconstruction critique des philosophies de la démocratie est « nécessaire mais insuffisante ». Pour compléter la démarche, « Il faut y ajouter et y mêler l'analyse, en progrès/régression, de la société démocratique. Et y ouvrir une frontière de recherche anthropologique,

en utilisant de manière non subalterne tous les instruments à disposition, de la psychologie de masse à la biopolitique » (Tronti, 2019 : 191).

On retrouve ici la méthode logico-historique exposée par Della Volpe, qui implique :

1. de n'avancer que selon le cercle concret-abstrait-concret ou d'induction-déduction, pour éviter l'usage des concepts « indéterminés », « non fonctionnels » [...] ;
2. de partir toujours de ce « résultat » (d'un processus historique) qu'est le présent ou « concret », c'est-à-dire ensemble formé du « général » ou commun-à-d'-autres-époques, et du « spécifique » et du problématique [...] ;
3. de découvrir les raisons ou les causes du présent dans ces catégories « générales », ou communes-à-d'-autres-époques [...], qui ne sont pas de simples précédents chronologiques du présent, mais qui sont des précédents « non accidentels », et donc essentiels du présent et de sa problématique, de vrais antécédents historiques — parce que ce sont des antécédents logiques — du présent qui en découle, lequel est ensuite producteur, non pas d'une simple chronique, mais d'une histoire future, à travers la réalisation dialectico-pratique, que nous verrons, de ces instances théoriques qui rassemblent et déjà développent [...] l'histoire passée (Della Volpe, 1976 : 37).

En effet, l'aller-retour qu'il veut opérer entre les appareils de pouvoir et les théories de même que la perspective historique qui structure son approche en vue de comprendre les problèmes actuels des sociétés démocratiques et d'en expliquer le présent y est tout à fait conforme. Cependant, Tronti n'aspire pas à substituer une démocratie corrigée à cette démocratie en crise.

2.3 La « vraie démocratie »

Tronti se refuse donc à corriger la démocratie ou à chercher une alternative à la démocratie bourgeoise, comme Marx a corrigé l'économie politique pour en découvrir des lois véritables. Il propose au contraire « une critique totale, fondamentale » : « pour une critique de la démocratie politique présuppose la non-possibilité ou l'impossibilité d'une démocratie politique alternative » (Tronti, 2007). Il s'agit là non seulement d'une distinction avec la méthode critique de l'économie politique développée par Marx, mais aussi avec la critique de l'État démocratique formulée par ce dernier en 1843 dans sa *Critique du droit*

politique hégélien selon laquelle « dans la vraie démocratie l'État politique disparaîtrait » (Marx, 1975 : 70). Sur cette question, Tronti est clair : les systèmes démocratiques contemporains « ne doivent pas être lus comme la “fausse” démocratie face à laquelle il y aurait ou devrait y avoir une “vraie” démocratie, mais comme l'inversion de la forme idéale, ou conceptuelle, de la démocratie : même dans ce cas, il est impossible de sauver ce concept de sa réalisation effective » (Tronti, 2005 : 17).

C'est à cet idéal de communauté où l'État est superflu à la vie politique démocratique que réfère Marx, mais plus encore au « conflit structurel entre la logique de l'État d'une part et la logique de la démocratie de l'autre » (Abensour, 2012 : 229). Dans ce manuscrit, Marx critique effectivement à la fois la bureaucratie, comme « tissu d'illusions pratiques » et comme « l'illusion de l'État, illusion politique », et la démocratie représentative avançant qu'« [en] devenant *représentation*, imagination, illusion, *représentation* — le peuple *représenté* c'est-à-dire les états, qui, en tant qu'il est devenu une *puissance particulière*, se trouve aussitôt en séparation d'avec le peuple réel » (Marx, 1975 : 121). D'après Isabelle Garo, le problème formulé par Marx peut se résumer ainsi : « comment penser une démocratie sociale participative sur les ruines de la démocratie politique représentative ? » (Garo, 2001 : 103). Selon l'interprétation de Miguel Abensour, la conception marxienne de 1843 de la démocratie « n'est pas tant l'accompagnement d'un processus qui entraîne la disparition de l'État, dans un espace somme toute lisse, sans aspérité, que l'institution déterminée d'un espace conflictuel, d'un espace *contre*, d'une scène agonistique sur laquelle s'affrontent les deux logiques antagonistiques, se déroule une lutte, sans répit, entre l'autonomisation de l'État en tant que forme et la vie du peuple en tant qu'action » (Abensour, 2012 : 230), ce que l'auteur appelle la « démocratie insurgeante », celle que l'État démocratique réprime.

La démarche trontienne est également en opposition avec le « projet de la multitude » de Hardt et Negri qui revendique « une société démocratique globale, ouverte » et « se donne les moyens de réaliser ce désir », dans un contexte où la « possibilité de la démocratie est aujourd'hui assombrie et menacée par un état de guerre qui semble permanent et généralisé » (Hardt et Negri, 2004 : 5). Elle s'éloigne aussi bien sûr de la définition d'une nouvelle conception de la démocratie, comme le fait Nancy Fraser avec la démocratie radicale, qui s'emploie à repérer et à éliminer « l'inégalité sociale et la non-reconnaissance de la différence » et dont la réalisation dépend de « la redistribution économique et la reconnaissance multiculturelle » (Fraser, 2005 : 28). Ou encore avec l'idée de « démocratie radicale et plurielle » de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau comme « extension des luttes démocratiques pour l'égalité et la liberté à un plus grand nombre de rapports sociaux » (Laclau et Mouffe, 2019 : 20). Ces tentatives de

renouvellement ou de redéfinition comprenant l'ajout de qualificatifs marque même, selon Tronti, l'affaiblissement du concept :

la démocratie est devenue une idée faible. À tel point que « démocratie » est un nom qui a toujours besoin d'adjectifs qualificatifs, et quand un nom doit être défini par des adjectifs, c'est le signe d'un manque d'autonomie conceptuelle. En effet, on dit aujourd'hui démocratie libérale, démocratie socialiste, démocratie progressiste ; on a même dit démocratie totalitaire, et ainsi de suite : autant d'éléments qui indiquent un affaiblissement du concept (Tronti, 2005 : 17).

Il rejoint ainsi en partie Chantal Mouffe, pour qui « [l]e signifiant "démocratie" fonctionne maintenant comme horizon imaginaire où viennent s'inscrire des revendications extrêmement disparates, et le consensus qu'il semble indiquer risque bien d'être une illusion », le tout dans un contexte de « victoire définitive de la démocratie libérale » alors qu'« on sait de moins en moins de quoi on parle » (Mouffe, 1992 : 83).

Il n'y a pas chez Tronti cette recherche téléologique d'une « démocratie au-delà du libéralisme » (Breaugh et Dupuis-Déri, 2009). Ce qu'il considère comme la vraie démocratie, c'est la société démocratique telle qu'elle est, avec ses institutions et son histoire qui mène à la victoire de la démocratie libérale à la fin.

2.4 La démocratie politique réalisée

La vraie démocratie réfère ainsi sous sa plume à ce qu'il appelle la « démocratie réalisée ». C'est sur ce point que Tronti défend le réalisme de son approche. Pour lui, on doit parler de « démocratie réelle » comme on a parlé de « socialisme réel », qui n'indique pas une réalisation particulière du socialisme ouvrant la possibilité d'un socialisme idéal « différent de celui qui avait dégénéré » (Tronti, 2019 : 189). Le socialisme a tellement été incarné dans cette réalisation qu'il ne peut être rien d'autre : « Il n'y a pas de récupération possible de l'ordre symbolique qui était évoqué par ce mot ; il n'est pas possible de le détacher de la réalité qui l'incarnait » (Tronti, 2005 : 17). Il ajoute que « la forme de réalisation d'un idéal est toujours si forte, a une telle puissance en elle-même qu'elle ne permet aucune autre alternative de caractère idéal » :

nous ne pouvons plus parler de socialisme, parce que c'est un mot qui s'est consumé dans une réalisation historique qui l'a effectivement aboli comme possibilité idéale. La prise de conscience de l'histoire a un pouvoir invincible avec lequel nous devons toujours compter. Et nous ne pouvons pas sauver l'idée de sa réalisation déjà donnée » (Tronti, 2007).

Le « temps d'un usage différent du concept a expiré. La puissance de celui qui se l'est approprié, disons-le, à ses fins propres, est trop forte. Il est désormais plus difficile d'exproprier les propriétaires de l'idée que d'en imaginer/projeter une nouvelle » (Tronti, 2019 : 189).

Tronti croit qu'il en va de même pour les systèmes démocratiques contemporains. Cette démocratie réelle est la démocratie américaine, née aux États-Unis et exportée dans les autres pays par la guerre, y compris en Europe : « l'exportation de la démocratie n'est pas quelque chose d'aujourd'hui, c'est quelque chose que les États-Unis ont toujours fait » [...] ils « ont toujours exporté la démocratie par la guerre » (Tronti, 2007). Pour Tronti, la démocratie a été exportée sur le continent européen durant la Deuxième Guerre mondiale. Cette association entre la démocratie et la guerre est en opposition directe à la thèse de Negri et Hardt selon laquelle la « guerre a toujours été incompatible avec la démocratie » :

Aujourd'hui, alors que l'état de guerre n'est pas seulement global mais aussi durable, et que l'on n'en voit nulle part la fin, la démocratie se trouve à nouveau suspendue, mais de façon indéfinie si ce n'est permanente. La guerre revêt un caractère généralisé, étouffant toute vie sociale et produisant son ordre politique propre. La démocratie semble ainsi totalement hors de portée, ensevelie sous les armes et les régimes sécuritaires de l'état de guerre global dans lequel nous vivons (Hardt et Negri, 2004 : 5).

Cette réalisation de la démocratie a une histoire qui se déroule au XXe siècle. Il importe de préciser que la démarche de Tronti s'intéresse à la « démocratie des modernes » et non à la démocratie antique : « Le discours sur la démocratie des anciens ne nous intéresse pas, il nous égare ; c'est le discours sans cesse reproposé sur la démocratie de la *polis* grecque et ainsi de suite » (Tronti, 2007). La démocratie qui l'intéresse se situe dans le développement de la pensée moderne qui constitue un « passage du libéralisme à la démocratie, du XIXe au XXe siècle : du capitalisme de libre concurrence au système du capital social » (*Ibid*).

Tronti considère que l'« histoire de la politique moderne est l'histoire de l'exercice du pouvoir, sous ses différentes formes » (Tronti, 2019 : 111). Ainsi ce passage coïncide avec la « formule de l'État interventionniste dans l'économie, avec l'État social, qui a connu le plus grand développement de la démocratie politique » (Tronti, 2007). Le pouvoir change de forme, alors que l'État libéral répondait au besoin d'un capitalisme de la libre concurrence, l'État démocratique répond à celui du *welfare*. Puis, aux révolutions et luttes ouvrières s'est imposée une solution totalitaire provisoire du fascisme et du nazisme

à l'issue de laquelle la « synthèse de la démocratie libérale a établi la domination de la production capitaliste » (Tronti, 2009 : 140-141).

C'est cette période que Tronti a nommé le « Grand vingtième siècle », référence à la nébuleuse « Grande politique » nietzschéenne, qui « embrasse l'ensemble de ce que Nietzsche percevait comme la civilisation en devenir, l'Europe du futur, à la construction de laquelle, destin, il voulait participer » (Giroux, 2003) :

Lorsque, dans la première moitié du siècle, la politique a été réduite à la lutte pour le pouvoir, ou à une décision quant aux formes du pouvoir, dans les grands totalitarismes et dans les grandes guerres, c'était aussi l'époque de la soi-disant « grande politique », époque politique par excellence (Tronti, 2019 : 100).

Le vingtième siècle, siècle politique par excellence : pensée vécue, existentiellement et politiquement, et histoire pensée, à des hauteurs vertigineuses (Ibid : 226).

Cette période des « guerres civiles mondiales » commence avec la Grande guerre et s'étend jusqu'au XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, 1914-1956, intervalle durant lequel « la société capitaliste et l'histoire moderne ont vécu un rapport critique, de différence, de contradiction et de conflit » (Tronti, 2000 : 22). Durant la paix de cent ans qui la précède, c'est la lutte des classes qui assure la survie de la politique, en traduisant la guerre en politique, en remplissant la première une fonction civilisatrice de la guerre en la remplaçant et en la niant (Ibid : 31). On remarque ici le renversement de la formule de Carl von Clausewitz selon laquelle « La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz, 1955 : 67) ; pour Tronti, c'est plutôt la politique qui est la continuation de la guerre par d'autres moyens.

C'est à partir de la guerre, puis de la crise qui était aussi une conséquence de la Grande Guerre, que le processus des démocraties occidentales a commencé. En 1914, le capitalisme apparaît comme ce qui porte la guerre en son sein. L'État libéral entre en crise immédiatement après la Première Guerre mondiale, « une sorte de crise globale de l'État », qui provoque deux orientations du problème de la démocratie :

L'une se situe au sein du totalitarisme et est celle de la nationalisation des masses, là où la démocratie politique a toujours à voir avec le concept historique des masses. L'autre orientation est la socialisation des masses, qui s'est inspirée, après la Première Guerre mondiale, de la révolution ouvrière en Russie et, plus tard, en Occident, à travers la forme politique de l'État social, qui est également une forme de socialisation des masses (Tronti, 2007).

Dans l'entre-guerres, il peut y avoir soit une dictature, soit une démocratie (Tronti, 2009 : 90), la dictature référant aux « totalitarismes des années 1920 et 1930, y compris la dictature du prolétariat immédiatement après la révolution » (Tronti, 2007). Avec le « krach de Wall Street » et la crise qui suit, « le capitalisme ne fut pas seulement sauvé par les politiques keynésiennes de Roosevelt, mais également par la politique militaire de Hitler » (Tronti, 2000 : 22). À l'Est, la « grande voie réformatrice de la NEP achoppe sur la faillite de la voie révolutionnaire en Europe » (*Ibid* : 42). Le monde est ainsi séparé en deux, selon une dialectique ami/ennemi à la Carl Schmitt.

La révolution conservatrice et la révolution ouvrière furent les deux véritables protagonistes de la première moitié du siècle, les deux grands sujets du grand vingtième siècle. Ni l'une ne se peut réduire au totalitarisme allemand, ni l'autre au socialisme soviétique [...]. [D]ans la première moitié du vingtième siècle, à l'époque des guerres mondiales, avait mûri l'idée de révolution, non plus seulement comme bouleversement politico-institutionnel, mais comme subversion totale, tout à la fois sociale et culturelle (*Ibid* : 39).

Caractéristique de cette époque, la politique a la primauté sur l'économique, « avec ou sans la guerre » (*Ibid* : 68). Du côté socialiste, ce sont les indications politiques d'*État et révolution* de Lénine qui l'emportent sur l'analyse économique du *Développement du capitalisme en Russie* tout comme la mise en place du socialisme dans un seul pays de Staline l'emporte sur la théorie léniniste révolutionnaire (*Ibid* : 39-40).

Après la Deuxième Guerre mondiale, les solutions totalitaires sont vaincues et la solution démocratique triomphe (Tronti, 2007). L'opposition se maintient entre capitalisme et socialisme durant la Guerre froide :

« guerre armée, non guerrière. Guerre sans guerre, non pas par la volonté éthique des peuples, et encore moins de celle des individus, mais en vertu d'une entité nullement abstraite, l'arme qui s'est octroyée le droit subjectif à la majuscule, la Bombe » (Tronti, 2000 : 64).

Cette opposition ami/ennemi demeure politique, « la division du monde en blocs opposés, mais dans le scénario inédit d'un conflit de puissances sans affrontement direct des armes » (*Ibid* : 65).

La démocratie d'après-guerre est celle des masses et des partis de masse : « C'est grâce à cet instrument qu'ont été acquises des réalisations, parfois réformatrices, des dispositions constitutionnelles avancées, la protection sociale, l'État social, voire certaines formes de nationalisation et de propriété publique » (Tronti,

2007). C'est à ce moment que naît une relation entre l'Europe et la démocratie qui n'avait jamais existé auparavant, l'Europe étant le lieu de la « grande tradition libérale » :

La chose la plus européenne n'était pas l'État démocratique, mais l'État libéral. Dès que l'aspect démocratique l'emporte, le modèle américain commence à l'emporter en Europe aussi. Car si l'Europe a été le lieu de la forme et de la pensée libérales, les États-Unis sont le berceau de la démocratie moderne (*Ibid*).

Puis vient 1956 avec la « déstalinisation, [le] relâchement de la guerre froide [et les] détente internationales en acte », début de la fin du « grand vingtième siècle » qui se poursuit jusqu'en 1968. Durant cette dernière période se pose la possibilité d'une réforme du socialisme et d'une relance révolutionnaire, qui vivote ici et là, mais qui échoue à cause « de résistances internes, certes, à cause de la faiblesse des forces subjectives novatrices en présence, à cause de la viscosité des structures de pouvoir dominantes, à cause de la fermeture d'un libre réseau d'opinion publique et l'absence consécutive d'une conscience théorique des processus, consolidée et quasi institutionnalisée » (Tronti, 2000 : 44).

L'esprit libertaire de 1968 achève la Grande politique et clôt l'époque. Si la volonté de destruction de l'autorité semble mener à une « une libération différemment humaine, masculine et féminine », elle permet plutôt la « liberté spécifique pour les esprits animaux capitalistes, qui piaffaient d'impatience dans la cage d'acier de la jonction politique-société que, des années vingt aux années cinquante, entre révolution, crises et guerres, le système de pouvoir économique s'était donné comme remède inévitable » (Tronti, 2009 : 74-75). S'ensuit le « petit vingtième siècle », celui du déclin de la politique, qui s'étend jusqu'à l'épisode 1989-1991. Selon la logique ami-ennemi de Carl Schmitt, la Grande politique a besoin d'être en lutte avec la Grande histoire pour exister. En l'absence d'ennemi, il n'y a plus de politique :

L'histoire éprouve de nouveau la grande peur de la politique et rabaisse le niveau, elle récupère la normalité, éloigne le calice de la croix. Pour anéantir la grande politique, son ennemie, l'histoire n'a qu'un seul moyen : la recalibrer, en réduisant ses fins, ses instruments, ses sujets, en effaçant ses horizons, en neutralisant ses conflits (Tronti, 2000 : 36).

Il faut comprendre ici l'opposition que fait Tronti entre le « démon de la politique » et le « dieu de l'histoire » au XXe siècle, époque où le conflit entre la politique moderne et l'histoire a atteint sa forme maximale, un conflit entre deux temporalités différentes. Le démon de la politique concerne les subjectivités qui interviennent par décision dans la courte durée de la contingence ; le dieu de l'histoire est un processus objectif qui se valide dans la longue durée et la répétition. « L'histoire appartient aux

vainqueurs, la politique appartient aux vaincus » (*Ibid* : 36). L'auteur postule que la classe ouvrière a atteint une forme particulière et unique au sein de la structure du capitalisme industriel, seule forme capable de renverser le système capitaliste, ce qui provoque l'opposition fondamentale entre le mouvement ouvrier et le capital, qu'il associe à l'opposition entre politique et histoire. Il emprunte également à Schmitt le concept de *katéchon*. Le « paradigme katéchonique » implique de ne plus croire en une histoire linéaire qui pousse à aller toujours de l'avant dans le développement, qui mènera à de nouvelles contradictions. Pour Tronti, le *katéchon* est un exercice de contention, visant à « ralentir l'accélération de la modernité », en opposition au paradigme *eschatologique* sécularisé, porté traditionnellement par le marxisme, selon lequel l'histoire progresse vers une fin meilleure. Dans une critique adressée à Antonio Negri, il avance que :

Parce que ce temps plus lent permet de recomposer nos forces. Assumer comme nôtre l'entre-temps : ce n'est que là que tu peux redécouvrir tes forces, retrouver les subjectivités alternatives et les composer en des formes organisées, historiquement nouvelles. L'accélération produit, certes, des multitudes potentiellement alternatives, mais celles-ci se consomment immédiatement (Tronti, 2009 : 155).

Ailleurs, il ajoute que

La révolution ouvrière n'était pas un événement eschatologique, elle ne préparait aucune recette pour la cuisine de l'avenir, elle était une tentative, désespérée et réussie, de freiner un présent terrible et envahissant, d'arrêter la guerre, de trouver un remède à la faim des paysans, une réponse au labeur exploité des ouvriers. Dans les conditions du capitalisme de l'époque, elle était un « saut du tigre dans le passé ». C'est pour cela qu'elle eut lieu en Russie et non en Angleterre, et encore moins en Amérique. Au plus profond de l'âme russe étaient déjà inscrits les signes d'un moment apocalyptique. Là-bas, la révolution ne connaissait alors aucune alternative (Tronti, 2019 : 22-23).

2.5 Conclusion

À partir de ce point de vue sur le siècle dernier, on peut observer l'évolution de l'État démocratique après la combinaison de révolution ouvrière et de grandes crises du vingtième siècle, une combinaison qui a été décisive pour l'histoire ultérieure du capital. Avec le *New Deal* puis le développement de la démocratie en Europe, sur fond de la montée du socialisme à l'Est, vient en Occident l'État social à travers duquel « on assiste à une sorte de processus graduel d'extinction de l'État [qui s'est] accéléré également par tous les processus de mondialisation » (Tronti, 2005 : 19). Cette extinction progressive de l'État démocratique se fait au profit de la société démocratique elle-même, c'est-à-dire que la fonction de l'État a été récupérée

par la sphère sociale dans l'accomplissement sociologique de la politique plutôt qu'institutionnel : « C'est la société démocratique qui a résolu la contradiction dans les termes inhérente au concept et à la pratique de l'État démocratique » (*Ibid* : 19). Reste à bien saisir la nature de cette contradiction, que Tronti cherche à trouver aux origines mêmes de la démocratie politique.

Après cet exposé méthodologique, qui dévoile et déploie la méthode d'exposition et délimite l'objet de recherche et son cadre temporel, nous verrons dans le chapitre suivant la critique de la démocratie politique à proprement parler, élaborée à partir de ses notes de lecture qui lui permettent de souligner l'opposition entre le libéralisme et la démocratie.

CHAPITRE 3

LA CRITIQUE DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

3.0 Introduction

Les deux événements-symboles qui sont au fondement de la modernité, l'accumulation originaire de capital et la révolution industrielle, déterminent des phases époquales d'une violence inouïe. La grandeur du capitalisme, c'est d'avoir construit le progrès de la société humaine sur ces événements terribles pour l'homme. La misère du capitalisme, c'est d'avoir établi, sur ce progrès social, la forme la plus parfaite de domination totale sur l'être humain, le pouvoir librement accepté. Pouvait-on, à partir de ce commencement, ne pas en arriver à cet accomplissement ? Impossible. Mais que soit louée la politique d'avoir héroïquement essayé de dévier le cours du fleuve en crue (Tronti, 2000 : 26).

Cet énoncé résume bien l'hypothèse de Tronti. Ce pouvoir librement accepté, c'est la démocratie moderne, indissociable de l'histoire du capitalisme. Le ver était dans la pomme dès l'origine. Le communiste romain va donc chercher chez des penseurs classiques de la démocratie la contradiction initiale. Trois auteurs sont ciblés. Alexis de Tocqueville, d'abord, que Mario Tronti considère comme le premier critique libéral de la démocratie. Il se déplace ensuite au XXe siècle pour identifier une critique commune chez un penseur libéral, Hans Kelsen, et un penseur autoritariste, Carl Schmitt. À partir des contradictions et concepts inspirés de ces auteurs, il développe les principaux concepts de sa critique de la démocratie politique qui serviront par la suite à repérer et situer ses applications concrètes.

L'exposé de cette critique se fera sur plusieurs plans. D'abord, nous nous pencherons sur l'identité, l'homogénéité, la massification. Nous aborderons ensuite la figure de l'*homo democraticus* pour enchaîner sur la question du peuple et du populisme. Nous finirons sur les différentes déclinaisons de la liberté chez Tronti.

3.1 Démocratie et liberté : la contradiction à l'origine

Commençons par les classiques, les penseurs ennemis, pour découvrir leurs analyses croisées de la démocratie : Tocqueville, Kelsen, Schmitt.

3.1.1 Tocqueville et la démocratie en Amérique

Alexis de Tocqueville s'est rendu aux États-Unis en 1831 en compagnie de Gustave de Beaumont pour y étudier la démocratie, sous couvert d'une étude du système pénitentiaire. La particularité des Américains,

c'est « d'être arrivés à la démocratie sans avoir à souffrir de révolutions démocratiques et d'être nés égaux au lieu de le devenir » (Tocqueville, 1981b : 130). Ce qui l'intéresse, c'est de comprendre ce qui permet le maintien de la démocratie, stabilité qui fait contraste avec la situation en France depuis la Révolution. Comme le souligne Raymond Aron, Tocqueville « appartient à la tradition des philosophes politiques classiques, qui n'auraient pas conçu d'analyser les régimes sans les juger » (Aron, 1967 : 237). Ce jugement s'opère entre autres choses dans la manière dont il hiérarchise les explications : la démocratie américaine serait d'abord caractérisée et maintenue par les mœurs, ensuite par les lois et enfin par les particularités géographiques. Et la compréhension des mœurs passe par l'étude de l'état social d'une société qui, dans le cas des États-Unis, est entièrement nouveau (Arens, 2015 : 182-183).

Tocqueville s'intéresse donc à la société démocratique davantage qu'à l'État ou au gouvernement démocratique. Dans cette société, l'égalité des conditions ne concerne pas tant les conditions matérielles que « la fin des anciennes sociétés divisées en ordres », d'après Jacques Rancière (2005 : 27), ou qu'une « société affrontée à la contradiction générale que libère la disparition d'un fondement de l'ordre social », formule de Claude Lefort (1986 : 24). Cette égalité est fondamentale et repose à la fois sur l'égalité sociale et l'amour de l'égalité : « Le développement graduel de l'égalité des conditions est donc un fait providentiel, il en a les principaux caractères : il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine ; tous les événements, comme tous les hommes, servent à son développement » (Tocqueville, 1981a : 60). À la défense de cette égalité, Tocqueville avance qu'il

est impossible de comprendre que l'égalité ne finisse pas par pénétrer dans le monde politique comme ailleurs. On ne saurait concevoir les hommes éternellement inégaux entre eux sur un seul point, égaux sur les autres ; ils arriveront donc [...] à l'être sur tous [...]. Or, je ne sais que deux manières de faire régner l'égalité dans le monde politique : il faut donner des droits à chaque citoyen, ou n'en donner à personne (*Ibid* : 115).

C'est là que le jugement tocquevillien se manifeste sous la forme d'une évaluation critique de la démocratie, qu'il nomme la « redoutable alternative » :

Pour les peuples qui sont parvenus au même état social que les Anglo-Américains, il est donc très difficile d'apercevoir un terme moyen entre la souveraineté de tous et le pouvoir absolu d'un seul. Il ne faut point se dissimuler que l'état social que je viens de décrire ne se prête presque aussi facilement à l'une et à l'autre de ses deux conséquences. Il y a en effet une passion mâle et légitime pour l'égalité qui excite les hommes à vouloir être tous forts et estimés. Cette passion tend à élever les petits au rang des grands ; mais il se rencontre aussi dans le cœur humain un goût dépravé pour l'égalité, qui porte les faibles à vouloir attirer les

forts à leur niveau, et qui réduit les hommes à préférer l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté (*Ibid* : 116).

C'est ce que Tronti vient chercher dans le texte, ce qu'il qualifie de critique libérale de la démocratie. Tocqueville formule une opposition entre liberté et égalité sociale sur laquelle repose la société démocratique. Tronti cite longuement le chapitre six de la quatrième partie du livre II, intitulé « Quelle espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre », soulignant que « tout a été dit » (Tronti, 2001 : 18). Ayant remarqué, dans une société démocratique, des « facilités singulières à l'établissement du despotisme », Tocqueville avance que

[l']On n'a jamais vu dans les siècles passés de souverain si absolu et si puissant qui ait entrepris d'administrer par lui-même, et sans les secours de pouvoirs secondaires, toutes les parties d'un grand empire ; il n'y en a point qui ait tenté d'assujettir indistinctement tous ses sujets aux détails d'une règle uniforme, ni qui soit descendu à côté de chacun d'eux pour le régenter et le conduire (Tocqueville, 1981b : 383).

Il fait observer par exemple le caractère restreint de la tyrannie de « la plus grande puissance des Césars », qui ne s'étendait pas sur un aussi grand nombre. Tronti poursuit sa citation :

Il semble que, si le despotisme venait à s'établir chez les nations démocratiques de nos jours, il aurait d'autres caractères : il serait plus étendu et plus doux, et il dégraderait les hommes sans les tourmenter [...]. Je pense donc que l'espèce d'oppression, dont les peuples démocratiques sont menacés ne ressemblera à rien de ce qui l'a précédée dans le monde ; nos contemporains ne sauraient en trouver l'image dans leurs souvenirs. Je cherche en vain moi-même une expression qui reproduise exactement l'idée que je m'en forme et la renferme ; les anciens mots de despotisme et de tyrannie ne conviennent point. La chose est nouvelle, il faut donc tâcher de la définir, puisque je ne peux la nommer (*Ibid* : 385).

Tocqueville fait l'exercice d'imaginer les traits nouveaux d'un despotisme qui s'installe dans une société démocratique :

je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie (*Ibid* : 385).

Il décrit ensuite l'État démocratique qui pourrait s'édifier dans une telle société :

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages, que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? (*Ibid* : 385).

C'est alors que Tocqueville indique qu'un despotisme démocratique pourrait rendre « moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre » en enfermant « l'action dans un plus petit espace » et en enlevant l'usage de soi-même à chaque citoyen : « L'égalité a préparé les hommes à toutes ces choses : elle les a disposés à les souffrir et souvent même à les regarder comme un bienfait » (*Ibid* : 386). C'est un ramollissement des volontés et cette uniformisation de la masse dans une société où le souverain « couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule » :

il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige ; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse ; il ne détruit point, il empêche de naître ; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industrieux, dont le gouvernement est le berger (*Ibid* : 386).

Tocqueville met ensuite sur la table la contradiction entre deux passions ennemies : « le besoin d'être conduits et l'envie de rester libre ». C'est dans l'optique de conjuguer et de satisfaire l'un et l'autre de ces instincts indestructibles qu'une forme de pouvoir est imaginée :

un pouvoir unique, tutélaire, tout-puissant, mais élu par les citoyens. Ils combinent la centralisation et la souveraineté du peuple [...]. Ils se consolent d'être en tutelle, en songeant qu'ils ont eux-mêmes choisi leurs tuteurs. Chaque individu souffre qu'on l'attache, parce qu'il voit que ce n'est pas un homme ni une classe, mais le peuple lui-même, qui tient le bout de la chaîne (*Ibid* : 386).

Cette « sujétion dans les petites affaires », qui se manifeste au quotidien, mène l'ensemble des citoyens à « renoncer à l'usage de leur volonté » et « éteint peu à peu leur esprit », à force de contrariété. La rareté de l'usage du libre arbitre qui ne se manifeste qu'au moment de choisir les représentants élus ne fait pas le poids pour contrebalancer cette tendance. Elle « n'empêchera pas qu'ils ne perdent peu à peu la faculté

de penser de sentir et d'agir par eux-mêmes, et qu'ils ne tombent ainsi graduellement au-dessous du niveau de l'humanité » (*Ibid* : 387).

Le paradoxe liberté/égalité dans la démocratie américaine se manifeste aussi dans la forme politique elle-même : introduction de la « liberté dans la sphère politique » et accroissement du « despotisme dans la sphère administrative ». L'État accapare de « petites affaires où le bon sens suffit » alors qu'on confie « d'immenses prérogatives » à des citoyens élus qui composent le « gouvernement de tout l'État » :

Il est, en effet, difficile de concevoir comment des hommes qui ont entièrement renoncé à l'habitude de se diriger eux-mêmes pourraient réussir à bien choisir ceux qui doivent les conduire ; et l'on ne fera point croire qu'un gouvernement libéral, énergique et sage, puisse jamais sortir des suffrages d'un peuple de serviteurs (*Ibid* : 388).

Ce paradoxe s'édifie dans une constitution « républicaine par la tête, et ultra-monarchique dans toutes les autres parties ». D'un côté, Tocqueville qualifie une telle constitution de « monstre éphémère », qui mène soit à la création d'institutions plus libres, soit à l'assujettissement à un seul maître. D'un autre côté, il présume qu'« [a]près avoir épuisé tous les différents systèmes d'élection, sans en trouver un qui leur convienne, [les citoyens] s'étonnent et cherchent encore ; comme si le mal qu'ils remarquent ne tenait pas à la constitution du pays bien plus qu'à celle du corps électoral » (*Ibid* : 388).

Ainsi, selon l'interprétation de Nicolas Arens, « le péril de la démocratie, sa corruption, c'est de brimer liberté et autonomie de l'individu, de figer la réalité sociale, de refuser son mouvement et d'y imposer un égalitarisme fixant la liberté » (Arens, 2015 : 196). Umberto Coldagelli commente ce « dualisme substantiel entre la démocratie et la liberté » chez Tocqueville. D'après lui, on retrouve d'un côté « le mouvement vers "l'égalité des conditions", c'est-à-dire la mobilité sociale qui renverse la priorité ontologique de la société organique en priorité logique des individus dans la société contractuelle » (Coldagelli cité par Tronti, 2019 : 207). Ce mouvement est décrit « dans toute sa force autonome "providentielle", qui pénètre au plus profond des mentalités collectives en déterminant le primat incontesté de la notion de "semblable" et en dissolvant l'idée même d'altérité sociale ». C'est ce que Coldagelli nomme « le triomphe de cette "sorte d'égalité imaginaire" qui se révèle bien plus forte que toutes les inégalités réelles pourtant destinées à subsister ». De l'autre côté, il y a la « valeur de liberté », qui est aussi providentielle « au sens où elle s'empare des hommes comme une grâce, un don inégalement distribué et, précisément en vertu de cela, socialement fécond ». Il ajoute que la liberté, pour Tocqueville, « ne se résume pas à ses déterminations historiques : elle est un a priori, un "goût sublime" [...] qui ne peut être soumis à l'analyse ».

On peut rétorquer que l'usage de l'expression « démocratie tyrannique » employée par Tocqueville a été qualifiée par lui-même un peu plus tard « d'absurdité palpable » (Tocqueville cité par Arens, 2015 : 185-186) et, qu'en ce sens, on a tort de placer l'esquisse de ce risque au centre de la pensée de l'auteur. Claude Lefort souligne d'ailleurs très justement « son sens de l'ambiguïté et de la complication, son souci de revenir sur ses énoncés principaux, son pouvoir de déchiffrer le fait singulier et d'en extraire une vérité qui met en défaut la logique de son argument » (Lefort, 1992 : 57-58). Tronti semble également commettre la faute que reproche Jacques Rancière à plusieurs critiques de la démocratie contemporaine qui se réclament de Tocqueville, à savoir qu'il réduit « ses deux gros livres à deux ou trois paragraphes d'un seul chapitre du second qui évoque le risque d'un despotisme nouveau » afin de faire de Tocqueville « le prophète du despotisme démocratique et le penseur de la société de consommation » (Rancière, 2005 : 27). Tronti prend en effet au sérieux une certaine interprétation libérale et individualiste de l'analyse tocquevillienne, que Serge Audier désigne comme les « néo-tocquevilliennes » : c'est « à la fin des années soixante-dix, avec le déclin du marxisme, que s'est véritablement imposée en France une conception néo-tocquevillienne accordant une importance centrale au processus d'émancipation de l'individu à l'égard des traditions et hiérarchies traditionnelles » (Audier, 2004 : 226). Cependant, la démarche trontienne est différente. Elle s'intéresse moins à chercher dans *De la démocratie en Amérique* une compréhension pointue de la problématique contemporaine de l'individualisme, comme c'est le cas pour Louis Dumont (1979) ou Gilles Lipovetsky (1983), ou les dangers qu'il peut poser pour la république, comme c'est le cas pour Richard Sennett (1979), qu'à mettre le doigt sur une contradiction fondamentale de la société contemporaine dans laquelle toutes perspectives révolutionnaires sont actuellement bloquées, en cherchant une avenue pour réorganiser une partie contre le tout.

Prenant acte de l'alternative soulignée par Tocqueville entre la liberté démocratique et la tyrannie démocratique, Tronti constate le paradoxe de la société contemporaine qui nous livre la « tyrannie de la liberté démocratique » dans un monde unidimensionnel. Cette contradiction au sein de la société démocratique du XIXe siècle évolue jusqu'au XXe, et l'opposition entre liberté et société, « liberté individuelle et société démocratique » chez Tocqueville, prend un autre visage.

3.1.2 Kelsen et la liberté de la personne État

Tronti se tourne vers Hans Kelsen pour compléter la critique entreprise par Tocqueville et l'actualiser au XXIe siècle. Pour situer le juriste viennois, il s'inscrit au XXe siècle dans le courant du positivisme juridique (Viala, 2011). D'après Norberto Bobbio, Kelsen a le

dessein de porter la science du droit au niveau des autres sciences, en poursuivant l'idéal de l'objectivité et de l'exactitude, qui s'accompagne d'une conception irrationaliste des valeurs tout aussi radicale que celle de Pareto et de Weber ; s'il veut réussir dans son intention de construire une théorie universellement valide, le scientifique doit se le tenir le plus possible éloigné des jugements de valeur, justement parce que les valeurs représentent la sphère de l'irrationnel (Bobbio, 1998 : 213).

De cette démarche découle une compréhension de la démocratie qui débarrasse celle-ci de différentes fictions, dont la volonté générale, l'unité politique et l'intérêt objectif de l'État (Baume, 2007 : 10). Dans cet esprit positiviste, l'État est un ordre juridique, c'est-à-dire un ensemble de procédures, de normes et de fonctions. Kelsen définit l'idée de démocratie ainsi : « Idéalement, la démocratie est une forme d'État ou de société dans laquelle la volonté générale est formée, ou — sans l'image — l'ordre social créé par ceux qu'il est appelé à régir, — le peuple » (Kelsen, 2004 : 13). L'« image » de la volonté générale comme expression d'un « ordre étatique objectif » indépendant de la volonté des individus est, selon le juriste, en contradiction avec le contrat social de Rousseau (*Ibid* : 11-12).

Tronti avance que là où Tocqueville clôt son propos sur la contradiction entre l'égalité et la liberté, Kelsen l'ouvre au premier chapitre de *La démocratie*, texte de 1929, qui s'intitule « La liberté » en apportant une seconde critique libérale de la démocratie :

Les transformations de l'idée de liberté — qui, ayant à l'origine signifié la liberté de l'individu de toute domination étatique, en arrive à signifier sa participation au pouvoir étatique — marquent en même temps la séparation de la démocratie d'avec le libéralisme (*Ibid* : 9).

La démocratie serait en contradiction avec le libéralisme, dans la mesure où « les sujets de l'ordre étatique participent à sa création, l'idéal démocratique n'a plus rien à voir avec la mesure dans laquelle cet ordre étatique saisit les actes des individus qui le créent, c'est-à-dire avec le degré jusqu'auquel il restreint leur "liberté" » (*Ibid* : 9). La logique de Kelsen est la suivante : le principe de démocratie implique que l'ordre étatique soit créé par les individus qui y sont assujettis, même si les libertés individuelles et l'« idéal libéral » sont supprimés. Cela repose sur la discordance inévitable entre la volonté de l'individu et l'ordre étatique. De la première découle la revendication de la liberté alors que le second « se dresse en face de lui comme une volonté étrangère ». C'est ainsi que la liberté de la collectivité s'impose au premier plan et fait reculer la liberté individuelle.

En raison de cette discordance, même dans un État démocratique, où elle n'est réduite que de façon approximative à un minimum, une nouvelle transformation s'opère dans l'idée de liberté politique. On se

retrouve alors en présence des deux passions ennemies de Tocqueville qui se conjuguent de la même manière :

Non plus qu'aucun autre système politique, la démocratie ne saurait éviter que des hommes soient commandés par leurs semblables. Mais la conscience politique proteste contre cette domination. Le conflit se résout par un transfert : construisant une mystérieuse volonté collective et une personne collective presque mystique distinctes des volontés et des personnalités individuelles, c'est elle que l'on présente comme le sujet du pouvoir politique : c'est d'elle, — la personne anonyme État — et non plus de l'individu en chair et en os, que l'on fait émaner l'*imperium* (*Ibid* : 10).

Frédéric Lordon nous éclaire sur la notion d'*imperium*. À partir du *Traité politique* de Spinoza, il le désigne comme « ce droit que définit la puissance de la multitude, [...] seule force capable de contenir dans la durée les tendances centrifuges que la servitude passionnelle, en sa part de disconvenance, n'en finit pas de créer » (Lordon, 2015 : 29). Il ajoute qu'« [i]l n'est pas de communauté humaine de taille significative qui ne se forme sans projeter au-dessus de tous ses membres des productions symboliques de toutes sortes, que tous ont contribué à former quoiqu'ils soient tous dominés par elles » (*Ibid* : 62).

Alors que, dans une autocratie, le sujet du pouvoir est une personne seule, dans une démocratie, c'est l'État lui-même qui l'est, ce que Kelsen désigne comme la personnification de l'État, « un voile qui dissimule le fait, insupportable à la sensibilité démocratique, d'une domination de l'homme sur l'homme » (Kelsen, 2004 : 11). L'individu doit aliéner sa liberté pour la remplacer par la souveraineté du peuple et, donc, par la liberté de la « personne État » : « Si les citoyens ne sont libres que dans leur ensemble, dans l'État, il est logique [...] que ce soit la personne État qui soit libre, et non plus chaque citoyen [...]. Le mot d'ordre n'est plus l'individu libre, mais l'État libre » (*Ibid* : 12). On reconnaît ici la conception personnaliste de l'État formulée par Emmanuel Kant pour « dissocier l'État de la personne du souverain et de l'identifier avec les citoyens » (Sckell, 2015 : 57). On retrouve également la conception rousseauiste du rapport entre liberté individuelle et volonté générale. Kelsen pousse d'ailleurs cette dernière jusqu'à sa limite en l'appliquant à la démocratie directe, au sein de laquelle « même si le peuple qui dégage directement la volonté générale, même alors l'individu n'est libre qu'un instant, au moment du vote, et encore s'il a voté avec la majorité qui l'emporte et non la minorité qui succombe » (Kelsen, 2004 : 5). Cette contradiction fondamentale le conduit à mettre de l'avant le principe d'identité : « Démocratie signifie identité du sujet et de l'objet du pouvoir, des gouvernants et des gouvernés, gouvernement du peuple par le peuple » (*Ibid* : 14).

On peut encore une fois reprocher à Tronti de ne pas s'intéresser au fait que, malgré cette critique, Kelsen défend tout de même la démocratie et le parlementarisme, tant que « [l]e degré suprême de liberté individuelle possible — qui s'approche le plus de l'idéal d'autodétermination compatible avec l'idéal d'un ordre social — est garanti par le principe selon lequel toute modification de l'ordre social nécessite le consentement à la majorité simple des sujets de l'ordre » (Kelsen, 1997 : 335). Le juriste nuance ainsi davantage son propos lorsqu'il aborde ce qu'il désigne comme la démocratie réelle :

La métamorphose de l'idée de liberté marque la transition de l'idée démocratique à la démocratie réelle. Pour comprendre l'essence de la démocratie, il faut avoir à l'esprit l'antithèse idéologie et réalité : l'importance en ce problème en est capitale. Nombre de divergences et de malentendus qui renaissent indéfiniment dans les discussions qu'il soulève, tiennent à ce que les adversaires ne considèrent jamais qu'un côté du phénomène, les uns l'idée, les autres la réalité, alors que, pour le saisir dans son intégralité, il faudrait rapporter ces deux éléments l'un à l'autre, éclairant la réalité par l'idéologie qui la domine, l'idéologie par la réalité qui la supporte (Kelsen, 2004 : 13).

Cette considération sur l'idéal et le réel n'est pas éloignée de la définition gramscienne de l'idéologie comme « conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective » (Gramsci, 2022 : 325), donc la *praxis*. Elle est également proche des deux thèses que Maurice Godelier développe une cinquantaine d'années après, à savoir que « [l]es idées mènent le monde parce qu'elles façonnent à l'origine les réalités sociales et poussent les sociétés et leur histoire dans un certain sens » mais qu'« [u]ne société ne se réduit pas aux idées que ses membres peuvent s'en faire. Il existe hors de la pensée des réalités qui s'en distinguent et ont plus de poids qu'elle dans l'histoire » (Godelier, 1978 : 155). Kelsen, proche du socialisme réformiste, propose d'ailleurs plus tard une série de réformes pour améliorer le parlementarisme. Ce qui importe pour lui, c'est ce qu'il nomme la liberté spirituelle, c'est-à-dire la liberté de conscience et d'opinion, la liberté religieuse, bien davantage que la liberté économique libérale.

Tronti ne nie pas les tentatives de Kelsen pour résoudre la contradiction entre la « liberté naturelle » qui « signifie uniquement : la libération de tout lien social » et la « liberté sociale » qui « signifie la libération de la légalité naturelle » (Tronti, 2019 : 208) en traduisant la « liberté » en l'expression spécifique de la légalité sociale, « c'est-à-dire éthico-politique et juridique ou étatique » (Kelsen, 2004 : 3). Mais l'auteur italien répond cependant que l'histoire a prouvé le contraire, à savoir que

nous savons aujourd'hui, après tout le vingtième siècle, que cette solution, cette conciliation, n'a eu lieu dans aucun système politique, ni totalitaire, ni autoritaire, ni démocratique. Celui-là même, nous le savons, nous le voyons, qui reproduit sous des formes belles, pacifiques, consensuelles, au sein de la légalité sociale, la même séparation et opposition entre le juridique ou étatique et éthico-politique (Tronti, 2019 : 208-209).

Tronti retient donc de Hans Kelsen la discordance entre la volonté de l'individu et l'ordre étatique, c'est-à-dire l'opposition entre, d'un côté, la liberté individuelle et l'idéal libéral et, de l'autre, l'assujettissement des individus à un État démocratique, sous la forme d'une identité entre gouvernants et gouvernés.

3.1.3 Carl Schmitt et le paradoxe de la démocratie

À l'opposé du positivisme juridique de Kelsen, on retrouve Carl Schmitt, juriste et philosophe allemand, membre du parti nazi de 1933 à 1936. Ce « penseur autoritaire dans un régime libéral » (Beaud, 1995 : 27) souligne le fondement subjectif du politique à partir de ses limites définies à travers l'espace extra-juridique qu'est l'État d'exception : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle » (Schmitt, 1988 : 15). C'est sur cette base qu'il critique les conceptions du positivisme juridique qui identifient l'État au système juridique. Il propose une analyse des formes de gouvernement à partir de l'hypothèse d'une condition de crise de l'État moderne et le motif du développement de ce dernier est la sauvegarde de la souveraineté, considérée comme son fondement. La conception schmittienne de l'État a donc pour prémisse le principe d'obéissance à l'autorité légalement constituée et la légitimité traditionnelle de l'État face à sa crise, c'est-à-dire la nécessité de garantir la continuité de l'ordre constitué (Recano, 2017). La polémique entre les deux auteurs se joue ainsi autour des questions de légalité et de légitimité⁹. Pour Schmitt, la constitution de la souveraineté ne peut pas être dérivée d'une norme fondamentale. Au contraire, elle présuppose un élément subjectif : l'autorité, qui produit matériellement la normalité/légalité et ses éléments, l'ordre et la sécurité, en tant qu'espace de possibilité pour la production de la norme, par une décision originale. Si, pour Kelsen, la constitution fournit le cadre normatif de légitimité dans lequel s'exerce la souveraineté du peuple, celle-ci en est une condition, pour Schmitt, la constitution est fondée sur l'exercice de la souveraineté par le peuple en tant que décision et est donc l'expression de l'ordre normatif de légitimité qu'elle fonde de manière autonome.

⁹ Voir notamment Zanon (1991); Vinx (2015) ; Ramel (2009) ; Dyzenhaus (1997).

Tronti souligne toutefois un point de convergence entre les deux auteurs « divisés sur tout » : ils sont « fondamentalement unis dans la critique de la démocratie, ou plutôt dans le démêlage de l'énigme démocratique » (Tronti, 2005 : 18).

Dans la *Théorie de la constitution*, texte également publié en 1929, lorsque Carl Schmitt aborde la démocratie, c'est de l'État démocratique qu'il parle, la démocratie comme forme d'État (*Staatsformen* ici traduit par forme de gouvernement) :

L'hétérogénéité des formes de gouvernement (*Staatsformen*) vient de ce qu'il existe deux principes opposés de configuration politique dont la réalisation confère sa forme concrète à toute unité politique. L'État (Staat) est un *status* déterminé d'un peuple, et même le *status* d'unité politique. La forme de gouvernement (*Staatsform*) est le genre spécifique de configuration de cette unité. Le sujet de toute détermination sur la notion d'État est le peuple. Mais le peuple peut atteindre et conserver l'état d'unité politique de deux manières différentes. Il peut être capable d'agir politiquement déjà par sa simple existence immédiate — en vertu d'une homogénéité forte et consciente, en raison de frontières naturelles précises ou pour toute autre raison. Il est alors une unité politique en tant que puissance réelle dans son *identité* immédiate lui-même (Schmitt, 1993 : 342)

On se retrouve ainsi encore une fois avec le principe d'identité :

La démocratie est une forme de gouvernement (*Staatsform*) répondant au principe de l'identité (celle du peuple concrètement existant avec lui-même en tant qu'unité politique). Le peuple est sujet du pouvoir constituant et se donne à lui-même sa constitution (*Ibid* : 361).

Schmitt identifie une contradiction entre le principe d'identité et celui de représentation :

Ce principe de l'identité du peuple toujours existant avec lui-même en tant qu'unité politique repose sur le fait qu'il n'y a pas d'État sans peuple et qu'il doit donc toujours exister concrètement un peuple comme entité préexistante. Le principe opposé part de l'idée que l'unité politique d'un peuple en tant que telle ne peut jamais être présente sous une identité réelle et qu'elle doit donc toujours être représentée (*repräsentieren*) personnellement par des hommes. Toutes les distinctions entre de véritables formes de gouvernement — de quelque type qu'elles puissent être, monarchie, aristocratie et démocratie, monarchie et république, monarchie et démocratie, etc. — se ramènent à cette opposition décisive entre identité et représentation (*Repräsentation*). [...] Là où le peuple apparaît comme sujet du pouvoir constituant, la forme politique de l'État se détermine d'après l'idée d'une identité ; la nation est là ; elle ne doit ni ne peut être représentée, une idée qui donne leur caractère irréfutable d'un point de vue démocratique aux développements souvent cités de Rousseau (*Ibid* : 342).

Puis, comme Kelsen, il conclut que la démocratie implique nécessairement l'identité du sujet et de l'objet du pouvoir :

La démocratie, tant comme forme de gouvernement (*Staatsform*) que comme forme gouvernementale (*Regierungsform*) ou de législation, est l'identité du dominant et du dominé, du gouvernant et du gouverné, de celui qui commande et de celui qui obéit (*Ibid* : 372).

Cette considération est même centrale à sa définition du principe d'identité :

Le mot d'« identité » est utile pour la définition de la démocratie parce qu'il caractérise l'identité englobante du peuple homogène, c'est-à-dire qui inclut gouvernants et gouvernés, et qu'il nie la différence entre gouvernants et gouvernés qui s'établit dans les autres formes de gouvernement. Notons à ce sujet que la différence entre représentants (*repräsentieren*) et être représenté n'entre pas en ligne de compte ici : ce ne sont pas les gouvernants qu'on représente, mais l'unité politique dans son ensemble. [...] Dans son ensemble et dans chaque détail de son existence politique, la démocratie présuppose un peuple homogène en soi qui a la volonté d'exister politiquement (*Ibid* : 372-373).

Schmitt critique le parlementarisme en tant que conception libérale de la démocratie. Il établit une distinction claire entre le parlementarisme et la démocratie : dans le parlementarisme, c'est le principe de représentation qui prédomine ; dans la démocratie, c'est le principe d'identité. Il souligne également l'incontournable principe d'homogénéité dans un État démocratique :

Toute démocratie véritable repose sur le fait que non seulement ce qui est semblable reçoit un traitement semblable, mais encore — conséquence inévitable — que ce qui est non semblable ne jouit point d'un traitement semblable. Dans la démocratie entre donc nécessairement comme ingrédient, pour commencer, l'homogénéité, et ensuite, si besoin est, la mise à l'écart ou l'exclusion de l'hétérogène (Schmitt, 1988 : 105).

À ce sujet, Chantal Mouffe avance que, selon Schmitt,

l'homogénéité s'inscrit au cœur même de la conception démocratique de l'égalité, dans la mesure où il doit s'agir d'une égalité *substantielle*. Pour lui, la démocratie exige une conception de l'égalité en tant que substance et ne peut s'accommoder de conceptions abstraites comme celles des libéraux, puisque "la similitude est intéressante et valable seulement tant qu'elle possède une substance et qu'il subsiste, pour cette raison, du moins la possibilité et le risque d'une dissimilitude". Pour être traités en égaux, les citoyens doivent, dit-il, participer d'une substance commune (Mouffe, 2016 : 45).

En effet, Carl Schmitt « rejette l'idée selon laquelle une égalité de tous les hommes puisse servir de fondement à un État ou à quelque mode de gouvernement que ce soit » (*Ibid* : 45). Il considère que cette conception de l'égalité propre à l'individualisme libéral n'est pas une forme politique dans la mesure où elle ne peut exister sans la possibilité d'une inégalité. Giacomo Marramao souligne ici que le désaccord entre Kelsen et Schmitt sur l'homogénéité et l'hétérogénéité du peuple :

alors que, pour Kelsen, le peuple n'était rien d'autre qu'une illusion « métapolitique » visant à cacher un « plurivers » d'intérêts, d'ethnies, de cultures, pour Schmitt, l'unité du *Volk* constituait au contraire le présupposé existentiel de toute unité politique (d'où le singulier pastiche qu'est la *Verfassungslehre* [Théorie de la constitution] de Schmitt, avec sa tentative de composition entre la « démocratie de l'identité » de Rousseau et la doctrine du pouvoir neutre de Benjamin Constant, adversaire historique de Rousseau) (Marramao, 1995 : 79).

À ce sujet, Mouffe ajoute que

Schmitt affirme qu'il existe une opposition insurmontable entre l'individualisme libéral, avec son discours moral centré sur l'individu, et l'idéal démocratique, qui est essentiellement politique, et vise à créer une identité fondée sur l'homogénéité. Le libéralisme nie la démocratie et la démocratie nie le libéralisme, déclare-t-il, puisqu'elle consiste en l'articulation entre démocratie et libéralisme, la démocratie parlementaire est donc un régime non viable (Mouffe, 2016 : 46).

Carl Schmitt va au bout de son idée sur cette incompatibilité entre le libéralisme et la démocratie, comme le souligne Stanley L. Paulson :

Non seulement la démocratie doit être perçue comme une alternative au libéralisme, mais encore, ajoute Schmitt, « il n'y a aucune incompatibilité entre la démocratie et la dictature ». En effet, « au cœur de la démocratie », il y a l'identité, « l'identité du droit et de la volonté du peuple » (Paulson, 1995 : 244).

Bien que Kelsen et Schmitt ne s'entendent pas du tout sur la viabilité de la démocratie parlementaire, l'un et l'autre soulignent le même paradoxe entre la liberté individuelle et la démocratie de même que l'inévitable identité entre le peuple gouverné et gouvernant.

3.1.4 Des concepts pour la critique

En résumé, Mario Tronti tire de ces lectures les concepts-clés à partir desquels il fonde sa critique de la démocratie politique. Chez Tocqueville comme chez Kelsen et Schmitt, il retient la contradiction entre la démocratie et la liberté et la contradiction fondée sur l'identité entre gouvernants et gouvernés dans un

État ou une société démocratique. Pour fonder sa critique, il aborde principalement les thèmes du peuple, de l'identité et de la liberté.

3.2 De la démocratie en Occident

Mario Tronti propose de « réécrire aujourd'hui *De la démocratie en Amérique* comme "De la démocratie en Occident" » (Tronti, 2019 : 190). Il doit, pour ce faire, s'inspirer des catégories critiques de la démocratie et les distendre de manière à développer une compréhension du présent. Ainsi aborde-t-il tour à tour les problématiques de l'identité entre dirigeants et dirigés et de la massification pour ensuite définir le sujet politique de la démocratie et la notion de peuple. Cela lui permet enfin d'aborder la problématique de la liberté dans sa contradiction avec la démocratie contemporaine.

3.2.1 Identité, homogénéité, massification

« Quiconque a la différence à cœur ne peut plus se dire démocrate » (*Ibid* : 193-194). Mario Tronti élabore sa critique de la démocratie politique pour expliquer comment cette dernière élimine la possibilité de l'affirmation d'une partie contre le tout. Selon lui, la démocratie tend à l'« identité des vues » : « L'américanisation de l'Europe, après l'ère des guerres civiles du vingtième siècle — "l'identité de vues" entre Europe et Amérique — est la même chose que le processus de démocratisation » (*Ibid* : 194). Le théoricien italien met alors le doigt sur l'identité entre le souverain et le peuple pour expliquer cette tendance à l'identité des vues :

Le *demos* et le *kratos* sont tous deux des entités uniques et sans ambiguïté, qui ne sont pas doubles, ni divisées, ni divisibles. La démocratie, comme on le sait, présuppose une identité du souverain et du peuple : peuple souverain, souveraineté populaire, comme le dit la doctrine (Tronti, 2005 : 16).

Cette identité, soulignée par le passé par Tocqueville, Kelsen et Schmitt, tend à homogénéiser et à massifier la population de manière à supprimer les différences : « Il y a dans la démocratie une vocation identitaire hostile à la déclinaison de toute différence, et à tout ordre de différence ». C'est ce qu'il considère comme une « sorte de *biopolitique de masse*, dans laquelle la singularité est autorisée en privé mais refusée en public » ou encore une « sorte d'autodictature, cette sorte de tyrannie sur soi-même, qui est la forme contemporaine de cette brillante idée moderne qu'était la servitude volontaire » (*Ibid* : 22). Il en résulte une « masse identitaire », Cette massification est le passage des « masses » à une masse uniforme :

Les masses constituaient un fond social articulé, au sein duquel il y avait les composantes qui définissaient les masses, c'est-à-dire les classes sociales, et les expressions des classes sociales à travers des formes politiques telles que les syndicats et les partis. Au contraire, c'est cette masse indistincte qui deviendra de plus en plus le lieu du choix démocratique (Tronti, 2007).

Au XXe siècle, deux façons de créer l'unité nationale ont été mises de l'avant en Occident. La nationalisation des masses dans les régimes totalitaires, d'abord, qui, selon George L. Mosse, consiste à convertir une partie de la population à une « religion laïque » comme « façon de penser le monde à travers le mythe et le symbole, exprimer leurs espoirs et leurs craintes pour les formes et cérémonies liturgiques » (Mosse, 1975). Selon Enzo Traverso,

La nationalisation des masses s'exprime dans un ensemble de rites collectifs – manifestations patriotiques, culte des martyrs, célébration de fêtes nationales, monuments, drapeaux et hymnes – qui trouvent leur accomplissement liturgique dans les discours de Mussolini sur la Piazza Venezia, à Rome, et de Hitler au stade Zeppelin de Nuremberg. Autrement dit, le fascisme devenu régime illustre de manière éloquente un phénomène typique de la modernité : la transformation du nationalisme en religion civile (Traverso, 2008 : 13).

La socialisation des masses, quant à elle, consiste à passer

de la phase de nationalisation et de socialisation des masses à une forme de massification de la société et de l'État. Un changement où la nationalisation ou la socialisation, auparavant des processus distincts, ne font plus qu'un sous la forme d'une massification de la société et de l'État (Tronti, 2007).

Pour Tronti, dans la société démocratique, c'est la « "moyenneté" qui fait masse : voilà la démocratie » (Tronti, 2019 : 192). Cette massification/moyennisation se fait au sein d'institutions libres, c'est-à-dire qu'elle n'est pas imposée et acceptée, comme c'était le cas avec l'État totalitaire ; elle est autoproduite et pratiquée à travers le libre marché. C'est la mondialisation des masses ou plutôt de la masse. L'homogénéisation et la massification a une figure hégémonique, celle du « bourgeois-masse » :

Le bourgeois-masse : voilà la figure hégémonique résiduelle qui émerge, dans la modernité tardive, de plusieurs siècles de capitalisme. Un sens commun intellectuel incarné sous forme de peuple. Une mentalité moyenne-bourgeoise, étendue, diffuse, articulée, intériorisée. Dominante car individualisée et massifiée en même temps. Exactement comme la forme marchandise, lorsqu'elle passe de la production à la consommation. C'est la passion de la marchandise, non celle de la liberté, qui désire la démocratie (*Ibid* : 192).

Il ajoute :

Démocratie et bourgeoisie, donc. Moyenne bourgeoisie, autrement dit aujourd'hui bourgeoisie de masse, réflexive et acculturée. Il n'y a plus de séparation, et encore moins d'opposition, entre *bourgeois** et *citoyen**. Autant le bourgeois est l'homme social moyen, autant le citoyen est l'homme politique moyen. La « moyenneté » qui fait masse : voilà la démocratie (*Ibid* : 192).

Cette figure du bourgeois-masse est complétée par la fin du conflit de classe, qui contribuent à scinder l'identité entre le souverain et le peuple, entre dominant et dominé :

Dans une longue phase de la modernité, au XIXe puis surtout au XXe siècle, on a répondu à cette identité du souverain et du peuple par une sorte d'esprit de scission donné par une société divisée en classes, qui mettait évidemment le doigt sur la fausseté idéologique de cette identité, ou plutôt sapait sa structure conceptuelle même. Ainsi, dans cette phase, la division même des pouvoirs, au sein d'un appareil qui tentait la grande transition du libéralisme à la démocratie, puis à la conjugaison du libéralisme et de la démocratie, s'est avérée être un masque, un masque d'unité de pouvoir aux mains d'une classe » (Tronti, 2005 : 16).

Cette masse identitaire en vient, en quelque sorte, à devenir à la fois classe dominante et classe dirigeante : « La masse identitaire a vaincu, gouverne, même si elle ne commande pas » (Tronti, 2019 : 194).

3.2.2 L'*homo democraticus*

Des penseurs du libéralisme et des économistes ont, tour à tour, forgé la figure de l'*homo oeconomicus*, abstraction d'un individu autonome et rationnel. Reprenant le concept de John Stuart Mills, Vilfredo Pareto fait de cette abstraction une nécessité subjective pour toute recherche : « La mécanique rationnelle, quand elle réduit les corps à de simples points matériels, l'économie pure, quand elle réduit les hommes réels à l'*homo oeconomicus*, se servent d'abstractions parfaitement semblables » (Pareto, 1963 : 17).

Comme le résume Gilbert Rist :

L'*homo oeconomicus* se présente donc comme un individu rationnel, c'est-à-dire calculateur, qui dispose de ressources rares, qui peuvent être affectées à des usages différents, mais dont les besoins sont illimités, qui effectue ses choix en fonction de son intérêt propre, et qui cherche donc à obtenir la plus grande satisfaction avec le minimum d'effort. C'est un consommateur, mais non pas un citoyen (Rist, 2010 : 51).

Cette opposition postulée par nombre de critiques de l'économie néo-classique entre consommateur et citoyen est importante puisqu'elle nous conduit à Joseph Schumpeter. Dans son ouvrage *Capitalisme, socialisme et démocratie*, ce dernier développe une compréhension fonctionnelle de la démocratie qui

s'éloigne des idées d'intérêt général et de bien commun. Selon lui : « Les procédés appliqués à la fabrication des problèmes passionnant l'opinion, puis de la volonté populaire dans chaque cas d'espèce sont exactement similaires à ceux mis en œuvre par la publicité commerciale » (Schumpeter, 1990 : 347). Bien qu'il se tienne éloigné de la vision néo-classique du marché (Dannequin, 2003 : 83), l'auteur défend l'idée d'un marché politique, comme nous le présente Lucien-Pierre Bouchard :

Avec Schumpeter, la démocratie devient un marché politique. L'auteur applique littéralement à la vie politique ses thèses sur le fonctionnement du capitalisme. La bataille pour la direction politique remplace la concurrence industrielle, l'électeur tient le rôle du consommateur, le politicien, celui de l'entrepreneur, le parti, celui des entreprises, et le profit se calcule en pouvoir (Bouchard, 2000 : 80).

Comme le souligne Fabrice Dannequin, « La dynamique sociétale [que décrit Schumpeter] se fonde ainsi sur une primauté de l'économique sur le politique. Il nous semble même [qu'il] s'engage dans une véritable "neutralisation" du politique » (Dannequin 2003 : 83). Plus encore, Schumpeter souligne le caractère intime, voire indissociable du capitalisme et de la démocratie moderne :

Historiquement, la démocratie a grandi en même temps que le capitalisme et en relation causale avec lui. Mais il en va de même pour la pratique démocratique : la démocratie, au sens de notre théorie du commandement concurrentiel, a présidé à la série des transformations politiques et institutionnelles au moyen desquelles la bourgeoisie a remodelé et, à son point de vue, rationalisé la structure sociale et politique antérieure à l'avènement de cette classe, la méthode démocratique ayant été l'instrument de cette reconstruction. Nous avons constaté que la méthode démocratique fonctionne également (et particulièrement bien) dans certaines sociétés pré-capitalistes et extra-capitalistes. Cependant la démocratie moderne est un produit du processus capitaliste (Schumpeter, 1990 : 391).

C'est ici que Tronti prend la balle au bond. Il avance que « *L'homo democraticus* c'est *l'homo oeconomicus* dans l'ère de la neutralisation et de la dépolitisation » (Tronti, 2000 : 168). Pour lui, « La démocratie réelle a réussi là où le socialisme réel a échoué : elle a créé l'homme nouveau [...] sous la figure du dernier homme. Ce n'est pas un hasard si, justement de son propre point de vue, elle a déclaré la fin de l'histoire en son sein » (Tronti, 2019 : 161). La force de la figure de *l'homo democraticus* tient de la massification de l'identité des vues en démocratie : « "Le dernier homme" — *l'homo oeconomicus democraticus* — a vaincu : parce qu'il n'est plus seulement le citoyen commun des mortels, il est la grande personnalité du leader. Il n'est plus seulement l'homme du peuple, il est la figure du prince » (Tronti, 2000 : 239). L'homme nouveau du socialisme réel était au contraire un idéal à l'opposé de l'ouvrier réel : « L'homme nouveau ne pouvait

être le travailleur stakhanoviste, individu singulier surproducteur dans un système à très faible productivité » (Tronti, 2019 : 56). Pour Tronti, l'ouvrier réel demeure celui du « refus du travail », qui cherche à travailler le moins possible.

L'*homo democraticus* est le « dernier degré de dépolitisation de l'*homo æconomicus* » : « le glorieux citoyen de l'Occident s'est retrouvé, de fait, "sans volonté", à honorer démocratiquement le négatif » (Tronti, 2011a : 54). Ainsi, dans le même sens que la neutralisation du politique opérée par Joseph Schumpeter, Mario Tronti ne considère pas la démocratie comme une valeur à assumer. Au contraire, il avance que « les démocraties ont supprimé la politique, c'est-à-dire le mode de relation entre les hommes, sans pour autant s'occuper à nouveau de l'Homme, et même en le réduisant définitivement à une entité atomique technico-économique » (Tronti, 2000 : 168). Plus encore, cette dépolitisation fait de l'*homo democraticus* un « être entravé » : « l'homme non libre, qui adhère à une situation, avec la fausse conscience, en fait avec l'inconscience réelle, de sa liberté » (Tronti, 2019 : 42). Il ajoute :

Si nous ne parvenons pas à démasquer le faux-semblant de liberté par rapport au destin qui réside dans la figure présente, anthropologiquement déterminée, de l'*homo æconomicus* + *homo democraticus*, nous n'aurons jamais de vision exacte de la condition politique contemporaine (*Ibid* : 42).

Cette condition politique concerne le phénomène du populisme. On reconnaît l'*homo democraticus* dans « l'enthousiasme de l'être entravé, c'est-à-dire non libre, dans l'homme-masse qui s'identifie dans un chef, ou bien dans l'homme intégralement établi dans un absolu fondamentaliste » (*Ibid* : 42). Ce chef est le nouveau populiste.

3.2.3 Le peuple et le populisme

« Il n'est pas facile de dire, aujourd'hui, ce qu'est le peuple », dit Mario Tronti (2013 : 149) :

Nation et peuple naissent ensemble à l'époque moderne. Et c'est l'État moderne qui les « rassemble ». Il n'y a pas de nation sans État. Mais sans État, pas non plus de peuple. C'est important, d'un côté pour comprendre, de l'autre pour rapprocher le problème de l'époque qui nous concerne et nous implique. Parce que le thème est éternel. Biblique, avant même qu'historique (*Ibid* : 144).

Pour saisir ce qu'est le peuple, il entreprend de procéder, à l'instar d'Ernesto Laclau, à partir de la question du populisme : « Le populisme est au cœur de ce nœud de problèmes » (*Ibid* : 147). L'équivalence entre le

populism à l'américaine et le *narodnichestvo* russe dans les dernières décennies du XIXe siècle qui, sous des formes différentes, expriment la même orientation, confirme « la prévision toquevillienne selon laquelle l'Amérique et la Russie seraient les grands protagonistes historiques du XXe siècle [...]. C'est à partir de la crise du populisme que naît l'âge mûr de la démocratie en Amérique. C'est de la critique du populisme que naît la théorie et la pratique de la révolution en Russie » (*Ibid* : 147). Il réfère ici à la démarche de Lénine lorsqu'il critique les « amis du peuple » en 1894 et, avant lui, de Plekhanov en lutte contre les erreurs conceptuelles des populistes (Lénine, 2010). Ainsi, pour Tronti, le populisme est « la forme – une des formes –, sous laquelle se repropose périodiquement le problème non résolu de la modernité politique, à savoir le rapport entre gouvernants et gouvernés » (Tronti, 2013 : 148). À l'origine un phénomène qui apparaît dans « des sociétés les moins avancées », il se présente sous des formes inédites dans « les économies qui se disent post-industrielles, et les systèmes politiques qui se disent post-démocratiques » (*Ibid* : 148).

Selon Laclau, le populisme est une « manière de construire le politique » appliqué à « une logique sociale dont les effets sont transversaux » (Laclau, 2008 : 11). Pour saisir le phénomène, il prend pour unité référentielle, les « demandes », à partir de laquelle il élabore sa conception du peuple comme la « cristallisation d'une chaîne d'équivalences dans laquelle l'instance cristallisatrice a, dans son autonomie, autant de poids que la chaîne infrastructurelle de demandes qui a rendu son émergence possible » (*Ibid* : 115). Le peuple et son hégémonie serait ainsi des signifiants vides que le populisme remplit en construisant la rhétorique. Il ajoute que « le peuple, peut être conçu soit comme *populus* — ensemble de tous les citoyens —, soit comme *plebs* — ensemble des plus démunis », qui sont en relation mais pas nécessairement en contradiction :

Pour concevoir le peuple du populisme [...] nous avons besoin d'une *plebs* qui prétende être le seul *populus* légitime, c'est-à-dire d'une partie qui veuille jouer le rôle de la totalité de la communauté [...]. Dans le cas d'un discours institutionnaliste, [...] la différentialité exige d'être considérée comme le seul équivalent légitime : toutes les différences sont considérées comme également valides dans le cadre d'une totalité plus large. Dans le cas du populisme, cette symétrie est brisée : c'est une partie qui s'identifie au tout (*Ibid* : 101).

C'est ce que l'auteur argentin considère comme une « identité hégémonique » d'une totalité impossible ou idéale :

si nous avons un ensemble de pures différences, la totalité doit être présente dans chaque acte individuel de signification. La saisie conceptuelle de la totalité est la condition de la

signification comme telle. Mais deuxièmement, pour saisir conceptuellement cette totalité, nous devons saisir ses limites — c'est-à-dire que nous devons la différencier d'une chose autre qu'elle. Cependant, cette chose ne peut être qu'une nouvelle différence, et puisque nous parlons d'une totalité qui intègre toutes les différences, cette autre différence — qui fournit l'extérieur nous permettant de constituer la totalité — serait intérieure et non extérieure à cette totalité, serait donc impropre au travail de totalisation. Donc, en troisième lieu, le seul moyen possible d'avoir un véritable extérieur serait que l'extérieur ne soit pas seulement un élément parmi d'autres, un élément neutre, mais un élément exclu, une chose que la totalité expulse d'elle-même afin de se constituer (prenons un exemple politique : c'est en diabolisant une partie de sa population qu'une société parvient au sentiment de sa propre cohésion) (*Ibid* : 88).

Ainsi, pour Laclau :

le *populus* en tant que donné — en tant qu'ensemble des relations sociales telles qu'elles sont réellement — se révèle à lui-même comme fausse totalité, comme partie qui est source d'oppression. D'un autre côté, la *plebs*, dont les demandes partielles s'inscrivent dans l'horizon d'une totalité au sens plein — une société juste qui n'existe qu'idéalement —, peut aspirer à constituer un *populus* véritablement universel qui est nié par la situation existant réellement. C'est parce que ces deux visions du *populus* sont rigoureusement incommensurables qu'une certaine particularité, la *plebs*, peut s'identifier au *populus* conçu comme totalité idéale (*Ibid* : 116).

On retrouve ici la question fondamentale de la partie et du tout chère à Tronti. Pour ce dernier, « [c]'est le concept de classe qui fait du peuple une catégorie de la politique ». Il ajoute :

Avec la classe, le peuple devient sujet politique. Dès lors se déploie une histoire ambiguë, double, nullement linéaire, en ombre et lumière, en fulgurances de clarté et périodes de confusion. C'est le point de vue de classe qui fait du peuple un sujet politique. Sans classe, il n'y a pas, politiquement, de peuple. Il n'est que socialement. Ou nationalement. Qui sont deux formes de neutralisation et de dépolitisation du concept de peuple (Tronti, 2013 : 146-147).

Il s'agit bien sûr d'une conception partielle du peuple : une catégorie « de la politique qui nous intéresse, celle autonome par rapport à l'usage qu'en ont fait et qu'en font les forces dominantes » (*Ibid* : 146). En suivant cette conception, peuple et classe ont été indissociables à un certain moment : la classe/peuple prenait la place du signifiant vide et ne laissait pas cet espace au populisme. La « dissolution de l'idée et de la pratique de classe » et son remplacement dans le langage par des expressions comme « couches populaires », qui réfèrent à « un concept sociologique, une condition, une imposition, de présence sociale, qui est précisément imprenable, irréprésentable politiquement » qui ne peuvent être représentés que par des « positions anti-politiques » du populisme (*Ibid* : 147).

Ici, contrairement à Laclau, la classe/peuple est la négation du populisme et non une variante de ce dernier : « Dans la mesure où il y avait un peuple, il n’y avait pas de populisme. À la différence d’aujourd’hui où nous avons du populisme parce qu’il n’y a plus de peuple » (*Ibid* : 147). C’est sur cette base que Tronti tente alors de décrire le problème actuel du populisme, marquant le passage du moderne au post-moderne, qui désigne « une chose dont personne ne sait précisément ce qu’elle est, une terre de personne, mais pour ce que l’on peut déjà voir, un monde sans âmes, de corps seulement, mais virtuels, corps sans chair, appendices des machines, les seules créatures restées dotées d’intelligence » (*Ibid* : 150). Mario Tronti avance que, dans cette transition,

La dérive populiste, maladie sénile des sociétés avancées, exprime essentiellement tout cela dans son fond obscur. La forme politico-institutionnelle – et il serait plus correct de dire anti-politico-institutionnelle – est le nouveau Léviathan de la démocratie populiste. Un monstre nullement inoffensif, armé de cette violence subtile qu’est le consensus plébiscitaire, *macroanthropos* animalisé, revêtu des brillants atours du participatif, qui cachent la vie nue de la cession de souveraineté de la nouvelle plèbe au chef ultime, pas même charismatique (*Ibid* : 150-151).

Ainsi Tronti fait-il le pont entre populisme et démocratie. Il prévient : « Peuple et élite ne mènent pas au populisme. Ce qui mène au populisme, c’est un chef et une élite ». Cette conception de l’élite est reprise des théoriciens de l’école italienne de l’élitisme comme Vilfredo Pareto, pour qui : « Si l’on considère cet ensemble de qualités qui favorisent la prospérité et la domination d’une classe dans la société, on a ce que nous appellerons simplement *l’élite*. Cette élite existe dans toutes les sociétés et les gouverne, même quand le régime est en apparence celui de la plus large démocratie » (Pareto cité dans Portis, 1996 : 176). En opposition au pouvoir de la personnalisation qui profite à l’élite, il faut « reconstruire l’autorité des classes dirigeantes [...] à gauche et avec la gauche » (Tronti, 2013 : 152) et donc, en quelque sorte, relégitimer le politique et sa domination sur le cours normal des choses. De cette manière, on peut ressusciter le « sens authentique du concept politique de peuple : en le spécifiant et en le déterminant avec le concept social de travail » (*Ibid* : 152). Le peuple travailleur comme classe générale serait le dépassement de la classe ouvrière comme sujet révolutionnaire vaincu, avec une classe dirigeante comme élite dont la force politique ferait des travailleurs un peuple.

3.2.4 La tyrannie de l’opinion

Pour Tronti, la forme que prend la tyrannie de la majorité dans les sociétés occidentales contemporaines est celle de l’opinion : « La tyrannie est aujourd’hui exercée non pas par ceux qui gèrent le pouvoir, mais

par ceux qui l’octroient. Telle est la réalité du pouvoir. Le tyran apparent, le gouvernant, doit s’identifier avec la tyrannie réelle qu’est l’opinion » (Tronti, 2019 : 96). Tronti va plus loin en parlant de « dictature de la majorité » dans laquelle

Le pouvoir de l’opinion est plus puissant que le pouvoir des armes. Il ne tue pas les corps mais rend stupides les cerveaux. L’absolutisme de l’opinion majoritaire est une arme d’autodestruction massive. Seules les démocraties occidentales la possèdent mais elles voudraient l’exporter dans le monde entier. Elles y arriveront. Et tous seront alors convaincus de vivre dans le meilleur des mondes bourgeois possibles (*Ibid* : 237).

C’est sous la forme de l’opinion majoritaire que s’homogénéisent les comportements et les pensées, que sont anéanties les différences : « L’opinion court-circuite, assimile, inclut. Elle communique et s’élargit en incorporant le dehors au dedans : elle se reproduit et s’individualise en diffusant le dedans au dehors » (*Ibid* : 45). Il ajoute que :

Le moyen qui est le message implique que le message devienne moyen : moyen de capture, de conquête, de culte, et d’adoration de ce dieu mortel de notre temps qu’est le consensus. Le rite démocratique de la majorité qui gouverne est l’exercice laïque de la seule foi religieuse à laquelle l’Occident adhère véritablement (*Ibid* : 45).

Pour les gouvernants, cela implique de « se faire opinion », de prendre la forme de l’opinion :

Qui veut conquérir l’opinion doit se faire opinion. Le consensus n’est pas quelque chose qui s’impose d’en bas à ceux qui sont en haut. C’est le contraire. Qui aspire au gouvernement doit consentir à une opinion majoritaire déjà formée. C’est la société civile qui commande l’État, de la même manière que l’économie commande la politique. Contrairement à ce que l’on croit, le pouvoir vient véritablement d’en bas. Voilà pourquoi c’est un pouvoir sans autorité (*Ibid* : 96).

Comme l’interprète Gigi Roggero, dans la pensée de Tronti,

L’opinion est un point de vue effondré dans l’individualisme, dépourvu de réflexion partisane et de pouvoir collectif, de fatigue du concept et de construction des rapports de force. L’opinion politique est un droit de l’*homo democraticus*, ponctué par le temps vide de la chronique. L’action politique est un accomplissement du militant révolutionnaire, marqué par la grandeur tragique de l’époque (Roggero, 2023b : 9-10).

En parler en termes de tyrannie ou de dictature n’implique pas la répression ni la coercition :

L'autonomie de pensée qui s'écartere de l'opinion majoritaire n'est pas réprimée, prohibée, mise au ban. Non, la liberté de pensée est justement garantie. Si elle est terriblement sérieuse, elle sera ignorée, cachée, exilée dans sa propre patrie. Si elle est plaisamment, ou tragiquement, futile - il existe aussi une futilité de la tragédie dans notre monde - elle sera applaudie médiatiquement, comme modèle inoffensif et inaccessible aux masses (Tronti, 2019 : 45).

Mario Tronti dit rejoindre Amartya Sen et sa notion de « démocratie du public » qui suppose

le pouvoir non du peuple mais du public, ou plutôt de l'opinion publique : avec l'énorme problème ignoré et irrésolu de savoir par qui et par quoi cette opinion souveraine est produite, à l'ère médiatique, c'est-à-dire dans les conditions de pouvoir totalitaire du message et de dictature du sens commun (*Ibid* : 202).

On reconnaît ici ce que Bernard Manin (1995) nomme la « démocratie du public » ou la « démocratie d'opinion », forme actuelle de la représentation. Pour Manin, cette étape « consacre la personnalisation du choix électoral » :

Règne des experts en communication et des sondages, elle place l'opinion publique au sommet du système dans la perspective d'un contrôle continu de l'action publique. L'image et la personnalité du représentant jouent un rôle plus important que son projet de société (Goujon, 2015 : 32-33).

Reprenant une formule d'Otto Kirchheimer (2015), Alexandra Goujon ajoute que dans cette forme de démocratie, les partis politiques deviennent « attrape-tout » :

Ces partis sont caractérisés par un faible recours à l'idéologie et par une stratégie consensuelle visant à rechercher l'adhésion électorale dans des secteurs multiples de la population. Les programmes des partis deviennent alors indistincts ce qui s'est traduit en France et en Europe par une atténuation idéologique du clivage gauche/droite. La montée en puissance des médias, loin de se substituer à une agora qui favoriserait la libre discussion, n'offre pas nécessairement au citoyen un moyen de participation accru. L'absence de garantie de transparence, la manipulation de l'agenda médiatique par les gouvernants, la circulation d'images simplificatrices et déformées de la politique, contredisent souvent l'idéal d'une démocratie permanente de l'opinion publique (Goujon, 2015 : 33).

Les partis politiques « attrape-tout » sont ceux qui doivent « se faire opinion » pour gouverner. Pour comprendre le rôle des partis dans les démocraties contemporaines, il combine la « loi des oligarchies » élaborée par Robert Michels (2015) avec le concept de « marché politique » de Joseph Schumpeter (1990) tiré de ses observations sur la démocratie américaine :

Cette centralité du marché électoral dans le système politique, cette réduction de l'action politique à une conquête du consensus, est le mal obscur des démocraties modernes. De cette manière les régimes démocratiques deviennent des régimes oligarchiques élargis. Parti interclasses et parti électoral, deux figures d'une même forme politique, ont amorcé une logique de développement dégénéréscent, qui partout aboutit aux extrêmes : le parti oligarchique des élus devient le parti du leader qu'il faut élire, le parti de tous devient le parti de personne, un non-parti, choisi pour un seul jour, mais qui ne demande pas — ne doit pas demander ! — d'appartenance au quotidien. Le parti c'est le vote. Les vrais pouvoirs forts sont les sondages d'opinion. Il n'y a qu'un seul autre pouvoir qui fasse autorité : le cours de la Bourse (Tronti, 2000 : 134).

Mario Tronti appelle ni plus ni moins à une « guerre de libération à l'égard de l'opinion que la pensée doit aujourd'hui livrer » (Tronti, 2019 : 45). Pour ce faire, il faut être dans la pensée, qui « est l'ennemi mortel de l'opinion. L'opinion, en effet, la déteste » (*Ibid* : 264). Pour l'auteur, « Le fondement théorico-pratique d'une critique du concept de démocratie réside précisément dans la critique du concept de masse comme concrétion purement quantitative, majoritaire, d'individus séparés » (*Ibid* : 106). Il ajoute que « [l]a disposition appétitive est démocratiquement ultramajoritaire. À partir du moment où la mesure quantitative devient le critère de la vérité, la vie l'a déjà emporté sur l'esprit, si l'on entend par vie l'obligation et par esprit la liberté » (*Ibid* : 286). Il rappelle ainsi que la classe ouvrière n'a jamais été majoritaire : « Même s'il y avait eu un vote, lorsque la classe ouvrière était aussi socialement centrale qu'à l'époque, même dans le contexte des soi-disant majorités, le vote de l'ensemble de la classe ouvrière aurait été un vote minoritaire par rapport à la société dans son ensemble. La classe ouvrière était minoritaire d'un point de vue qualitatif, mais qualitativement centrale » (Tronti, 2007).

Ainsi il faut, pour faire la guerre de libération face à l'opinion et la démocratie, opposer le qualitatif au quantitatif :

ceux qui ont vécu le vingtième siècle et ont vu le résultat final du capitalisme, après le vingtième siècle, ont vu que ce n'est pas l'individu qui est l'élément central de la société capitaliste, mais la masse, la massification, l'individu massifié. Qui produit quantitativement, consomme quantitativement, échange quantitativement. La figure du capitalisme est la quantité. Il existe donc une relation très étroite entre la démocratie et le capitalisme, la forme du capitalisme démocratique étant peut-être sa forme mature et concluante. Encore une fois, c'est précisément cette forme qui passe de l'Amérique à l'Europe. La qualité est donc anticapitaliste. En réfléchissant à la manière de repenser une lutte pour l'hégémonie, pour l'hégémonie culturelle, comme une lutte politique, je dis qu'il faut la décliner dans la lutte entre la qualité et la quantité. En bref, nous devons être les champions du "quoi" par rapport au "combien" (Tronti, 2007).

3.3 La liberté contre la démocratie

Maintenant que Mario Tronti a actualisé les critiques de la démocratie en adoptant le point de vue du militant du mouvement ouvrier du XXe siècle, il enchaîne avec la formulation d'une proposition nouvelle qui oppose la liberté aux tares de la démocratie. Ce n'est pas à un mouvement *antidémocratique* qu'il nous convie, mais plutôt à un mouvement *non* démocratique ou *a-démocratique* :

Être non-démocratique ne signifie pas être antidémocratique [...] Mieux vaut avoir des droits. Il est important de ne pas croire en avoir. Mieux vaut une société démocratique. Ce qui compte, c'est de ne pas s'identifier en elle et avec elle. La critique de la démocratie est un acte de liberté. (Tronti, 2019 : 194).

La démocratie ne confère pas de faux droits ni de fausses libertés, mais elle le fait dans un contexte qui la contraint et lui coupe l'air :

Il ne s'agit pas de la vieille critique des libertés formelles. Non. La liberté économique est une liberté réelle. La liberté politique également. Mais le contexte des déterminations au sein desquelles elles s'exercent est tel, et si systématiquement puissant, qu'il écrase toute réalité de vie et de conscience. Cet écrasement reste cependant méconnaissable. Au moins autant que semble évidente notre possibilité de choix et de décision. Nous avons donc affaire à un appareil d'apparences, individualisé et totalisant, qu'aucun régime de coexistence humaine, ni politiquement totalitaire ni religieusement théocratique, n'avait été jusqu'ici en mesure de mettre en œuvre (*Ibid* : 43).

L'homogénéisation et l'identité mènent à vouloir être pareil, paritaire : « L'émancipation féminine, la parité entre hommes et femmes, est un mécanisme identitaire démocratique typique » (*Ibid* : 193-194). Pour bien comprendre, il met en contraste le « féminisme de la différence », celui de Carla Lonzi (2017) : « Le féminisme de la différence, comme pensée et comme pratique, est un mouvement non démocratique » (Tronti, 2021b). Son intérêt pour le féminisme de la différence est qu'il s'agit non pas d'un mouvement d'émancipation, qui se fait de manière progressive dans un cadre démocratique, mais de libération, en rupture avec les structures oppressives. La valorisation de la différence pour perpétuer le conflit fait de ce mouvement un ennemi de l'homogénéisation et, donc, de la démocratie. C'est à ce niveau de rupture dans la différence que Tronti appelle à reconstituer la classe du travail contre le tout démocratique.

3.3.1 La liberté communiste

Si Mario Tronti va puiser dans les critiques de la démocratie chez l'« ennemi », ce n'est pas pour autant pour défendre la liberté du libéralisme. C'est pour souligner une lacune majeure du communisme du XXe siècle, qui a négligé, voire expulsé la liberté de son horizon :

La critique théorique de la démocratie par le communisme au vingtième siècle n'a pas été à la hauteur de sa tâche. Le résultat fut une pratique destructrice ruineuse qui descendit de la forme étatique du socialisme réalisé dans la forme des partis, d'abord des cadres et ensuite des masses. Le thème de la liberté humaine, organique à l'horizon du communisme politique, a été violemment expulsé. La liberté communiste [...] est devenue un objet non seulement inaccessible, mais indésirable (Tronti, 2001 : 17).

Les recherches autour de la liberté conduisent l'auteur romain à faire un retour aux sources. Il se tourne vers Galvano Della Volpe qui l'a grandement influencé dans sa lecture hétérodoxe de Marx dès les années 1950, comme d'autres avec lui qui deviendront des figures centrales de l'opéraïsme. Il nous convie à lire un court texte de 1946 intitulé *La libertà comunista* [La liberté communiste], « un livre inoubliable et oublié de Galvano Della Volpe » (*Ibid* : 17). Pour Tronti, le nœud que pose l'auteur du livre est le

contact-contraste de la liberté et du communisme. Non pas du libéralisme et du socialisme. Contact et contraste direct entre le problème de la liberté et la perspective du communisme. Quelque chose de plus, donc, que les problèmes de construction d'une société socialiste. Plutôt un discours de théorie politique qui va au-delà d'une phase et s'engage dans des considérations à beaucoup plus long terme (Tronti, 2022).

Della Volpe désire débarrasser le socialisme de sa conciliation avec le libéralisme : « [l]e phénomène éthico-politique marquant de l'après-Seconde Guerre mondiale est, sans aucun doute, la tendance quasi générale à résoudre la crise socio-économique imminente par une conciliation du libéralisme et du socialisme » (Della Volpe, 2022). Tronti résume la thèse de Della Volpe ainsi : « L'individu dont nous parlons n'est pas la personne abstraite, naturelle, platonico-chrétienne, parce que la révolution capitaliste a déjà imposé une primauté du social » (Tronti, 2022). Pour démanteler la conciliation du libéralisme et du socialisme et pour saisir le contact-contraste de la liberté et du communisme, il faut repartir de Marx et comprendre « l'"homme total" marxien comme personne historique et sociale et son "libre développement et mouvement" » : « L'individu social se profile comme un sujet à la fois extrêmement individuel et extrêmement social, c'est-à-dire qu'il est la composition de la singularité et de la communalité. C'est là que se trouve le nœud gordien de la liberté communiste » (Roggero, 2023b : 72). Ainsi, pour Della Volpe, « Du phénomène, ou de la nouveauté historique, de la révolution capitaliste est né, avec le

problème scientifico-économique marxien de la socialité de la production, également le problème philosophique marxien de l'homme humain comme homme social » (Della Volpe, 2022) :

La socialité n'est pas quelque chose à ajouter à l'individu naturel, mais à reconnaître dans l'individu historique, un produit de cette forme sociale, que l'organisation de cette forme sociale ne permet pas de développer, d'étendre, d'approfondir, de valoriser. Ici il semble y avoir une orthodoxie marxiste, en réalité il y a l'ouverture d'une piste marxienne originale, qui n'a pas été suivie depuis et qui, si elle était suivie, conduirait à la dissolution de l'actuel paradoxe démocratique de l'individu moderne (Tronti, 2022).

Entre la personne et la liberté, il y a le travail, ce mode spécifique de l'effort humain donné par la forme moderne de la socialité, composée entre autres choses de la technicité matérielle. Le travail est la relation de l'individu humain à l'autre individu humain et en même temps la relation de l'humain à la nature. L'acte d'association et de socialisation est en même temps un acte de particularisation et de spécialisation de l'universalité : « un acte de liberté réelle dans la mesure où un acte d'universalisation effective de l'individu, mais en même temps un acte de co-implication positive des capacités et des possibilités personnelles, du destin personnel en somme, dans la communauté, dans l'universel réel » (Della Volpe, 2022).

Della Volpe ajoute qu'« avec l'"autonomie" des professions, due à la division du travail, surgit l'"individu de classe", dont l'essence est le "hasard", ou l'"accidentalité" de ses conditions de vie, c'est-à-dire le critère même selon lequel s'effectue la division "naturelle", "non volontaire" du travail » (*Ibid*). Cette « liberté du hasard » est la liberté individuelle bourgeoise, un « droit au pouvoir » : « ce droit de pouvoir, dans certaines conditions, jouir de l'affaire en toute sécurité a été appelé jusqu'à présent liberté individuelle » (*Ibid*).

Tronti en tire les enseignements suivants :

Marx relie le caractère aléatoire (Zufälligkeit) des conditions de vie de l'individu à l'apparition de la classe et donc à l'émergence de la concurrence et de la lutte des individus entre eux. [...] Et ainsi, cette traditionnelle liberté bourgeoise de l'individu, réduite à cette jouissance du hasard avec certitude, s'avère n'être que l'expression adéquate « d'une "libre initiative" qui prétend l'être malgré son caractère "accidentel", c'est-à-dire "non rationnel" et pourtant dénégateur », ainsi que de la rationalité, de la liberté elle-même, « liberté qui est "synonyme d'universalité ou de rationalité et enfin synonyme d'humanité de l'homme", cet homme qui dans son essence spécifique, selon l'affirmation marxienne, se rapporte à lui-même comme une entité universelle et donc libre » (Tronti, 2022).

Della Volpe pose ainsi la liberté plutôt que l'égalité comme fondement politique du communisme : « L'égalité comme fondement du communisme n'est pas un fondement politique et c'est la même chose que si l'Allemand justifiait le communisme par la conception de l'homme comme une conscience générale de soi, ou Moi = Moi » (Della Volpe, 2022). Au contraire, c'est à partir du contenu de la « révolution communiste » qu'il faut repartir :

« En effet, la suppression de la division du travail et, avec elle, de la société de classes — suppression en laquelle consiste précisément cette révolution — implique d'abord la constitution d'une communauté réelle comme volontaire ou consciemment humaine ou rationnelle ; une communauté qui, en tant que telle, surmontant les déficiences de la communauté apparente ou illusoire qu'est la société de classe bourgeoise en tant que société involontaire ou naturelle-casuelle, est composée non pas d'individus humains réduits à moitié comme représentants de cette moyenne ou généralité illusoire propre à la classe, mais d'individus véritablement humains en tant qu'ils sont omnilatéraux, et pourtant d'individus dont la liberté personnelle est réelle, si la liberté est synonyme de rationalité ou d'universalité ou d'illimitation ou d'omnilatéralité » (*Ibid*).

Della Volpe établit donc la liberté authentique, la liberté vraie comme « une liberté non pas classiste mais communiste ». Et il arrive à une conclusion semblable à celle que Tronti redécouvre un demi-siècle plus tard : « L'homme total, au sens communiste, est en même temps extrêmement individuel, différencié » (*Ibid*). Cela permet au militant romain de boucler la boucle : « Le résultat tardif du capitalisme en Occident n'est pas l'individualisme extrême mais la massification des comportements sociaux et politiques. Non seulement l'opportunité historique « individuelle » dans la société n'a pas été mise à la portée de tous, mais elle a également été retirée du comportement des classes dites supérieures » (Tronti, 2022). En effet, pour Della Volpe, il faut se débarrasser de « La personne-substance, l'individu hypostatique [...], ce réceptacle métaphysique de toutes les inerties morales, de tous les privilèges et égoïsmes abstraits, est le dogme qui interdit de comprendre comment l'individualité de l'homme brille dans cette concentration spirituelle qu'est la technicité synonyme de socialité, technicité libre ou communiste » (Della Volpe, 2022). Tronti retient ainsi que c'est dans la lutte pour le communisme qu'on peut aspirer à la liberté ou plutôt que la liberté est en soi la politique. Cette liberté oppose l'individualité à la massification.

3.3.2 La liberté et le destin

« Je ne peux [...] me représenter une expression plus typique du vingtième siècle que celle-ci : liberté et destin » (Tronti, 2019 : 31). Nous avons vu dans le chapitre précédent l'opposition posée par Tronti entre

la politique et l'histoire. Or, il reconduit cette opposition entre les concepts de liberté et de destin. Pour l'auteur, « La réflexion sur le destin décide de l'être ou du non-être libre » (*Ibid* : 48) :

Le lien qui unit liberté et destin est le même que celui qui unit liberté et histoire. [...] La liberté ne réside pas dans le destin, le destin réside dans le pouvoir. La liberté s'oppose à l'histoire, tandis que le pouvoir est la nécessaire expression de celle-ci. Cette nécessité doit être connue et possédée, peut-être même expérimentée (*Ibid* : 100-101).

Selon Tronti, pour aspirer à la liberté, il faut d'abord exercer une réflexion sur son destin, sans quoi on est renvoyé

à l'inconscience, l'être sans conscience et sans volonté – ce qui revient au même –, ou au fait de n'avoir encore atteint ni l'une ni l'autre, ou de l'avoir perdue. C'est cela qui conduit à honorer le négatif, à considérer les limites comme insurmontables. Avec une observation. Ces limites ne sont considérées comme insurmontables « que » sous la forme de l'existence que leur confèrent le droit et la puissance. [...] L'erreur, et c'est l'erreur de « l'homme qui n'exerce pas de réflexion sur son destin », consiste à confondre la contingence de sa condition actuelle avec une détermination absolue de sa vie, jusqu'à se sacrifier soi-même et sacrifier les autres sur cet autel, y compris dans les pulsions que cette même condition fait souffrir (*Ibid* : 35-36).

Le destin est assimilable à l'histoire qu'il faut dévier par la politique. Il représente les bornes, les limites, le terrain du conflit :

Ici, le combat avec le destin, à l'exception de cette partie de destin qui apparaît comme État. Le droit, le pouvoir, l'État sont, dans le Moderne, le terrain de la lutte, pas l'ennemi à combattre. Le négatif est le terrain du conflit : à supprimer, en l'assumant, pour le dépasser. Il nous faut une conscience, qui se donne une volonté (*Ibid* : 39).

La liberté est aussi assimilable à la politique, comme moyen et non comme fin :

La politique, comme forme de liberté au sein d'une histoire caractérisée par le destin, ne peut se séparer d'elle-même, sans se livrer naïvement à l'inefficacité de l'agir. Connaître le destin dans toute son étendue, pour s'y opposer. La politique n'est pas le règne de la fin, elle est la république des moyens (*Ibid* : 39).

Plus concrètement, Tronti considère qu'il faut démasquer le faux-semblant de liberté par rapport au destin qui réside dans la figure présente « déterminée anthropologiquement » de l'*homo œconomicus* + *homo democraticus*, de manière à avoir une vision exacte de la condition politique contemporaine : « sans cette

vision exacte, nul projet de grande transformation ne saurait être réellement réalimenté par l'enthousiasme du libre esprit » (*Ibid* : 43).

L'usage de la liberté vis-à-vis du destin se doit d'être *katéchonique*, comme la politique vis-à-vis de l'histoire :

La véritable tâche du mouvement ouvrier aurait plutôt été celle d'imposer à la modernité tardive, avec les moyens qui justifient la fin, de cesser de courir pour se mettre à marcher : en retenant, en ralentissant, en retrouvant le pas de l'homme, en soumettant le rythme de la machine, non pas pour la décroissance, mais pour une croissance commune, entre le dehors et le dedans, entre situation et existence, entre destin et liberté. Ou, comme disait Baltasar Gracián, mais c'est la même chose, entre « le corps de l'histoire » et « l'âme de la politique » (*Ibid* : 47).

Tronti oppose également les notions de liberté négative et de liberté positive. La première est « la libre adhésion aux circonstances, subie par l'existence quelconque, sans réflexion sur son destin ». La seconde est plutôt « la tâche difficile qui consiste à arracher par la pensée la liberté aux « limites » qui l'emprisonnent à l'intérieur de la société, pour récupérer, dans la socialité, la possibilité de l'existence authentique » (*Ibid* : 60). C'est cette liberté positive qu'il appelle l'« esprit libre » :

L'« esprit » est le contraire du « destin ». Si celui-ci relève du caractère déterminé de la contingence historique, celui-là est le véritable libre agir politique. Tout comme la liberté reconnaît le destin comme sa limite, qui n'est toutefois pas invincible, le libre esprit, le *Freigeist*, par sa capacité illimitée de pensée/action, triomphe de la « mort perpétuelle » à laquelle l'acceptation du monde le condamne (*Ibid* : 42).

Tronti renoue ainsi avec le refus qu'il ramène au niveau de la pensée. Il invite ainsi à refuser l'« existence quelconque, celle de ceux, nombreux, qui disent “oui” à leur destin. Mais ceux qui disent “non”, en individus solitaires, ne gagnent pas pour autant l'existence authentique. Ils doivent la mériter, en luttant chaque jour pour la liberté dans la situation ». Il appelle ainsi à être dans la pensée :

Mais être dans la pensée veut dire exister dans le danger et dans la souffrance, dans la conscience réelle de sa propre insuffisance. Insuffisance face au destin, à la situation, qui nous domine de toute sa puissance. Si l'on ne peut éliminer son destin, le choix possible consiste à se rendre libre de lui. Si la situation nous domine, le seul choix est, avec la pensée, de briser le cercle fermé de sa force de détermination à notre égard (*Ibid* : 49-50).

3.4 Conclusion

Mario Tronti croise les analyses de Tocqueville, Kelsen et Schmitt pour récupérer des concepts utiles pour la critique de la démocratie, à partir d'une contradiction fondamentale identifiée par ces trois auteurs classiques, celle entre la démocratie et la liberté. Il actualise leurs analyses de l'identité entre gouvernants et gouvernés et d'homogénéisation de la société pour aborder le phénomène de la massification qui en découle. Cet individu-masse prend le visage de l'*homo democraticus*, un individu non-libre et dépolitisé. L'homogénéisation prend la forme de la tyrannie de l'opinion, qui participe à l'identité en poussant les gouvernants à se faire opinion. Au règne du quantitatif qui domine la logique de l'*homo democraticus*, inspiré de l'analyse de Schumpeter, l'auteur oppose la liberté, une liberté de l'esprit qualitative. Tronti aborde aussi le problème du populisme comme résultat de l'absence du signifiant peuple.

À partir de la recherche d'une liberté proprement communiste de Della Volpe, il identifie que c'est dans la communauté d'individus totaux, et donc différenciés et omnilatéraux, qui lutte contre la liberté accidentelle bourgeoise qu'on la découvre et non dans l'égalité qu'on établit entre les individus. Tronti finit par puiser dans la théologie politique pour poser les termes de la lutte entre la liberté et le destin, le destin faisant office de terrain de lutte, puisqu'il pose les limites de la vie. Concrètement, il n'appelle pas à un mouvement de lutte antidémocratique, mais à un mouvement non-démocratique, qui vise au dépassement de la démocratie et du destin qu'elle impose.

Cette critique n'est pas désincarnée. On devine que Mario Tronti se réfère en fait à son propre parti, surtout à l'évolution de ce dernier depuis que le PCI s'est transformé progressivement en Parti démocrate. Il critiquait déjà dans les années 1960 la propension du PCI à vouloir rallier la classe moyenne dans une perspective gramscienne d'être un parti national-populaire plutôt que le parti de la classe ouvrière. La disparition du PCI au nom de la démocratie et son évolution le faisant ressembler de plus en plus à une variante du Parti démocrate des États-Unis est probablement à l'origine de ses premières intuitions. Une autre origine de cette intuition est probablement l'apparition d'un type particulier de politicien en la personne de Berlusconi qui, selon Marc Lazar, fait figure de pionnier et d'inventeur d'un nouveau genre de populisme, un « populisme d'entrepreneurs, qui sont extérieurs à la politique et qui, dans une situation d'incertitude économique, font valoir leurs réussites dans le monde des affaires pour promettre d'apporter richesse et prospérité dans leurs pays » (Diamanti et Lazar, 2019), avant les Donald Trump aux États-Unis, Andrej Babiš en République tchèque, Frank Stronach en Autriche ou Javier Milei en Argentine :

« Avec eux, la politique perd son autonomie et ne devient qu'un appendice de l'économie quand bien même ils se proclament libéraux et modernisateurs » (*Ibid*).

3.4.1 Quelques objections à la critique de la démocratie politique

Mario Tronti est polémique. S'il a toujours cherché à influencer la ligne politique de son parti, de l'intérieur ou de l'extérieur, sa carrière a plus souvent qu'autrement été « motif de scandale » dans le champ de la politique institutionnelle (Tari, 2019). Bien sûr, sa critique de la démocratie politique ne fait pas exception à sa trajectoire, aussi tardive soit-elle. Nous en soulignerons quelques-unes.

Étienne Balibar reproche à Tronti de ne pas reconnaître l'existence d'une « *démocratie conflictuelle*, voire d'une démocratie comme *forme de conflit* ». Selon le philosophe français, la démocratie est un concept qui ne « se situe unilatéralement du côté des normes d'adaptation de la société à la gouvernementalité étatique, et de création ou d'imposition du consensus, par le refoulement de l'antagonisme ou sa transformation en pluralisme constitutionnel » (Balibar, 2020 : 261). La démocratie, comme la politique, serait donc bel et bien une notion qui se divise en plusieurs conceptions qui peuvent s'opposer. L'auteur marxiste français donne l'exemple de l'Algérie où l'on peut observer l'émergence périodique de formes insurrectionnelles de démocratie comme partie intégrante de l'histoire du mouvement révolutionnaire. Il concède cependant à Tronti que ces formes insurrectionnelles « ne peuvent être que fragiles et se voir tendanciellement éliminées » (*Ibid* : 261).

Cette critique de la critique soulève une problématique récurrente chez Tronti : celle du caractère eurocentré de ses contributions. Mario Tronti est d'abord un militant italien et, depuis ses débuts, l'ensemble du développement de sa pensée a toujours été au service de ses interventions dans la vie politique italienne. L'auteur en convient lui-même lorsqu'il parle de la fin de la lutte des classes :

Quand on dit que la lutte de classe est terminée, nous disons plus spécifiquement qu'est terminée la lutte de classe au sens marxien, qui était précisément le sens opéraïste. Si elle renaîtra ailleurs, par exemple en dehors de l'Occident, et dans les grands processus d'industrialisation du monde, ça, nous ne le savons pas (Tronti, 2009 : 146).

Il importe de garder ce caractère eurocentré à l'esprit lorsqu'on lit la critique de la démocratie politique de l'auteur, qui se concentre sur l'américanisation de l'Europe à travers la démocratie. La cause du « suicide » du mouvement ouvrier européen est justement d'avoir assumé la démocratie comme une

valeur (Tronti, 2007). Bien sûr, Tronti considère que les États-Unis continuent d'exporter la démocratie par la guerre en périphérie de l'empire :

Il me semble que l'accent mis actuellement sur la paix et la guerre est complètement disproportionné. Les guerres se déroulent toutes aux frontières de l'empire, dans ses failles critiques, disons, mais l'empire en son sein vit sa nouvelle paix, je ne sais pas si elle sera aussi centenaire. Et c'est dans cette condition de paix intérieure et de guerre extérieure que la démocratie non seulement gagne, mais vainc (Tronti, 2005 : 21).

Puisque c'est la paix de l'empire qui l'intéresse, il est difficile de plaquer la critique de Tronti sur des cas comme Haïti, le Printemps arabe, la Corée du Sud, etc. Il s'agit d'une limite importante de la critique de la démocratie politique qu'on ne peut passer sous silence.

Autre objection à ne pas passer sous silence, celle d'Antonio Negri qui critique la réflexion sur le destin et la liberté de Tronti d'impliquer l'abandon de la tâche d'organiser la classe ouvrière comme classe dirigeante et dominante, ou hégémonique, parce qu'il n'y aurait plus de peuple. Selon Negri, c'est le virage de l'autonomie du politique qui a mené l'auteur au pessimisme quant au présent de la lutte des classes : « un déplacement du point de vue, de celui qui consistait à être simultanément dans et contre le capital, à celui qui consistait à être dans le Parti, avec la proposition d'en imposer l'hégémonie sur le développement capitaliste » (Negri, 2021 : 102). Tronti aurait perdu de vue la lutte des classes parce qu'il aurait déplacé la recherche de la source du pouvoir du bas vers le haut. L'auteur romain aurait tort de s'accrocher à l'État et sa possible autonomie dans un monde globalisé, selon Negri :

La référence au transcendantal politique, typique de la pathologie étatiste du XXe siècle [...], a par ailleurs fait son temps. Dans le monde globalisé, toute réminiscence étatique est destinée à se plier aux nécessités du souverainisme, de l'identitarisme, et alimente des dérives fascisantes, alors même que la figure de l'État pâlit toujours davantage dans le contexte de la mondialisation. L'État, bien loin de réapparaître comme un sujet autonome, a un rôle toujours plus subordonné dans le « jeu mondialisé des taux de profit » (*Ibid.* : 118).

Sa critique de la démocratie politique et l'ébauche de son projet de liberté non démocratique serait celui sur lequel reconstruire le parti sans répéter les erreurs des mouvements ouvriers du XXe siècle. Selon Negri, Mario Tronti devrait chercher une autre source de pouvoir que cet État trop faible pour faire face au capitalisme contemporain sans quoi, effectivement, aucune perspective de changement radical de la société ne peut être ouverte. Tronti réplique :

j'ai vu, de mes yeux, la puissance de la pression sociale qui venait du bas, et dans le même temps, son impuissance à mettre en crise, par ce seul moyen, les structures de pouvoir établies par le haut. J'ai compris qu'il n'y aurait pas, qu'il ne pouvait pas y avoir de corrélation mécanique. [...] L'« énigme Tronti » ne réside pas dans le fait d'avoir déplacé le « point de vue » dans et contre le capital, dans et contre le parti. Elle réside dans ce double mouvement de pensée et de pratique, contradictoire seulement en apparence, qui, de marxiste non pas hérétique, mais hétérodoxe, m'a porté, à la faveur d'essais et d'erreurs, et au mépris de tous les démocrates progressistes qui ont pu m'encercler, à me présenter sous un jour inédit, du moins dans notre camp : celui de « révolutionnaire conservateur » (Tronti, 2021 : 161-162 ; 165).

Une dernière objection est celle de Davide Gallo Lassere. Ce dernier remet en question la nécessité de la recherche d'une subjectivité centrale à identifier dans un conflit ami/ennemi binaire, par exemple, ouvriers et capital, femmes et hommes, etc. Selon Gallo Lassere,

Nous pourrions en effet soutenir que les défis du présent nous confrontent à la nécessité de luttes pour réarticuler l'horizontalité des mouvements avec la verticalité des formes d'organisation autonome, afin de rassembler une pluralité de subjectivités ayant des besoins et des expériences spécifiques (Gallo Lassere, 2020 : 274).

Pour la reconstitution d'un peuple politique, Tronti semble accrocher son projet d'esprit libre à la recentralisation d'un parti comme celui d'un « peuple travailleur » :

Où le fait de travailler atteint non pas la vie, mais l'existence, dans la centralité politique de la personne qui travaille. Pour retrouver ce sens après la juste, et libre, partialité ouvrière – où justice et liberté ont vraiment eu un sens – il faut, et il est possible de – peut-être pour la première fois – fonder une classe générale. Celle du peuple travailleur (Tronti, 2013 : 152-153).

Tronti ne semble ainsi voir aucun horizon possible sans revenir à la centralité ouvrière ou une variante de celle-ci. En même temps, il ne s'intéresse pas le moins du monde aux perspectives d'inspiration opéraïstes qui ont distendu le sujet ouvrier pour y inclure l'ensemble des subjectivités en lutte contre le capitalisme selon leur capacité de refuser le travail, rémunéré ou non (Caffentzis, 2025 ; James, 2024), que ce soit les femmes (Dalla Costa, 2023 ; Federici, 2019 ; Fortunati, 2022), les mouvements étudiants et décoloniaux (Cleaver, 2017), les personnes migrantes (Moulier-Boutang, 1998), etc.

3.4.2 La liberté comme discipline

Ces critiques sont justes. Elles ont toutes en commun de souligner la concentration de Tronti sur le haut par rapport au bas, de privilégier l'Occident sur le Sud global, de privilégier l'État et le parti sur la classe

autonome, de privilégier un sujet central à une multiplicité de sujets en lutte. Cela dit, aucune d'elles ne s'intéresse à la conception originale de la liberté avancée par Tronti.

Dans la littérature recensée dans le camp d'inspiration opéraïste, seul Gigi Roggero a su capter l'essentiel de la conclusion de Tronti. Il avance que ce dernier nous a appris que la liberté ne peut s'exercer que si l'individu libre reconnaît l'autorité :

Auctoritas est le contraire de *potestas* : seule la liberté qui se reconnaît dans l'autorité peut combattre et vaincre le pouvoir. C'est une autorité qui n'a pas besoin de consentement parce qu'elle est collective et non personnalisée, dirigée par une aristocratie. Non pas les meilleurs par leur naissance ou leur position sociale, mais les meilleurs parce qu'ils ont décidé de construire le destin d'un parti. *Basileia* sans *basileus*, royaume sans roi. C'est la communauté des êtres humains libres (Roggero, 2021b : 54).

Tout comme Della Volpe avant lui, Tronti considère que la liberté sans autorité et sans obéissance est une fiction, une idéologie. Ainsi Roggero ajoute que :

Les hommes, individuellement, ne sont pas capables de supporter la liberté : ils la supportent seuls, c'est-à-dire en compagnie de la domination. Car la liberté ne se conquiert pas seulement : elle se regarde dans les yeux, elle se combat, elle se dirige. Et elle n'est jamais acquise une fois pour toutes : elle se pratique. C'est une praxis, pas un droit ou un état. C'est une pratique collective qui a besoin de contraintes. Non, pas des contraintes morales, qui doivent être rejetées. Elle a besoin de contraintes que l'on ose appeler éthiques, au sens où elles permettent l'organisation de la vie en commun, c'est-à-dire l'organisation contre une autre forme de vie. Sans contraintes, la liberté reste confinée à la nécessité de la domination. Plus on est libre individuellement, moins on est libre collectivement (Ibid : 54).

Cet enseignement issu de la critique de la démocratie politique et de la recherche de liberté est utile même si l'on en rejette le caractère eurocentré, étatiste et binaire, pour autant qu'on soit militant révolutionnaire :

Les militants révolutionnaires appellent cette contrainte la discipline. Pour paraphraser Jünger : la discipline est l'image de la liberté reflétée dans un miroir d'acier. Sans ce lien avec l'*auctoritas* collective, nous flottons à la merci de la *potestas*. Privés de miroir d'acier, nous sommes engloutis dans la solitude de l'individu façonné par un pouvoir qui se réfléchit sur lui-même. Immergés dans une liberté liquide, nous nous illusionnons d'être libérés de l'obéissance, alors que nous obéissons sans nous en rendre compte, nous sommes formatés par le langage de la liberté sans le parler. Il en va ainsi de la liberté d'expression, ce droit par lequel on se croit totalement libre sans se rendre compte que l'on obéit à un champ discursif que l'on ne décide pas, que l'on ne contrôle pas, et sur lequel on n'a aucun pouvoir. Nous

reproduisons ainsi chaque jour une liberté qui empêche la libération. Une liberté individuelle qui empêche la formation de l'esprit libre (Ibid : 55).

La liberté véritable est donc assimilable à la discipline du militant révolutionnaire appartenant à un collectif qui œuvre à la libération. Elle implique la reconnaissance de l'autorité du collectif. Elle est ainsi en opposition à la liberté individuelle, par exemple la liberté d'opinion sans cadre ni reconnaissance d'aucune autorité. C'est là l'originalité de la conception de la liberté selon Mario Tronti.

CONCLUSION

Dans cette recherche, nous nous sommes attelé à exposer et expliquer en profondeur la critique de la démocratie politique de Mario Tronti. Nous devions, pour ce faire, étudier différentes dimensions de cette contribution à la pensée politique. Nous avons donc abordé tour à tour ses dimensions généalogique, méthodologique et théorique.

4.1 Dimension généalogique

La dimension généalogique de la critique à l'étude impliquait un positionnement méthodologique, à savoir que la pensée politique de l'auteur est encadrée dans le contexte historique dans lequel elle a été produite. En s'inspirant de l'approche structurale en pensée politique, nous avons situé chaque période de l'œuvre dans leur contexte, à l'aide de matériaux historiques. Nous avons mis l'accent sur deux périodes, en suivant les indications de l'auteur lui-même, à savoir que la critique de la démocratie politique avait pour père l'opéraïsme et pour mère l'autonomie du politique.

Nous avons ainsi pu identifier et présenter des éléments de critique de la démocratie dans l'œuvre de Tronti à partir de ses premières interventions, période pré-opéraïste, dans lesquelles l'auteur rompt avec l'idéologie officielle du gramscisme du PCI, à savoir la « philosophie de la praxis », la voie italienne vers le socialisme et la perspective de développer une identité nationale-populaire. Mario Tronti élabore sa propre version du marxisme comme « science » en s'inspirant de Galvano Della Volpe. Cette interprétation « scientifique » de Marx pose les bases méthodologiques de la critique de la démocratie politique, comme nous le verrons plus tard.

Nous avons enchaîné avec la période *opéraïste*, fortement ancrée dans le « miracle italien », durant laquelle l'auteur développe une compréhension originale de la lutte des classes selon laquelle la classe ouvrière en tant que subjectivité est une minorité qui se refuse comme capital variable et qui manifeste ce refus du travail de différentes manières. En tant que capital variable, la classe ouvrière serait une partie du capital social, une partie qui s'oppose au tout. De la même manière, la classe capitaliste impose ses intérêts et sa volonté en tant que classe dominante et dirigeante en mettant l'ensemble de la société au service de l'usine. On retrouve là une critique forte de la volonté générale et de l'intérêt général, qui sont des fondements de la démocratie. Puisque Tronti considère que l'initiative de la classe ouvrière est le moteur de l'histoire, c'est-à-dire que le capitalisme se développe toujours en réaction aux différentes

formes de luttes ouvrières, pour contourner et dépasser le refus du travail, l'anéantissement de cette initiative en vient à créer un blocage de l'histoire, une fin de l'histoire en quelque sorte.

La période de l'*autonomie du politique* qui suit la « biennio rosso » et qui a lieu durant le « mai rampant » est intimement liée à l'échec répété des différents gouvernements de coalition de centre-gauche à moderniser l'État italien qui demeure incapable de répondre aux fortes pressions ouvrières et aux besoins du capital pour se développer. Au lieu d'attendre une initiative de modernisation de l'État de la part des capitalistes, qui jouera nécessairement contre la classe ouvrière, Tronti propose à cette dernière d'occuper un nouveau terrain de lutte sans abandonner celui des usines. Le but est de prendre les devants pour faire de l'État la forme politique moderne de la classe ouvrière. Il n'est ainsi pas question de simplement chercher à défendre l'intérêt ouvrier dans le jeu démocratique pour participer à la formulation de la volonté générale. Il s'agit plutôt de s'assurer une médiation entre la conscience ouvrière et les institutions capitalistes, pour imposer la première aux secondes. Cela implique de reconnaître l'autonomie des institutions politiques par rapport à la société : un État peut ne pas être capitaliste dans une société capitaliste. C'est aussi le moment du retour de l'auteur au PCI qui est fortement influencé par cette analyse. La découverte de l'autonomie du politique influence fortement ce qui allait devenir la critique de la démocratie politique, particulièrement l'idée que cette autonomie confère une liberté d'initiative à une partie de la société de combattre le tout sur le terrain de l'histoire.

4.2 Dimension méthodologique

Pour élaborer une critique de la démocratie politique qui lui est propre, Mario Tronti s'inspire de la méthode critique de l'économie politique de Marx, particulièrement telle que comprise par Galvano Della Volpe. Il s'agit de celle exposée dans *l'Introduction à la critique de l'économie politique* de 1957 que Della Volpe nomme le *cercle méthodologique* concret-abstrait-concret, qui implique de partir de faits concrets pour développer ses hypothèses et concepts abstraits avant de revenir vers l'explication du présent concret et la validation des hypothèses. Cette approche s'oppose au recours à des abstractions aprioristes, comme sont les mythes d'individus présociaux isolés qu'on retrouve par exemple chez Hobbes, Smith ou Rousseau.

Ainsi Tronti défend une pensée réaliste. Il s'écarte des aspirations de la pensée critique à distinguer la fausse démocratie bourgeoise d'une vraie démocratie à découvrir. L'auteur italien considère qu'il faut se concentrer sur la démocratie telle qu'elle a été réalisée, celle qui est née aux États-Unis et qui a été

implantée ailleurs dans le monde par la guerre. Il précise ainsi s'intéresser uniquement à la démocratie moderne, par opposition à la démocratie des anciens. La réalisation de cette démocratie moderne a pour histoire le XXe siècle, particulièrement la période qui s'étend de la Première Guerre mondiale jusqu'au XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, intervalle durant lequel l'État libéral en crise en Europe a d'abord cédé le pas à la dictature ou à la démocratie, puis cette dernière l'a remporté avec la Deuxième Guerre mondiale. Selon l'auteur, une fois la démocratie réalisée en Europe, cela a mis fin à la grande politique.

Pour expliquer en quoi la démocratie neutralise le conflit et met fin à la politique, et toujours dans la lignée de la méthode critique marxienne de l'économie politique, Tronti parcourt des textes de pensée politique importants sur la démocratie et en souligne les éléments critiques. C'est ce qui constitue la troisième dimension de la critique, la dimension théorique.

4.3 Dimension théorique

Le troisième chapitre explore la critique de la démocratie politique à proprement parler. Elle comporte deux parties. La première se concentre sur les éléments de critique de la démocratie que Mario Tronti souligne dans des textes d'Alexis de Tocqueville, de Hans Kelsen et de Carl Schmitt. En croisant les contributions critiques de chaque auteur sur la démocratie, le militant italien identifie une contradiction fondamentale commune : celle de la liberté et de la démocratie. Chez Tocqueville, cette contradiction prend la forme de deux passions ennemies, le besoin d'être dirigé et celui d'être libre. L'État démocratique qu'il décrit raréfie l'usage du libre arbitre en introduisant à la fois la liberté dans la sphère politique et le despotisme dans la sphère administrative.

Chez Kelsen, il y a une contradiction fondamentale entre le libéralisme et la démocratie. On retrouve en démocratie une opposition entre la volonté individuelle et la volonté collective incarnée par l'ordre étatique. La seconde se dresse devant la première comme une puissance étrangère et la domine. La liberté de l'individu est aliénée et remplacée par celle de la personne d'État qui représente la souveraineté du peuple. C'est ainsi qu'il met de l'avant l'idée d'une identité entre le gouverné et le gouvernant, entre l'objet et le sujet du pouvoir. On retrouve le concept d'identité entre le gouvernant et le gouverné dans la critique de la démocratie de Schmitt également. De cette identité découle le problème de l'homogénéité, qui nie la différence entre gouvernants et gouvernés.

En s'inspirant de ces critiques, Tronti élabore des catégories critiques pour expliquer comment la démocratie politique supprime la possibilité de l'affirmation d'une partie contre le tout. Il pointe d'abord l'identité des vues du souverain et du peuple pour établir l'impossibilité de développer un point de vue en rupture entre l'un et l'autre. Cette identité est hostile à toute différence. Il en résulte une masse identitaire. C'est ce qu'il nomme le processus de massification produit par la démocratie. Cette homogénéisation/massification n'est non pas imposée, mais autoproduite à travers le libre marché. La masse identitaire devient à la fois classe dominante et classe dirigeante et s'incarne dans la figure du bourgeois-masse ou de ce qu'il nomme l'*homo democraticus*. Cet homme nouveau de la démocratie est, en termes nietzschéens, la figure du dernier homme. Il s'agit d'un individu dépolitisé inconscient de sa liberté, dans une société où la démocratie a supprimé la politique.

Tronti se tourne ensuite vers la notion de peuple. Selon l'auteur, c'est la classe qui fait du peuple une catégorie de la politique. Sans elle, le peuple demeure un signifiant vide qui peut être rempli par le populiste. On ne peut ainsi combattre le populisme qu'en rétablissant l'autorité des classes dirigeantes contre celle des chefs, en relégitimant la politique.

La critique de la démocratie politique de Tronti est enfin complétée par la notion de tyrannie de l'opinion. Dans la société démocratique, le gouvernant doit se faire opinion pour gouverner. C'est cette opinion majoritaire qui homogénéise les pensées et qui commande l'État. C'est une tyrannie qui s'exerce sans coercition ; elle s'impose tout simplement. L'action politique est ainsi réduite à la recherche de consensus par les gouvernants. C'est le quantitatif capitaliste qui domine au détriment du qualitatif.

En cohérence avec les différents éléments de sa critique, et avec la contradiction identifiée par les trois auteurs classiques de référence, Tronti formule une proposition pour dépasser la démocratie en lui opposant la liberté. Il entreprend sa recherche avec la définition d'une liberté proprement communiste chez Galvano Della Volpe. Il s'agit d'une liberté qui s'oppose à la liberté de classe, celle qui fait passer des conditions de vie accidentelles pour une initiative. Cette liberté ne repose pas sur le principe d'égalité, mais sur celui d'une communauté d'individus totaux, donc différenciés. La liberté communiste serait donc le règne de la différence dans une société sans classe.

Mario Tronti aboutit sa recherche sur la liberté dans une réflexion sur le destin qui relève de la théologie politique. Sans réflexion sur le destin, on se contente d'une liberté dite négative qui se résume à une libre

adhésion aux circonstances ambiantes. C'est plutôt la recherche d'une liberté positive qui l'intéresse, qui consiste en la quête d'une existence authentique à travers la pensée. C'est l'esprit libre qui est porteur de cette quête, en conflit avec le destin des circonstances. Le destin devient en quelque sorte un champ de bataille sur lequel arracher une existence libre. C'est une quête de l'individualité différenciée à laquelle réfère Della Volpe, qui ne peut être atteinte par une démarche individuelle, mais par l'activité politique d'une communauté portée par un projet non démocratique. La liberté qui s'arrache au destin, c'est la politique qui fait dévier l'histoire.

Politique et liberté sont indissociables pour Tronti. La liberté dont il parle est celle du militant révolutionnaire, qui appartient à un collectif œuvrant à la libération et qui en reconnaît l'autorité. Cette liberté est donc discipline. Elle est en opposition à la liberté individuelle de l'individu-masse. Elle implique de forger et d'entretenir un esprit libre.

C'est de cette discipline révolutionnaire dont parle Luis Buñuel dans son autobiographie lorsqu'il revient sur une anecdote pour décrire la discipline morale imposée par les surréalistes. En 1929, le cinéaste s'était retrouvé devant un dilemme important. Alors qu'il avait accepté de publier le scénario de son film *Un chien andalou* dans *La revue du cinéma*, éditée par Gallimard, son groupe avait décidé de publier le même scénario dans un numéro de la revue belge *Variétés* consacré aux surréalistes. Il raconte :

En réalité ce conflit de conscience, très vif, était le premier de ma vie. Rentré chez moi, dans l'impossibilité de dormir, je me disais : oui, je suis libre de mes actes. Ces gens n'ont aucun droit sur moi. Je peux leur jeter mon scénario à la figure et m'en aller, rien ne m'oblige à leur obéir. Ils ne sont rien de plus que moi. En même temps je sentais une autre force qui me disait : ils ont raison, tu dois l'admettre. Tu crois que ta conscience est ton seul juge, tu te trompes. Ces hommes, tu les aimes, tu leur fais déjà confiance. Ils t'ont admis comme un des leurs. Tu n'es pas libre comme tu l'affirmes. Ta liberté n'est qu'un fantôme qui parcourt le monde avec un manteau de brouillard. Tu veux la saisir, elle t'échappe, il ne te reste qu'une trace d'humidité sur les doigts (Buñuel, 1982 : 131-132).

Contre la liberté que lui offraient les opportunités du succès de son film, il a choisi la discipline de son groupe révolutionnaire qui se bat pour la liberté et contre l'exploitation. C'est à cette quête de liberté positive communiste contre la liberté négative du destin que nous sommes conviés. Pour reprendre les mots de Thomas Sankara, « il s'agit pour nous, de vivre, d'agir et de vaincre, de prouver ainsi que nous savons réfuter la défaite, en susciter l'homme de la liberté contre l'homme du destin » (Sankara, 2017).

BIBLIOGRAPHIE

- Abensour, Miguel (2012), *La démocratie contre l'État : Marx et le moment machiavélien*, Paris : Félin, 292 p.
- Anastasi, Andrew et Matteo Mandarinini (2020), « A Betrayal Retrieved: Mario Tronti's Critique of the Political », *Viewpoint*, (25 février) : <https://viewpointmag.com/2020/02/25/a-betrayal-retrieved-mario-trontis-critique-of-the-political/>
- Arens, Nicolas (2015), « La démocratie tocquevillienne : un parcours dialectique », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 1 (74), p.
- Aron, Raymond (1967), *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris : Gallimard, 659 p.
- Attal, Frédéric (2004), *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Paris : Armand Colin, 416 p.
- Audier, Serge (2004), *Tocqueville retrouvé : genèse et enjeux du renouveau tocquevillien français*, Paris : Vrin, 319 p.
- Balibar, Étienne (2020), « Mario Tronti et la fin de la politique », *Histoire interminable*, p. 247-263.
- Baume, Sandrine (2007), *Kelsen : plaider la démocratie*, Paris : Michalon, 113 p.
- Beaud, Olivier (1995), « L'art d'écrire chez un juriste : Carl Schmitt », in Carlos-Miguel Herrera (dir.), *Le droit, le politique autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris : L'Harmattan, 1995, p. 15-36.
- Benquet, Marlène et Théo Bourgeron (2021), *La finance autoritaire : vers la fin du néolibéralisme*, Paris : Raisons d'agir, 156 p.
- Blackmer, Donald L. M. (1975), « Continuity and Change in Postwar Italian Communism » in Donald L. M. Blackmer et Sydney Tarrow (dir.), *Communism in Italy and France*, Princeton, NJ : Princeton University Press, p. 21-68.
- Bobbio, Norberto (1998), *Essais sur la théorie du droit*, Paris : Bruylant ; LGDJ, 286 p.
- Bouchard, Lucien-Pierre (2000), *Schumpeter : la démocratie désenchantée*, Paris : Michalon, 123 p.
- Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Éric Pineault (1999), « L'incorporation de la citoyenneté », *Sociologie et sociétés*, 31(2), p. 41-64.
- Boveiri, Kaveh (2024), *Marxian Totality : Inverting Hegel to Expound Worldly Matters*, Leiden ; Boston : Brill, 204 p.
- Brahamcha-Marin, Jordi (2014), « La crise de 2008, une crise du néolibéralisme ? : une typologie des interprétations marxistes », *Contretemps* : <https://www.contretemps.eu/la-crise-de-2008-une-crise-du-neoliberalisme-une-typologie-des-interpretations-marxistes/>

- Breaugh, Martin et Francis Dupuis-Déri (dir.) (2009), *La démocratie au-delà du libéralisme : perspectives critiques*, Outremont, Qc : Athéna, 196 p.
- Buñuel, Luis (1982), *Mon dernier soupir*, Paris : Robert-Lafond, 317 p.
- George Caffentzis (2025), *En lettres de feu et de sang : travail, machines et crise du capitalisme*, Montréal : Rue Dorion, 498 p.
- Cavalleri, Matteo, Michele Filippini et Jamila M.H. Mascot (2017), « Introduzione » in Mario Tronti, *Il demone della politica : antologia di scritti 1958-2015*, Bologna : Il Mulino, 11-66.
- Cavazzini, Andrea (2014), « Lutttes ouvrières et années de plomb en Italie : de la centralité ouvrière à l'occultation du conflit », *Quaderni*, 84, p. 41-56.
- Cavazzini, Andrea (2010), *Le printemps des intelligences : la Nouvelle Gauche en Italie : introduction historique et thématique*, Toulouse : EuroPhilosophie ; BPSP, 99 p.
- Clausewitz, Carl von (1955), *De la guerre*, Paris : Minuit, 755 p.
- Cleaver, Harry (2017), *Rupturing the Dialectic : The Struggle against Work, Money, and Financialization*, Chico, CA : AK Press, 320 p.
- Chenais, François (2014), « La crise et le dépassement du capitalisme chez Marx », *Cités*, 3 (59), p. 115-125.
- Comité invisible (2017), *Maintenant*, Paris : Fabrique, 160 p.
- Couffignal, Georges (1978), *Les syndicats italiens et la politique*, Grenoble : Presses de l'Université de Grenoble, 303 p.
- Crainz, Guido et Agnès Roche (2008), « Les transformations de la société italienne », *Vingtième siècle : revue d'histoire*, 100 (octobre-décembre), p. 103-113.
- Dalla Costa, Mariarosa (2023), *Femmes et subversion sociale : anthologie 1972-2008*, Genève : Entremonde, 361 p.
- Dannequin, Fabrice (2003), « La place du politique chez Schumpeter », *L'économie politique*, 1 (17), p. 82-93.
- Della Volpe, Galvano (2022), *La libertà comunista*, Rome : Bordeaux.
- Della Volpe, Galvano (1977), *La logique comme science historique*, Bruxelles : Complexe, 254 p.
- Della Volpe, Galvano (1976), *Critique de l'idéologie contemporaine*, Paris : Presses universitaires de France, 150 p.
- Derrida, Jacques (2004), « Qu'est-ce que la déconstruction? », *Commentaire*, 4 (108), p. 1099-1100.
- Derrida, Jacques (1972), *Marges de la philosophie*, Paris : Minuit, 397 p.

- Diamanti, Ilvo et Marc Lazar (2019), *Peuplecratie : la métamorphose de nos démocraties*, Paris : Gallimard, 187 p.
- Dumont, Louis (1979), *Homo hierarchicus : essai sur le système des castes*, Paris : Gallimard, 452 p.
- Dyzenhaus, David (1997), *Legality and Legitimacy : Carl Schmitt, Hans Kelsen, and Hermann Heller in Weimar*, Oxford : Oxford University Press, 283 p.
- Federici, Silvia (2019), *Le capitalisme patriarcal*, Paris : Fabrique, 190 p.
- Filippini, Michele (2011), « Mario Tronti et l'opéraïsme politique des années soixante », *Cahiers du GRM*, 2, : <http://journals.openedition.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/grm/227>
- Fortunati, Leopoldina (2022), *L'arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital*, Genève : Entremonde, 328 p.
- Fraser, Nancy (2005), « Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale : genèse de l'impasse actuelle de la théorie féministe », *Cahiers du genre*, 2 (39), p. 27-50.
- Gaboriaux, Chloé et Arnault Skornicki (2017), « Introduction », in *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, <https://books-openedition-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/septentrion/18669>
- Gallo Lessere, Davide (2020), « Mario Tronti » in Alex Callinicos, Stathis Kouvelakis et Lucia Pradella (dir.), *Routledge Handbook of Marxism and Post-Marxism*, London : Routledge, p. 269-276.
- Gago, Veronica (2021), *La puissance féministe ou le désir de tout changer*, Montréal : Rue Dorion, 341 p.
- Garo, Isabelle (2001), « Hegel. Marx et la critique du libéralisme » in Etienne Balibar et Gérard Raulet (dir.), *Marx démocrate : le manuscrit de 1843*, Paris : Presses universitaires de France, p. 89-104.
- Garo, Isabelle (2000), *Marx, une critique de la philosophie*, Paris : Seuil, 332 p.
- Gauchet, Marcel (2008), « Crise dans la démocratie », *Revue lacanienne*, 2 (2), p. 59-72.
- Gentili, Dario et Elettra Stimili (dir.) (2015), *Differenze italiane : politica e filosofia : mappe e sconfinamenti*, Rome : DeriveApprodi, 334 p.
- Gentles, Ian (2022), *The New Model Army : Agent of Revolution*, New Haven, Yale University Press, 320 p.
- Ginsborg, Paul (2006), « I due bienni rossi: 1919-1920 e 1968-1969 : comparazione storica e significato politico », in Fondazione Giuseppe Di Vittorio et Associazione Biondi-Bartolini (dir.), *I due bienni rossi del Novecento 1919-20 e 1968-69 : studi e interpretazioni a confronto*, Rome : Ediesse, p. 13-36.
- Ginsborg, Paul (2001), *Italy and its Discontents 1980-2001: Family, Civil Society, State*, New York : Palgrave MacMillan, 520 p.

- Ginsborg, Paul (1990), *A History of Contemporary Italy : Society and Politics, 1943-1988*, Londres : Penguin, 586 p.
- Giovannini, Paolo (2006), « I bienni rossi del Novecento: una lettura sociologica », in Fondazione Giuseppe Di Vittorio et Associazione Biondi-Bartolini (dir.), *I due bienni rossi del Novecento 1919-20 e 1968-69 : studi e interpretazioni a confronto*, Rome : Ediesse, p. 37-48.
- Giroux, Dalie (2003), « L'unité de la forme et du fond et la grande politique nietzschéenne », *Sociétés*, 3 (81), p. 45-59.
- Godelier, Maurice (1978), « La part idéelle du réel : essai sur l'idéologique », *L'Homme*, XVIII (3-4), p. 155-188.
- Goujon, Alexandra (2015), *Les démocraties*, Paris : Armand Collin , 189 p.
- Gramsci, Antonio (2022), *Cahiers de prison : anthologie*, Paris : Gallimard, 802 p.
- Gramsci, Antonio (2012), *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris : La Fabrique, 338 p.
- Guidali, Fabio (2021), « Intellectuals at the factory gates : Early Italian operaismo from Raniero Panzieri to Mario Tronti », *Labor History*, 62 (4), p. 454-469.
- Guigou, Jacques et Jacques Wajnsztein (2018), *Mai 1968 et le mai rampant italien*, Paris : L'Harmattan, 471 p.
- Hardt, Michael et Antonio Negri (2004), *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal : Boréal, 407 p.
- Hildebrand, George H. (1965), *Growth and Structure in The Economy of Modern Italy*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 475 p.
- Iandolo, Alessandro (2014), « Unforgettable 1956? The PCI and the Crisis of Communism in Italy », *Contemporary European History*, 23 (2), p. 259-282.
- James, Selma (2024), *Sexe, race et classe : la stratégie de l'autonomie*, Montréal : Rue Dorion, 368 p.
- Jarrett, Kylie (2017), « Le travail immatériel dans l'usine sociale: une critique féministe », *Politique de l'image*, 13, p. 12-25.
- Kelsen, Hans (2004), *La démocratie : sa nature, sa valeur*, Paris : Dalloz, 121 p.
- Kelsen, Hans (1997), *Théorie générale du droit et de l'État*, Paris : Bruylant ; LGDJ, 517 p.
- Kirchheimer Otto (2015), « The Transformation of Western European Party Systems », in Lapalombara Joseph, Weiner Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, New Jersey : Princeton University Press, p. 177-200.
- Koechlin, Aurore (2019), *La révolution féministe*, Paris : Amsterdam, 176 p.
- Korsh, Karl (2002), *Karl Marx*, Paris : Ivrea, 287 p.

- Laclau, Ernesto et Chantal Mouffe (2019), *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une radicalisation de la démocratie*, Paris : Fayard, 320 p.
- Laclau, Ernesto (2008), *La raison populiste*, Paris : Seuil, 297 p.
- Lazar, Marc (2009), « Une République incertaine, de 1945 à la fin des années 1980 » in Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris : Fayard, p. 27-42.
- Lazar, Marc (1992), *Maisons rouges : les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris : Aubier, 419 p.
- Le Cacheux, Jacques (2009), « Une économie à bout de souffle? » in Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris : Fayard, p. 259-272.
- Lefort, Claude (1992), « Tocqueville : démocratie et art d'écrire », in *Écrire à l'épreuve du politique*, Paris : Calmann-Lévy, p. 55-90.
- Lefort, Claude (1986), « La question de la démocratie », in *Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles*, Paris : Seuil, p. 17-30.
- Lénine (2010), *Ce que sont les Amis du peuple et comment ils luttent contre les social-démocrates*, Montreuil-sous-Bois : Science marxiste, 170 p.
- Libertini, Lucio et Raniero Panzieri (1971), « Sept thèses sur le contrôle ouvrier », *Critique socialiste*, 3 (janvier-février), p. 21-30.
- Lieberman, Sima (1977), *The Growth of European Mixed Economies, 1945-1970 : A Concise Study of the Economic Evolution of Six Countries*, Cambridge, MA : Schenkman, 347 p.
- Lipovetsky, Gilles (1983), *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Paris : Gallimard, 256 p.
- Loni, Carla (2017), *Crachons sur Hegel*, Paris : Eterotopia, 96 p.
- London, Frédéric (2015), *Imperium : structures et affects des corps politiques*, Paris : Fabrique, 358 p.
- Macpherson, Crawford Brough (1964), *The Political Theory of Possessive Individualism : Hobbes to Lock*, Oxford, Oxford University Press, 310 p.
- Mandarini, Matteo (2008), « Not Fear but Hope in the Apocalypse », *Ephemera*, 8(2), p. 176-181.
- Manin, Bernard (1995), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris : Calmann-Lévy, 319 p.
- Marinelli, Alberto (1980), « Organised Business and Italian Politics: Confindustria and the Christian Democrats in the Postwar Period » in Peter Lange et Sydney Tarrow (dir.), *Italy In Transition : Conflict and Consensus*, New York : Frank Cass, p. 67-87.
- Marramao, Giacomo (1995), « Pouvoir et puissance : à propos de Carl Schmitt », in Carlos-Miguel Herrera (dir.), *Le droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris : L'Harmattan, p. 69-82.

- Marx, Karl (2004), « L'enquête ouvrière (1880) », *Travailler*, 2 (12), p. 21-28.
- Marx, Karl (1993), « Postface à la deuxième édition allemande », in *Le Capital : critique de l'économie politique, livre I*, Paris : Presses Universitaires de France, p. 15-17.
- Marx, Karl (1975), *Critique du droit politique hégélien*, Paris: Éditions sociales, 223 p.
- Michels, Robert (2015), *Sociologie du parti dans la démocratie moderne : enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Paris : Gallimard, 834 p.
- Mitropoulos, Angela (2006), « Autonomy, Recognition, Movement », *The Commoner*, 11, p. 5-13.
- Monperrus-Veroni, Paola (2009), « Les mutations de l'économie » in Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris : Fayard, p. 245-258.
- Montanaro, Mara (2023), *Théories féministes voyageuses : internationalisme et coalitions depuis les luttes latino-américaines*, Montréal : Rue Dorion, 266 p.
- Montano, Mario (1971), « On the Methodology of Determinate Abstraction : Essay on Galvano Della Volpe », *Telos : Critical Theory of the Contemporary*, 7 (30), p. 30-49.
- Morel, Laurence (1996), « Du marxisme au craxisme : le socialisme italien à la recherche d'une identité » in Marc Lazar (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945 : invariants et mutations du socialisme européen*, Paris : Presses Universitaires de France, p. 263-291.
- Mosse, George Lachmann (1975), *The Nationalization of the Masses : Political Symbolism and Mass Movements in Germany from the Napoleonic Wars through the Third Reich*, University Park, PA : Penn State University Press, 252 p.
- Mouffe, Chantal (2016), *Le paradoxe démocratique*, Paris : Beaux arts de Paris, 152 p.
- Mouffe, Chantal (1992), « Penser la démocratie moderne avec, et contre, Carl Schmitt », *Revue française de science politique*, 42 (1), p. 83-96.
- Moulier-Boutang, Yann (1998), *De l'esclavage au salariat : économie historique du salariat bridé*, Paris : Presses universitaires de France, 765 p.
- Moulier Boutang, Yann (1986), « L'opéraïsme italien : organisation / représentation / idéologie ou la composition de classe revisitée » in Marie-Blanche Tahon et André Corten (dir.), *L'Italie : le philosophe et le gendarme : classe ouvrière, État, autonomie*, Montréal : VLB, p. 37-62.
- Negri, Antonio (2021), « L'autonomie du politique de Mario Tronti » in Étienne Balibar, Antonio Negri et Mario Tronti, *Le démon de la politique*, Paris : Amsterdam, p. 93-119.
- Ornati, Oscar (1963), « The Italian Economic Miracle and Organized Labor », *Social Research*, 30 (4), p. 519-526.
- Palano, Damiano (2020), « Nietzsche a Mirafiori : il giovane Mario Tronti e la critica dello storicismo : note di rilettura », *Revista di politica*, 4 (octobre-décembre), p. 171-198.

- Pareto, Vilfredo (1963), *Manuel d'économie politique*, Paris : LGDJ, 2 v.
- Paltrinieri, Luca (2015), « Le conflit infini », *Rue Descartes*, 4 (87), p. 180-187.
- Paulson, Stanley L. (1995), « Arguments "conceptuels" de Schmitt à l'encontre du contrôle de constitutionnalité et réponses de Kelsen : un aspect de l'affrontement entre Schmitt et Kelsen sur "le gardien de la constitution" », in Carlos-Miguel Herrera (dir.), *Le droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris : L'Harmattan, p. 243-262.
- Pingaud, Denis (1976), « Le Parti Communiste Italien : un parti "stalinien national" », *Critique communiste*, 5 (février-mars), p. 105-122.
- Piotte, Jean-Marc (2010), *La pensée politique de Gramsci*, Montréal : Lux, 280 p.
- Prévost, Jean-Guy (1992), *De l'étude des idées politiques*, Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec, 100 p.
- Larry Portis (1996), « La théorie des élites de Vilfredo Pareto : usages politiques », *L'homme et la société*, (121-122), p. 175-178.
- Potier, Jean-Pierre (1986), *Lectures italiennes de Marx : les conflits d'interprétation chez les économistes et les philosophes, 1883-1983*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 500 p.
- Ramel, Frédéric (2009), « Carl Schmitt face à Hans Kelsen : la joute se poursuit à l'échelle internationale », *Études internationales*, 40 (1), p. 17-35
- Ramona Coman et al. (2022), *Méthodes de la science politique : de la question de départ à l'analyse des données*, Bruxelles : De Boeck Supérieur, 244 p.
- Rancière, Jacques (2014), « La critique de l'économie politique dans les "Manuscrits de 1844" », in Althusser et al., *Lire Le Capital*, Paris : Presses Universitaires de France, p. 81-200.
- Rancière, Jacques (2005), *La haine de la démocratie*, Paris : Fabrique, 106 p.
- Renault, Emmanuel (2014), *Marx et la philosophie*, Paris : Presses universitaires de France, 207 p.
- Renault, Emmanuel (2000), « Marx et les critiques de l'économie politique », *Actuel Marx*, 1 (27), p. 153-166.
- Revelli, Marco (2008), « Quando Nietzsche incontrò Marx : per un bilancio storico dell'operaismo italiano », *Micromega* (Quaderno speciale), p.
- Rist, Gilbert (2010), *L'économie ordinaire entre songes et mensonges*, Paris : Presses de Science Po, 250 p.
- Roggero, Gigi (2023a), *Italian Operaismo : Genealogy, History, Method*, Cambridge, MA : MIT Press, 205 p.
- Roggero, Gigi (2023b), *Per la critica della libertà : frammenti di pensiero forte*, Bologne : DeriveApprodi, 93 p.

- Rubel, Maximilien (1974), « Les cahiers de lectures : 1840-1856 », *Marx critique du marxisme*, Paris : Payot, 451 p.
- Salvati, Michele (1980), « Muddling Through : Economics and Politics in Italy, 1969-1979 » in Peter Lange et Sydney Tarrow (dir.), *Italy In Transition : Conflict and Consensus*, New York : Frank Cass, p. 31-48.
- Sankara, Thomas (2017), *La liberté contre le destin*, Paris : Syllepse, 480 p.
- Schmitt, Carl (1993), *Théorie de la constitution*, Paris : Presses universitaires de France, 576 p.
- Schmitt, Carl (1988), *Théologie politique*, Paris : Gallimard, 204 p.
- Schumpeter Joseph. A. (1990), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris : Payot, 451 p.
- Sckell, Soraya Nour (2015), « Droit et démocratie chez Hans Kelsen : la critique kelsénienne de la personnalisation de l'État », *Trans/Form/Ação*, 38 (1), p. 57-80.
- Sennett, Richard (1979), *La tyrannie de l'intimité*, Paris : Seuil, 282 p.
- Serra, Pasquale (2021), « Tronti and Gramsci on the Young Tronti's Research Programme », *Notebooks : The Journal for Studies on Power*, 1, p. 317-347.
- Simon, Roland (2015), *Histoire critique de l'ultragauche*, Marseille ; Avignon : Senonevero ; Chemins non tracés, 494 p.
- Tarì, Marcello (2019), « L'esprit libre de Mario Tronti », *Lundi matin*, 14 novembre : <https://lundi.am/L-Esprit-Libre-de-Mario-Tronti-par-Marcello-Tari>
- Tarì, Marcello (2011), *Autonomie ! : Italie, les années 1970*, Paris : Fabrique, 320 p.
- Tarrow, Sidney (1974), « Le Parti communiste et la société italienne » in Jean Besson et al. (dir.), *Sociologie du communisme en Italie*, Paris : Fondation nationale des sciences politiques ; Armand Colin, 245 p.
- Thorburn, Elise Danielle (2016), « Networked Social Reproduction: Crises in the Integrated Circuit », *Triple C*, 4 (2) : <https://www.triple-c.at/index.php/tripleC/article/view/708>
- Tocqueville, Alexis de (1981a), *De la démocratie en Amérique : I*, Paris : Garnier-Flammarion, 414 p.
- Tocqueville, Alexis de (1981b), *De la démocratie en Amérique : II*, Paris : Garnier-Flammarion, 569 p.
- Togliatti, Palmiro (1977), *Sur Gramsci*, Paris : Éditions sociales, 350 p.
- Tosel, André (2005), « Antonio Labriola et la proposition de la philosophie de la praxis : la pratique après Marx », *Archives de philosophie*, 4 (68), p. 611-628.
- Traverso, Enzo (2008) « Interpréter le fascisme : à propos de G. Mosse, Z. Sternhell et E. Gentile », *Revue Internationale des Livres et des Idées*, 3, p. 13-20.

- Tronti, Mario (2022), Rileggendo «La libertà comunista» in Galvano Della Volpe, *La libertà comunista*, Rome : Bordeaux.
- Tronti, Mario (2021a), « Reculer pour mieux sauter : réponses à Étienne Balibar et Toni Negri » in Étienne Balibar, Antonio Negri et Mario Tronti, *Le démon de la politique*, Paris : Amsterdam, p. 153-189.
- Tronti, Mario (2021b), « Féminisme et conflit : entretien avec Mario Tronti », *Blog des Éditions La Tempête* : <https://editionslatempete.com/feminisme-et-conflit-entretien-avec-mario-tronti/>
- Tronti, Mario (2020a), « On Marxism and Sociology (April 1959) » in *The weapon of organization : Mario Tronti's political revolution in Marxism*, Brooklyn, NY : Common Notions, p. 45-50.
- Tronti, Mario (2020b), « The Copernican Revolution (May 1963) » in *The weapon of organization : Mario Tronti's political revolution in Marxism*, Brooklyn, NY : Common Notions, p. 83-90.
- Tronti, Mario (2020c), *The weapon of organization : Mario Tronti's political revolution in Marxism*, Brooklyn, NY : Common Notions, 214 p.
- Tronti, Mario (2020e), « The Autonomy of the Political (1972) », *Viewpoint* : <https://viewpointmag.com/2020/02/26/the-autonomy-of-the-political/>
- Tronti, Mario (2019), *De l'esprit libre : fragments de vie et de pensée*, Paris : La Tempête, 325 p.
- Tronti, Mario (2019b), *Workers and Capital*, Londres ; New York : Verso, 400 p.
- Tronti, Mario (2016a), « Some Questions around Gramsci's Marxism (1958) », *Viewpoint* (3 octobre).
- Tronti, Mario (2016b), « Between Dialectical Materialism and Philosophy of Praxis : Gramsci and Labriola (1959) », *Viewpoint* (3 octobre).
- Tronti, Mario (2016c), *Ouvriers et capital*, Genève : Entremonde, 418 p.
- Tronti, Mario (2016d), « Vieilles routes, nouveaux lieux », *Vacarme*, 2 juin : <https://vacarme.org/article2895.html>
- Tronti, Mario (2015), *Il nano e il manichino : la teologia come lingua della politica*, Roma : Castelvechi, 60 p.
- Tronti, Mario (2013), « Peuple », *Lignes*, 2 (41), p. 143-153.
- Tronti, Mario (2009), *Nous opéraïstes : le roman de formation des années soixante en Italie*, Paris : En bas ; L'Éclat, 206 p.
- Tronti, Mario (2007), « Per la critica della democrazia politica », Conférence au département de science politique de l'Université La Sapienza à Rome, 12 décembre.
- Tronti, Mario et al. (2006), *Politica e destino*, Rome : Sossella, 149 p.

- Tronti, Mario (2005), « Per la critica della democrazia politica », in Marco Bascetta et al., *Guerra e democrazia : Manifestolibri*, p. 15-24.
- Tronti, Mario (2001), « Per la critica della democrazia » in Ida Dominijanni (dir.), *Motivi della libertà*, Milano : FrancoAngeli, p. 13-25.
- Tronti, Mario (2000), *La politique au crépuscule*, Paris : Éclat, 260 p.
- Turchetto, Maria (2001), « De “l’ouvrier masse” à l’“entrepreneuriabilité commune” : la trajectoire déconcertante de l’opéraïsme italien » in Jacques Bidet et Eustache Kouvélakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris : Presses universitaires de France, p. 295-306.
- Viala, Alexandre (2011), « Le positivisme juridique : Kelsen et l'héritage kantien », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 67 (2), p. 95-117.
- Vinx, Lars (dir.) (2015), *The Guardian of the Constitution : Hans Kelsen and Carl Schmitt on the Limits of Constitutional Law*, Cambridge : Cambridge University Press, 279 p.
- Wajnsztein, Jacques (2021), *L’Opéraïsme italien au crible du temps*, La Beauche, France : À plus d’un titre, 243 p.
- Wajnsztein, Jacques et C. Gzavier (2012), *La tentation insurrectionniste*, La Bussière: Acratie, 112 p.
- Wood, Ellen Meiskins (2014), *Liberté et propriété : une histoire sociale de la pensée politique occidentale de la Renaissance aux Lumières*, Montréal : Lux, 623 p.
- Wood, Ellen Meiskins (2013), *Des citoyens aux seigneurs : une histoire sociale de la pensée politique de l’Antiquité au Moyen Âge*, Montréal: Lux, 430 p. ;
- Wright, Steve (2007), *L’assaut du ciel : composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Marseille : Senonevero, 297 p.
- Zanon, Nicolò (1991), « La polémique entre Hans Kelsen et Carl Schmitt sur la justice constitutionnelle », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Paris : Economica, p. 177-189.
- Zizek, Slavoj (2009), « De la démocratie à la violence divine » in *La démocratie dans quel état?*, Montréal : Écosociétés, p. 85-102.